

~~1002.97320CF~~

Care
me
2371

B R E F

DU PAPE PIE VI,

à S. E. M. le Cardinal de la Rochefoucault, M. l'Archevêque d'Aix, & les autres Archevêques & Evêques de l'Assemblée Nationale de France, au sujet de la Constitution civile du Clergé, décrétée par l'Assemblée Nationale.

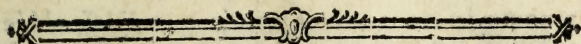


A P A R I S,

Au Bureau de l'Ami du Roi, rue Saint-André-des-Arcs, n.^o 37.

1791.

THE NEWBERRY
LIBRARY



B R E F

DU PAPE PIE VI,

A S. E. M. le Cardinal de la Rochefoucault, M. l'Archevêque d'Aix, & les autres Archevêques & Evêques de l'Assemblée Nationale de France, au sujet de la Constitution civile du Clergé, décrétée par l'Assemblée Nationale.

PIE VI, PAPE, à ses chers Fils, & à ses vénérables Freres; SALUT & Bénédiction apostolique.

L'importance du sujet, & les affaires pressantes dont nous étions accablés, nous ont forcé, nos chers Fils & nos vénérables Freres, de différer quelque tems notre réponse à votre Lettre du dix Octobre, signée d'un grand nombre de vos illustres Collegues; cette Lettre a renouvelé dans notre cœur une douleur profonde qu'aucune consolation ne pourra jamais adoucir, & dont nous étions déjà pénétrés depuis le moment où la

renommée nous avoit appris que l'Assemblée Nationale de France , appelée pour régler les affaires civiles , en étoit venue au point d'attaquer par ses Décrets la Religion Catholique , & que la majorité de ses membres réunissoit ses efforts pour faire une irruption jusque dans le Sanctuaire.

Nous avions d'abord résolu de garder le silence , dans la crainte d'irriter encore ces hommes inconfidérés , par la voix de la vérité , & de les précipiter dans de plus grands excès. Notre dessein étoit appuyé sur l'autorité de Saint Grégoire le grand (1) , qui dit qu'il faut *peser avec prudence les circonstances critiques des révolutions , pour ne pas laisser la langue se répandre en discours superflus , dans les occasions où il faut la réprimer ; c'est à Dieu que nos paroles se font adressées , & nous avons aussi-tôt ordonné des prières publiques , pour obtenir de l'Esprit Saint qu'il daigne inspirer à ces nouveaux Législateurs la ferme résolution de s'éloigner des maximes de la philosophie du siècle , & de s'attacher invariablement à ces principes salutaires auxquels la Religion les rappelle.*

En cela nous avons suivi l'exemple de Suzanne , qui , selon l'observation de Saint Ambroise , *fit*

(1) *Regul. Pastor. tom. 2 , oper. Edit. Maurin. pag. 54.*

plus par son silence qu'elle n'eût pu faire par ses paroles ; elle se taisoit devant les hommes , mais elle parloit à Dieu ; lors même qu'on n'entendoit pas sa voix , sa conscience étoit éloquente ; elle ne cherchoit pas le jugement & l'opinion des hommes , puisqu'elle avoit pour elle le témoignage de Dieu (1).

Nous n'avons cependant pas négligé d'assembler en Consistoire nos vénérables Freres les Cardinaux de la Sainte Eglise Romaine , & les ayant convoqués le 23 de Mars de l'année dernière , nous leur avons fait part des atteintes que la Religion Catholique avoit déjà reçues en France ; nous avons épanché notre douleur dans leur sein , les exhortant à unir leurs larmes & leurs prières avec les nôtres.

Tandis que nous nous livrions à ces soins , une nouvelle encore plus désolante est venue nous frapper ; nous apprenons que l'Assemblée Nationale , c'est-à-dire , *la majorité* (c'est toujours dans ce sens que nous nous servirons de cette expression) ; nous apprenons que l'Assemblée Nationale , vers le milieu du mois de Juillet , avoit publié un Décret qui , sous prétexte de n'établir qu'une Constitution civile du Clergé ,

(2) Lib. 1 , de Offic. cap. 3 , num. 9 , tom. 2 , oper. édit. Maurin. pag. 4.

ainsi que le titre sembloit l'annoncer , renversoit en effet les dogmes les plus sacrés , & la discipline la plus solennelle de l'Eglise , détruisoit les droits du premier Siége Apostolique , ceux des Evêques , des Prêtres , des Ordres Religieux des deux sexes , & de toute la Communion Catholique , abolissoit les cérémonies les plus saintes , s'emparoit des domaines & des revenus ecclésiastiques , & entraînoit de telles calamités , qu'on auroit peine à les croire si on ne les éprouvoit. Nous n'avons pas pu nous empêcher de frémir à la lecture de ce Décret ; il a produit sur nous la même impression que fit autrefois sur un de nos plus illustres prédécesseurs , Grégoire le grand , un certain écrit qu'un Evêque de Constantinople lui avoit envoyé pour le soumettre à son examen (1), car à peine en eut-il parcouru les premières pages , qu'il fit éclater l'horreur que lui inspiroit le venin renfermé dans cet ouvrage. Au plus fort de notre douleur , vers la fin du mois d'Août , nous avons reçu une Lettre de notre très-cher Fils en Jesus-Christ Louis X VI , Roi très - Chrétien , dans laquelle il nous presse , avec beaucoup d'instances , de confirmer par notre autorité , du moins pro-

(1) *Epist. 66 , lib. 6 , tom. 2 , oper. edit. Maurin pag. 284.*

vifoiement , cinq articles décrétés par l'Affemblée , & déjà revêtus de la fâction royale ; quoique ces articles nous paruffent contraires aux Canons , cependant , par égard pour le Roi , nous crûmes devoir ufer de ménagement dans notre réponfe , nous lui écrivîmes que nous foumettrions ces articles à une Congrégation de vingt Cardinaux , dont nous nous ferions remettre les opinions par écrit pour les examiner nous-mêmes à loisir , & les pefer avec toute la maturité qu'exige une affaire auffi grave. Dans une autre Lettre plus particulière , nous priâmes le Roi lui-même d'engager tous les Evêques de fon Royaume à lui faire connoître leurs fentimens avec confiance , à nous communiquer à nous-même le parti qu'ils feroient convenus de prendre , & à nous inftruire de tout ce que la diftance des lieux déroboit à notre connoiffance , pour que nous n'euffions aucune fauffe démarche à nous reprocher. Nous n'avons cependant reçu jufqu'ici de votre part aucun renfeignement fur la conduite que nous avons à tenir dans cette occafion ; feulemeut des Lettres pastorales , des Difcours , des Mandemens imprimés de quelques Evêques , nous font tombés entre les mains ; nous les avons trouvés pleins de l'efprit évangélique ; mais ces écrits , composés féparément & fans concert , par

chacun de leurs Auteurs, ne nous offroient point un plan général de défense ; ils ne nous indiquoient point les mesures que vous jugiez les plus convenables dans une circonstance aussi fâcheuse, & dans l'extrémité où vous vous trouvez.

Il nous est cependant parvenu une exposition manuscrite de vos sentimens sur la Constitution du Clergé, que nous avons ensuite reçue imprimée, dont le préambule présente un extrait de plusieurs Décrets de l'Assemblée, accompagnés de réflexions qui en font connoître l'irrégularité & le venin. Presque dans le même temps, on nous a remis une nouvelle Lettre du Roi, par laquelle il nous demande notre approbation provisoire pour sept autres Décrets de l'Assemblée Nationale, à peu près conformes aux cinq qu'il nous avoit envoyés au mois d'Août ; il nous fait part aussi du cruel embarras où le jette la sanction qu'on le presse de donner au Décret du 27 Novembre, Décret qui ordonne aux Evêques, à leurs Vicaires, aux Curés, Supérieurs de Séminaires, & autres Fonctionnaires Ecclésiastiques, de prêter, en présence des Municipalités, le serment de maintenir la Constitution, & , s'ils n'obéissent au terme prescrit, leur inflige les peines les plus graves ; mais nous avons répété & confirmé ce que nous avons

déjà déclaré, & ce que nous déclarons encore , que nous ne publierions point notre jugement sur ces articles, avant que la majorité des Evêques nous eût clairement & distinctement exposé ce qu'elle en pense elle-même.

Le Roi nous demande, entr'autres choses, d'engager les Métropolitains & les Evêques à souscrire à la division & à la suppression des Eglises Métropolitaines & des Evêchés; il nous prie de consentir, du moins provisoirement, que les formes canoniques observées jusqu'ici par l'Eglise, dans les érections de nouveaux Evêchés, soient employées maintenant par l'autorité des Métropolitains & des Evêques; qu'ils donnent l'institution à ceux qui, d'après le nouveau mode d'élection, leur seront présentés pour les Cures vacantes, pourvu que les mœurs & la doctrine des élus soient sans reproche; cette demande du Roi prouve clairement qu'il reconnoît lui-même la nécessité de consulter les Evêques dans une pareille circonstance, & qu'en conséquence il est juste que nous ne décidions rien avant de les avoir entendus. Nous attendons donc un exposé fidele de vos avis, de vos sentimens, de vos résolutions, signés de tous, ou du plus grand nombre. Nos idées s'appuieront sur ce monument comme sur une base solide; il

fera le guide & la regle de nos délibérations ; il nous aidera à prononcer un jugement convenable , également avantageux pour vous & pour tout le Royaume de France. En attendant que notre vœu s'accomplisse , nous trouvons dans vos lettres des secours qui nous facilitent l'examen de tous les articles concernant la Constitution du Clergé.

D'abord , en jettant les yeux sur les actes du Concile de Sens , assemblé en 1527 pour combattre l'hérésie de Luther , nous trouvons que le principe sur lequel cette Constitution est fondée , ne peut être exempt de la note d'hérésie ; car c'est ainsi que s'exprime le Concile (1). *A la suite de ces hommes ignorans s'est élevé Marfile de Padoue , dont le Livre empoisonné , intitulé le Boulevard de la Paix , a été dernièrement imprimé par les soins des Luthériens , pour le malheur du peuple fidele. L'Auteur y insulte l'Eglise avec l'acharnement d'un ennemi ; il flatte avec impiété les Princes de la terre , enleve aux Prélats , toute juridiction extérieure , excepté celle que le Magistrat laïque aura bien voulu leur accorder. Il prétend outre cela , que tous ceux qui sont revêtus du Sacerdoce , tant les simples*

(1) In Collect. Labbe , tome 19 , page 1154. Edit. Venet. Col.

Prêtres que les Evêques, les Archevêques, & même le Pape, ont, en vertu de l'institution de Jesus Christ, une égale autorité, & que si quelqu'un a plus de puissance qu'un autre, c'est une pure concession du Prince, qu'il peut révoquer à son gré. Mais l'abominable fureur de cet hérétique en délire, a été réprimée par les Saintes Ecritures, qui déclarent que la Puissance Ecclésiastique est indépendante de la Puissance Civile, qu'elle est fondée sur le droit divin, qui l'autorise à établir des loix pour le salut des fideles, à punir les rebelles par des censures légitimes. Les mêmes Ecritures enseignent que la Puissance de l'Eglise est, par la fin qu'elle se propose, d'un ordre supérieur à celui de la Puissance temporelle, & en cela plus digne de nos respects, tandis que ce Marfile, & les autres hérétiques nommés ci-dessus, se déchaînent avec impiété contre l'Eglise, & s'efforcent, comme à l'envi l'un de l'autre, de lui ravir quelque partie de son autorité.

Il faut encore vous rappeler ici un jugement de Benoît XIV, d'heureuse mémoire, absolument conforme à cette doctrine du Concile. Ce Pontife, écrivant aux Primat, Archevêques & Evêques de Pologne, s'exprime ainsi dans sa lettre du 5 Mars 1755, sur un Ouvrage imprimé en Polonois, mais publié auparavant en François, sous ce titre, *Principes sur l'essence, la distinction, & les*

limites des deux Puissances , spirituelle & temporelle ,
Ouvrage posthume du P. Laborde de l'Oratoire , dans
 lequel l'Auteur soumet le Ministère Ecclésiastique
 à l'Autorité temporelle , au point de soutenir que
 ce n'est point à elle qu'il appartient de connoître
 & de juger du gouvernement extérieur & sen-
 sible de l'Eglise ; « cet impudent Ecrivain , dit
 Benoît XIV , accumule d'artificieux sophismes ;
 employe , avec une perfidie hypocrite , le lan-
 gage de la piété & de la religion ; donne la tor-
 ture à plusieurs passages de l'Ecriture Sainte &
 des Peres , pour reproduire & ressusciter un sys-
 tème faux & dangereux , depuis long-temps ré-
 prouvé par l'Eglise , expressément condamné
 comme hérétique , & par cette ruse , il en impose
 aux lecteurs simples & crédules (1). » En con-
 séquence , ce Pontife proscrivit l'Ouvrage comme
 captieux , faux , impie & hérétique ; il en dé-
 fendit la lecture & l'usage à tous les fideles Chré-
 tiens , même à ceux qui , par le droit , doivent
 être spécialement & individuellement dénommés ,
 sous peine d'excommunication encourue par le
 seul fait , & dont l'absolution seroit réservée au
 Souverain Pontife , excepté à l'article de la
 mort.

(1) *Bullar. Benedict. XIV*, tom. 4, constitut. 44, édit.
 Rom.

En effet , quelle juridiction les Laïcs peuvent-ils avoir sur les choses spirituelles ? De quel droit les Ecclésiastiques seroient-ils soumis à leurs Décrets ? Il n'y a point de Catholique qui puisse ignorer que Jesus-Christ , en instituant son Eglise , a donné aux Apôtres & à leurs successeurs une puissance indépendante de toute autre , que tous les Peres de l'Eglise ont unanimement reconnue avec Hozius & S. Athanase (1) , qui nous disent : « Ne vous mêlez point des affaires ecclésiastiques ; ce n'est pas à vous à nous donner des préceptes sur cet article. Vous devez au contraire recevoir de nous des leçons. Dieu vous a confié l'empire , mais il a remis le gouvernement de l'Eglise entre nos mains ; de même que celui qui voudroit vous ravir l'empire , renverseroit l'ordre que Dieu a établi ; de même craignez qu'en attirant à vous l'autorité spirituelle , vous ne vous rendiez encore plus coupable ». Voilà pourquoi S. Chrysostôme , voulant mettre cette vérité dans un plus grand jour , cite l'exemple d'Oza qui fut frappé de mort pour avoir porté la main à l'Arche , quoiqu'avec l'intention de s'opposer à sa chute , parce qu'il avoit usurpé un pouvoir

(1) S. Athanas. in hist. Arianor. ad Monachos , tom. 3, oper. pag. 371, edit. Maurin.

qui ne lui appartenait pas. Mais si la violation du Sabat, si le seul attouchement de l'Arche prête à tomber, ont pu exciter la colère de Dieu, & rendre le coupable indigne de pardon, quelle excuse peut avoir, quelle indulgence peut espérer celui qui ose altérer les dogmes augustes & ineffables de notre foi ? comment pourroit-il se soustraire au châtimement ? Non, vous dis-je ; non, cela n'est pas possible (2). Les saints Conciles tiennent tous le même langage ; & tous les Monarques François ont reconnu & adopté cette doctrine jusqu'à Louis XV, aïeul du Roi régnant, lequel déclaroit solennellement, le 10 d'Août 1731, qu'il reconnoissoit comme son premier devoir d'empêcher qu'à l'occasion des disputes, on ne mette en question les droits sacrés d'une puissance qui a reçu de Dieu seul le droit de décider les questions de doctrine sur la foi, ou sur la règle des mœurs, de faire des Canons ou des règles de discipline pour la conduite des Ministres de l'Eglise & des Fidéles dans l'ordre de la Religion, d'établir ses Ministres ou les destituer conformément aux mêmes règles, & de se faire obéir en imposant aux Fidéles suivant l'ordre canonique, non-seulement des pénitences salutaires, mais de véritables peines spiri-

(2) *Commentar. in cap. I Epist. ad Galat.*, tom. 10 oper. edit. Maurin, pag. 668.

tuelles , par les jugemens ou par les censures que les premiers Pasteurs ont droit de prononcer ».

Et cependant, malgré des principes si généralement reconnus dans l'Eglise, l'Assemblée Nationale s'est attribuée la puissance spirituelle, lorsqu'elle a fait tant de nouveaux réglemens contraires au dogme & à la discipline; lorsqu'elle a voulu obliger les Evêques & tous les Ecclésiastiques à s'engager par serment à l'exécution de ces Décrets. Mais cette conduite n'étonnera pas ceux qui observeront que l'effet nécessaire de la Constitution décrétée par l'Assemblée, est d'anéantir la Religion catholique, & avec elle l'obéissance due aux Rois. C'est dans cette vue qu'on établit, comme un droit de l'homme en société, cette liberté absolue, qui non-seulement assure le droit de n'être point inquiété sur ses opinions religieuses, mais qui accorde encore cette licence de penser, de dire, d'écrire & même de faire imprimer impunément en matière de Religion, tout ce que peut suggérer l'imagination la plus déréglée; droit monstrueux, qui paroît cependant à l'Assemblée résulter de l'égalité & de la liberté naturelle à tous les hommes. Mais que pouvoit-il y avoir de plus insensé que d'établir parmi les hommes cette égalité & cette liberté effrénée qui semble étouffer la raison, le don le

plus précieux que la nature ait fait à l'homme , & le seul qui le distingue des animaux ? Dieu , après avoir créé l'homme , après l'avoir établi dans un lieu de délices , ne le menaça-t-il pas de la mort , s'il mangeoit du fruit de l'arbre de la science du bien & du mal ? Et par cette première défense ne met-il pas des bornes à sa liberté ? Lorsque dans la suite sa défobéissance l'eût rendu coupable , ne lui imposa-t-il pas de nouvelles obligations par l'organe de Moïse ? & quoiqu'il eût laissé à son libre arbitre le pouvoir de se déterminer pour le bien ou pour le mal , ne l'environna-t-il pas *de préceptes & de commandemens qui pouvoient le sauver s'il vouloit les accomplir ?*

Où est donc cette liberté de penser & d'agir que l'Assemblée Nationale accorde à l'homme social comme un droit imprescriptible de la nature ? Ce droit chimérique n'est-il pas contraire aux droits du Créateur suprême à qui nous devons l'existence & tout ce que nous possédons ? Peut-on d'ailleurs ignorer que l'homme n'a pas été créé pour lui seul , mais pour être utile à ses semblables ? car telle est la foiblesse de la nature , que les hommes , pour se conserver , ont besoin du secours mutuel les uns des autres ; & voilà pourquoi Dieu leur a donné la raison & l'usage de la parole , pour les mettre en état de réclamer

l'assistance d'autrui, & de secourir à leur tour ceux qui imploreroient leur appui. C'est donc la nature elle même qui a rapproché les hommes & les a réunis en société : en outre, puisque l'usage que l'homme doit faire de sa raison consiste essentiellement à reconnoître son souverain auteur, à l'honorer, à l'admirer, à lui rapporter sa personne & tout son être; puisque dès son enfance, il faut qu'il soit soumis à ceux qui ont sur lui la supériorité de l'âge; qu'il se laisse gouverner & instruire par leurs leçons; qu'il apprenne d'eux à régler sa vie d'après les loix de la raison, de la société & de la religion : cette égalité, cette liberté si vantée, ne sont donc pour lui, dès le moment de sa naissance, que des chimères & des mots vuides de sens. Soyez soumis par la nécessité, dit l'Apôtre Saint Paul : ainsi les hommes n'ont pu se rassembler & former une association civile sans établir un gouvernement, sans restreindre cette liberté, & sans l'assujettir aux loix & à l'autorité de leurs chefs. La société humaine, dit S. Augustin, n'est autre chose qu'une convention générale d'obéir aux Rois (1); & ce n'est pas tant du contrat social,

(1) Confess. lib. 3, cap. 8, tom. 1, pag. 94, édit. Maurin.

que de Dieu lui-même, auteur de tout bien & de toute justice, que la puissance des Rois tire sa force. Que chaque individu soit soumis aux puissances, dit le sublime Apôtre que je viens de citer; toute puissance vient de Dieu; celles qui existent, ont été réglées par Dieu même: leur résister, c'est troubler l'ordre que Dieu a établi; & ceux qui se rendent coupables de cette résistance, se dévouent eux-mêmes à des châtimens éternels.

C'est ici le lieu de rapporter le Canon du second Concile de Tours tenu en 567, qui frappe d'anathème, non-seulement quiconque a la hardiesse de contrevenir aux Décrets du Siège apostolique, mais encore *celui qui par une plus grande témérité, ose résister & combattre de quelque manière que ce soit, une pensée que l'Apôtre S. Paul, ce vase d'élection, a publiée d'après l'inspiration de l'Esprit Saint, sur-tout puisque le Saint-Esprit lui-même a dit par l'organe de cet Apôtre: que celui qui prêchera le contraire de ce que j'ai prêché, soit anathème (2).*

Mais pour faire évanouir aux yeux de la saine raison ce fantôme d'une liberté indéfinie, ne suffit-il pas de dire que ce système fut celui

(2) Canon 20, collection Labbe, tom. 6, pag. 541.

des Vaudois & des Begouardes condamnés par Clément V, avec l'approbation du Concile écuménique de Vienne : que dans la suite les Vicleffites, & enfin Luther se servirent du même appas d'une liberté effrénée pour accréditer leurs erreurs. *Nous sommes affranchis de toute especé de joug*, crioit à ses prosélites cet hérétique insensé. Nous devons cependant avertir qu'en parlant ici de l'obéissance due aux puissances légitimes, notre intention n'est pas d'attaquer les nouvelles loix civiles auxquelles le Roi a pu donner sa sanction, comme n'ayant de rapport qu'au gouvernement temporel dont il est chargé : nous n'avons point pour but, en rappelant ces maximes, de provoquer le rétablissement du régime ancien de la France : le supposer feroit renouveler une calomnie qu'on n'a affecté jusqu'ici de répandre que pour rendre la Religion odieuse : nous ne cherchons ; vous & moi, nous ne travaillons qu'à préserver de toute atteinte les droits sacrés de l'Eglise & du Siège Apostolique. C'est dans cette vue que nous allons envisager ici la liberté sous un autre rapport, & faire sentir la différence qui se trouve entre les peuples étrangers à l'Eglise, tels que les infidèles & les Juifs, & ceux que la régénération du Baptême a soumis à ses loix ; les premiers ne doivent pas être

assujettis à l'obéissance prescrite aux Catholiques; mais pour les seconds, elle est un devoir. Saint Thomas d'Aquin prouve cette différence avec sa solidité ordinaire. Plusieurs siècles auparavant, elle avoit été établie par Tertulien dans son ouvrage contre les Gnostiques, & Benoît XIV l'a reconnue il y a quelques années dans son Traité de la béatification & de la canonisation; mais personne n'a mieux développé ce raisonnement que Saint Augustin dans deux célèbres Epîtres souvent imprimées, l'une à Vincent, Evêque de Cartenne; l'autre au Comte Boniface, où il réfute victorieusement les hérétiques tant anciens que modernes. Cette égalité, cette liberté si exaltées par l'Assemblée Nationale, n'aboutissent donc qu'à renverser la Religion Catholique, & voilà pourquoi elle a refusé de la déclarer *dominante* dans le Royaume, quoique ce titre lui ait toujours appartenu.

En avançant dans l'examen des erreurs de l'Assemblée Nationale, nous rencontrons l'abolition de la primauté & de la juridiction du Saint Siège. Un Décret formel porte, *que le nouvel Evêque ne pourra s'adresser au Pape pour en obtenir aucune confirmation, mais il lui écrira comme au chef visible de l'Eglise universelle, en témoignage de l'unité de foi & de la communion qu'il doit entre-*

tenir avec lui. On prescrit une nouvelle formule de serment où le nom du Pontife de Rome est supprimé. Bien plus, l'Elu étant obligé par son serment à l'exécution des Décrets nationaux qui lui défendent de faire confirmer son élection par le Saint Siège, toute la puissance du souverain Pontife est par là même anéantie, & c'est ainsi que les ruisseaux sont détournés de la source, les rameaux détachés de l'arbre, les peuples séparés du Vicaire de Jesus-Christ.

Qu'il nous soit permis d'emprunter ici, pour déplorer les outrages faits à la dignité & à l'autorité pontificale, les mêmes expressions dont se servoit autrefois S. Grégoire-le-Grand pour se plaindre à l'Impératrice Constantine des prétentions fastueuses & des usurpations du Patriarche Jean, qui s'attribuoit le titre d'Evêque universel, & pour la prier de réformer cette arrogance : *que votre piété, disoit ce S. Pontife, ne dédaigne pas dans cette occasion mes prières, & si Gregoire (nous pourrions dire en nous appliquant les mêmes paroles, si Pie VI,) par la grandeur de ses péchés, a mérité de souffrir cette injure, songez que l'Apôtre S. Pierre n'a point de péchés à expier, & qu'il n'a pas mérité de recevoir sous votre gouvernement un pareil outrage ; je vous supplie donc, & je vous conjure d'imiter l'exemple*

des Princes vos ancêtres qui se sont toujours efforcés de s'attirer la faveur de l'Apôtre S. Pierre ; tâchez aussi de vous la procurer , & de la conserver ; mes péchés , & les foiblesses auxquelles je suis indignement asservi , ne doivent pas être pour vous un prétexte de porter quelqu'atteinte aux honneurs dus à cet illustre Apôtre qui peut vous aider dans toutes vos entreprises , & dans la suite vous obtenir de Dieu le pardon de toutes vos offenses (1).

Les prières que S. Gregoire adressoit à l'Impératrice pour l'honneur de la dignité Pontificale , nous vous les adressons aujourd'hui ; ne souffrez pas que dans ce vaste Empire on avilisse la primauté qui appartient au Saint Siège , & qu'on anéantisse les droits qui y sont attachés ; considérez les mérites de Pierre dont je suis l'héritier , quoiqu'indigne , & dont la grandeur doit être honorée jusque dans mon néant & dans ma bassesse. Si une puissance étrangère à l'Eglise enchaîne votre zèle , que la religion & la fermeté suppléent du moins à la force qui vous manque , & rejetez courageusement le serment qu'on exige de vous. Le titre usurpé par Jean étoit un moindre attentat aux prérogatives du S. Siège ; que le Décret de l'Assemblée Nationale. Comment , en effet , peut-on dire que l'on conserve ,

(1) *Epist. 21, lib. 5, pag. 751, tom. 2, oper. édit. Maurin.*

que l'on entretient la communion avec le chef visible de l'Eglise, lorsqu'on se borne à lui donner avis de son élection, & lorsqu'on s'engage par serment à ne point reconnoître l'autorité attachée à la primauté ? En sa qualité de chef, tous ses membres ne lui doivent-ils pas la promesse solennelle de l'obéissance canonique, seule capable de conserver l'unité dans l'Eglise, & d'empêcher que ce corps mystique établi par Jesus-Christ ne soit déchiré par des schismes ? Voyez dans les antiquités Ecclésiastiques de Martenne, la formule de serment en usage pour les Eglises de France depuis un grand nombre de siècles : tous les Evêques dans la cérémonie de leur ordination, avoient coutume d'ajouter à leur profession de foi, la clause expresse de l'obéissance au Pontife de Rome.

Nous n'ignorons pas sans doute, & ne croyons pas devoir dissimuler ce que les partisans de la Constitution du Clergé opposent à cette doctrine, & les objections qu'ils tirent de la Lettre de S. Hormisdas à Epiphane, Patriarche de Constantinople, ou plutôt l'abus qu'ils font de cette Lettre qui dépose contre eux. On y trouve en effet la preuve de l'usage où étoient les Evêques élus d'envoyer des députés avec une lettre & leur profession de foi au Pontife Romain, pour lui de-

mander d'être admis à la communion du Saint Siège , & obtenir ainsi l'approbation de leur élection. Epiphane ayant négligé l'observation de ces formalités , S. Hormisdas lui écrivit en ces termes : *j'ai été fort surpris de votre négligence à observer l'ancien usage , maintenant sur-tout que par la grace de Dieu l'union est rétablie dans les Eglises ; comment avez vous pu vous dispenser de ce devoir de paix & de fraternité , que l'orgueil n'exige pas , mais que la regle prescrit. Il convenoit , mon très-cher frere , qu'au commencement de votre Pontificat vous eussiez l'attention d'envoyer des députés au Siège Apostolique , pour me donner l'occasion de vous faire connoître toute mon affection , & pour vous conformer à l'ancienne & respectable coutume établie dans l'Eglise*(1).

Les adverfaires de la Primauté concluent de ce mot , *il convenoit* , que cette députation n'étoit qu'une simple politesse , une cérémonie de surrogation : mais le style de toute la lettre , ces expressions , *vous dispenser d'un devoir que la regle prescrit , vous conformer à l'ancienne coutume* , prouvent assez que c'est par modération que le Pontife s'est servi de ce terme , *il convenoit* , & qu'il

(1) Tom. 2 , lib. 1 , chap. 8 , art. 11.

(2) *Epist. 71 , collect. Concil. Labb. tom. page 665.*

n'a pas voulu faire entendre que les Evêques élus ne fussent pas rigoureusement obligés de demander au Pape son approbation ; mais ce qui acheve de fixer le véritable sens de la Lettre d'Hormisdas , c'est une autre Lettre de S. Léon IX , en réponse à celle que Pierre , Evêque d'Antioche , lui avoit écrite , pour lui faire part de son élection : *en m'annonçant votre élection , vous vous êtes acquitté d'un devoir indispensable , & vous n'avez pas différé de remplir une formalité essentielle pour vous & pour l'Eglise confiée à vos soins. Elevé , malgré mon indignité , sur le trône Apostolique pour approuver ce qui mérite de l'être , & pour condamner ce qui est blâmable , j'approuve , je loue & confirme avec plaisir la promotion de votre très-sainte fraternité à l'Episcopat , & je prie instamment notre Seigneur qu'il vous accorde la grace de mériter un jour à ses yeux le titre que vous donne déjà le langage des hommes ; cette Lettre ne nous offre pas les conjectures d'un Docteur particulier , mais la décision d'un Pontife célèbre par sa sainteté & par ses lumieres ; elle ne laisse aucun doute sur le sens que j'ai donné à la Lettre d'Hormisdas , & doit être regardée comme le monument le plus authentique du droit qu'a le Pontife Romain de confirmer l'élection des Evêques ; ce droit est encore appuyé sur l'autorité du Concile de Trente. Nous-même*

nous avons entrepris de le soutenir dans notre réponse sur les Nonciatures , & plusieurs d'entre vous l'ont défendu par d'illustres & sçavants écrits.

Mais, disent les Apologistes des Décrets de l'Assemblée , la Constitution du Clergé ne regarde que la discipline , qui souvent a changé suivant les circonstances , & qui est encore aujourd'hui susceptible de changement. Je réponds d'abord que , parmi les Décrets relatifs à la discipline , on en a glissé plusieurs destructifs du dogme & des principes immuables de la Foi , comme nous l'avons déjà démontré ; mais pour ne parler ici que de la discipline , est-il un Catholique qui ose soutenir que la discipline ecclésiastique peut être changée par des Laïcs. *Pierre de Marca* (1) ne convient-il pas lui-même que les *Canons des Conciles* , & les *Décrets des Pontifes Romains* , ont presque toujours réglé ce qui concerne les rites , les cérémonies , les sacremens , l'examen , les conditions & la discipline du Clergé , parce que ce sujet est de leur compétence & subordonné à leur juridiction ; à peine pourroit-on citer une Ordonnance des Souverains , en pareille matière , qui soit émanée de la seule

(1) *De Concord. Sacerdot. & Imper. , lib. 2 , cap. 7 ,*
num. 8.

Puissance temporelle ; nous voyons que , dans cette partie , les Loix civiles ont suivi & jamais précédé.

En 1560, lorsque la Faculté de Théologie de Paris examina plusieurs assertions de François Grimaudet, Avocat du Roi, présentées aux Etats assemblés à Angers, parmi les propositions qu'elle crut devoir censurer, on remarque la suivante, qui est sous le n.^o 6. *Le second point de la Religion est en la police & discipline sacerdotale, sur laquelle les Rois & Princes Chrétiens ont puissance d'icelle dresser, mettre en ordre & réformer icelle corrompue.* Cette proposition, dit la Faculté, est fausse, schismatique, tendante à énerver la Puissance spirituelle; elle est hérétique, & aucune des preuves dont on l'appuie ne sont concluantes (1). C'est d'ailleurs une vérité constante que la discipline ne peut être changée témérairement & arbitrairement, puisque les deux plus brillantes lumières de l'Eglise, S. Augustin (2) & S. Thomas d'Aquin (3), enseignent positivement que les points de discipline ne peuvent être changés sans

(1) *Car. d'Argentré, Collect. Judic. tom. 2, edit. Paris. 1728, pag. 291, in fine.*

(2) *Epist. 54, ad Januar. cap. 5, tom. 2, oper. edit. Morin. pag. 126.*

(3) *Prima, secunda, quest. 97, art. 2.*

nécessité, ou une grande utilité, parce que l'avantage de la réforme est souvent détruit par les inconvéniens de la nouveauté, parce qu'on ne doit « changer aucun article de la discipline, dit » Saint Thomas, sans rendre d'un côté au bien » commun ce qu'on lui ôte de l'autre ». Bien loin qu'on puisse reprocher aux Pontifes Romains d'avoir altéré la discipline, il est vrai de dire qu'ils ont toujours employé l'autorité que Dieu leur a confiée, à l'améliorer & à la perfectionner pour l'édification de l'Eglise. Nous voyons avec douleur que l'Assemblée Nationale a fait tout le contraire, comme il est aisé de s'en convaincre en comparant chacun de ses Décrets avec la discipline ecclésiastique.

Mais avant d'en venir à l'examen de ces articles, il est bon d'observer d'abord la liaison intime que la discipline a souvent avec le dogme, combien elle contribue à conserver sa pureté; n'oublions pas aussi que les changemens bien rares permis par l'indulgence des Pontifes Romains, ont eu peu d'utilité & une courte durée; & certes les saints Conciles ont souvent lancé la peine d'excommunication contre ceux qui n'étoient coupables que d'infractions contre la discipline de l'Eglise. En effet le Concile tenu en 692 à Constantinople dans le palais de l'Em-

pereur (3), a excommunié ceux qui mangeroient le sang des animaux suffoqués. « Si
 » quelqu'un à l'avenir, dit le Concile, ose se
 » permettre de manger le sang des animaux,
 » s'il est dans les ordres, qu'il soit déposé ;
 » s'il est laïque, qu'il soit séparé de la communion de l'Eglise » Le Concile de Trente, dans beaucoup d'endroits, frappe également d'anathème ceux qui attaquent la discipline ecclésiastique. En effet, dans le neuvième Canon de la session 13 qui traite de l'Eucharistie ; il dit anathème à « ceux qui nieroient que tous & chascuns des fideles de l'un & l'autre sexe qui ont atteint l'âge de raison, sont obligés de communier au moins une fois l'année dans le temps de Pâques, selon le commandement de la sainte Eglise notre mère ». Même peine prononcée par le 7^e. Canon de la session 22, qui traite du sacrifice de la Messe, contre ceux « qui diroient que les cérémonies, les ornemens, & les signes extérieurs que l'Eglise Catholique emploie dans la célébration de la Messe, sont plus propres à exciter les sarcasmes des impies, qu'à nourrir la piété des fideles ». Même peine infligée par le Canon 7^e. de la même

(3) *Can. 67, in Collect. Labbe, tom. 7, pag. 1378.*

session contre ceux qui prétendroient « qu'on
 » doit blâmer le Rit de l'Eglise Romaine qui
 » oblige les Prêtres de réciter à voix basse une
 » partie du canon de la Messe, ainsi que les
 » paroles de la consécration , & que la Messe
 » elle-même ne devrait être célébrée qu'en
 » langue vulgaire ». Même peine ordonnée par
 le Canon 4 de la session 24 du sacrement de Ma-
 riage « contre ceux qui oseroient soutenir que
 » l'Eglise n'a pas eu le pouvoir d'établir des em-
 » pêchemens dirimans, ou qu'elle s'est trompée
 » en les établissant ». Même peine infligée dans
 le 9^e. Canon de la même session contre ceux
 qui diroient « que les Ecclésiastiques engagés
 » dans les ordres sacrés, ou les Religieux
 » obligés à la chasteté par la profession solem-
 » nelle, peuvent se marier, que leur mariage
 » est valide malgré la loi que l'Eglise a portée
 » pour les premiers, ou les vœux que les
 » derniers ont prononcés ; que soutenir le
 » contraire feroit blâmer le mariage lui-même ;
 » enfin qu'il est permis de contracter ma-
 » riage à tous ceux qui ne croient pas avoir
 » reçu du Ciel le don de chasteté, quand même
 » ils se feroient engagés par un vœu à la pra-
 » tique de cette vertu ». Même peine par le
 Canon 11 de la même session, contre ceux qui

diroient « que la défense de célébrer les ma-
 » riages dans certains temps de l'année, est une
 » superstition & une tyrannie qui prennent leur
 » source dans les superstitions du Paganisme,
 » & qui croiroient devoir condamner les bé-
 » nédiction & les autres cérémonies en usage
 » dans l'Eglise pour l'administration de ce Sacre-
 » ment ». Même peine enfin prononcée par le
 12^e. Canon de la même session, contre ceux qui
 soutiendroient que « les causes relatives aux
 » mariages ne sont pas du ressort des Juges
 » Ecclésiastiques ». Alexandre VII a condamné
 depuis, sous la même peine d'excommunica-
 tion, la traduction en langue françoise du Missel
 Romain, comme une nouveauté propre à faire
 perdre à l'Eglise une partie de sa beauté, &
 capable d'introduire, avec l'esprit de désobéis-
 sance, de témérité, d'audace, de révolte & de
 schisme, tous les maux qui peuvent en être la
 suite.

Tant d'exemples d'anathêmes lancés contre les
 infracteurs de la discipline, prouvent que l'Eglise
 a toujours cru qu'elle étoit étroitement liée avec
 le dogme, qu'elle ne peut jamais être changée
 que par la puissance Ecclésiastique, à laquelle
 seule il appartient de juger que l'usage constam-
 ment suivi est sans avantage, ou doit céder à

la nécessité de procurer un plus grand bien.

Il nous reste à vous faire voir que ces innovations dont on espéroit tant d'avantages, n'ont été ni utiles ni permanentes. Rappelez-vous que Pie IV cédant enfin aux vives instances de l'Empereur Ferdinand, & d'Albert, Duc de Baviere, accorda à quelques Evêques d'Allemagne le privilege de permettre, à certaines conditions, la communion sous les deux especes; mais le saint Pontife Pie V, voyant qu'il en résultoit plus de mal que de bien pour l'Eglise, révoqua cette concession dès le commencement de son Pontificat par deux Brefs apostoliques, l'un du 8 Juin 1566, adressé à Jean, Patriarche d'Aquilée, l'autre daté du lendemain, & envoyé à Charles, Archiduc d'Autriche. Urbain, Evêque de Passaw, lui ayant demandé la même grace, Pie V lui répondit le 26 Mai 1568 (1), & l'exhorta d'une maniere très-pressante « à conserver l'antique & » saint usage de l'Eglise, plutôt que d'adopter » la coutume des hérétiques; vous devez, lui » dit-il, persister dans ce sentiment avec un » courage & une constance inébranlable: la » crainte d'aucune perte, d'aucun danger ne doit

(1) Relat. à Laderch. *Annal. Ecclési. ad ann. 1568*, page 60, édit. Rom. 1733.

» vous en détacher , fallut-il faire le sacrifice de
 » vos biens & même de votre vie , le prix que
 » Dieu réserve à cette fermeté doit vous pa-
 » roître préférable à tous les biens & à toutes
 » les richesses de la terre : un Chrétien , un Cha-
 » tholique , loin de fuir le martyr , doit le de-
 » sirer , le regarder comme un rare bienfait , &
 » il doit envier le sort de celui qui a été trouvé
 » digne de répandre son sang pour Jesus-Christ ,
 » & pour ses augustes Sacremens ». C'est donc
 avec raison que S. Léon-le-Grand , écrivant sur
 certains points de discipline aux Evêques établis
 dans la Campanie , dans le Picentin , dans la
 Toscane & dans diverses Provinces , termine
 ainsi sa Lettre (1). « Je vous déclare que si quel-
 » qu'un de nos freres entreprend de violer ces
 » réglemens , s'il ose pratiquer ce qui est dé-
 » fendu , il sera déchu de son Office , & ne par-
 » ticipera point à notre communion , puisqu'il
 » n'aura point voulu participer à notre disci-
 » pline ».

Examinons maintenant les divers articles de
 la Constitution du Clergé. Un des plus repré-
 hensibles est sans doute celui qui anéantit les
 anciennes Métropoles , supprime quelques Evê-

(1) *Epist.* 3 , tom. 2 , oper. édit. 1767.

chés , en érige de nouveaux & change toute la distribution des diocèses. Notre intention n'est pas de faire ici une dissertation critique sur la description civile des anciennes Gaules , sur laquelle l'Histoire a laissé une grande obscurité , pour vous montrer que les Métropoles ecclésiastiques n'ont point suivi l'ordre des provinces , ni pour le temps ni pour le lieu ; il suffit au sujet que nous traitons , de bien établir que la distribution du territoire fixée par le gouvernement civil n'est point la règle de l'étendue & des limites de la juridiction Ecclésiastique. S. Innocent I^{er}. en donne la raison : « Vous me demandez , dit-il (1) , » si d'après la division des provinces établie par » l'Empereur , de même qu'il y a deux Métro- » poles , il faut aussi nommer deux Evêques métropolitains ; mais sçachez que l'Eglise ne doit » point souffrir des variations que la nécessité » introduit dans le gouvernement temporel , que » les honneurs & les départemens Ecclésiastiques » sont indépendans de ceux que l'Empereur juge » à propos d'établir pour ses intérêts. Il faut par » conséquent que le nombre des Evêques métropolitains reste conforme à l'ancienne description des provinces ». Pierre de Marca ajoute

(1) *Epist. 24 ad Aliz. Antioch.* chap. 2 , page 852.

un grand poids à cette Lettre en la rapprochant de la pratique de l'Eglise Gallicane. « Cette » Eglise, dit-il, s'est trouvée d'accord avec le » Concile de Calcédoine, & le décret d'Inno- » cent : elle a pensé que les Rois n'avoient pas » le droit d'ériger de nouveaux Evêchés, &c. » Il ne faut pas, par une basse flatterie envers » les Princes, nous écarter du sentiment général » de l'Eglise universelle, comme il est arrivé » à Marc-Antoine de Dominis, qui, faussement » & contre les Canons, attribue aux Rois le » pouvoir d'ériger des Evêchés, c'est une erreur » embrassée par quelques modernes ; la vérité » est que c'est à l'Eglise seule qu'appartient le » droit de régler tout ce qui concerne cet article, » comme je l'ai déjà dit » (1).

Ce qu'on vous demande, nous dit-on, c'est d'approuver cette division des Diocèses décrétée par l'Assemblée : mais ne faut-il pas que nous examinions mûrement si nous devons l'approuver ; & le principe vicieux d'après lequel ces divisions & ces suppressions ont été ordonnées, n'est-il pas un grand obstacle au consentement que nous pourrions leur donner ? Il faut d'ailleurs

(1) De Concord, sacerdot. & imp., l. 2, cap. 9, num. 4 & 7.

remarquer qu'il ne s'agit pas ici de quelques changemens dans un, ou deux Diocèses, mais du bouleversement universel de tous les Diocèses d'un grand empire; il s'agit de déplacer une foule d'Eglises illustres, de réduire les Archevêques au simple titre d'Evêques, nouveauté expressément condamnée par Innocent III, qui fit à ce sujet les reproches les plus vifs au Patriarche d'Antioche: « Par cette étrange innovation, vous avez, lui dit-il, pour ainsi dire » rappetissé la grandeur, abaissé l'élévation; faire » d'un Archevêque un simple Evêque, c'est en » quelque sorte le dégrader (1).

Yves de Chartres jugea que cette nouveauté étoit d'une si grande conséquence, qu'il se crut obligé de s'adresser au Pape Paschal II (2), & de lui demander de ne rien changer à la situation des Eglises qui subsistoient depuis quatre cens ans: « Prenez garde, lui dit-il, que par-là vous » ne fassiez naître en France le même schisme » qui désole l'Allemagne ». Joignez à cela qu'avant de donner les mains à une telle opération, il nous faudroit consulter les Evêques dont il

(1) Epist. 50, pag. 29, tom. 1, édit. Paris, Bal. 2, 1682.

(2) Epist. 238, pag. 103, part. 2, édit. Paris, 1647.

s'agit d'abolir les droits: prononcer sur leur sort; sans les avoir entendus, ce seroit violer les loix de la justice; & S. Innocent I^{er} exprime avec beaucoup d'énergie l'horreur que lui inspire une pareille conduite : « Qui pourroit supporter ,
 » dit-il , les malversations dont se rendent coupables ceux mêmes qui étoient spécialement chargés de maintenir la tranquillité, l'union & la paix? Aujourd'hui , par le plus étrange renversement de l'ordre , nous voyons des Prêtres innocens, chassés de leurs Eglises. Mon frere & mon collègue dans le sacerdoce, Jean votre Evêque, a été la première victime de cette injustice; on l'a dépouillé de sa dignité sans vouloir l'entendre; cependant on ne lui reproche aucun crime, aucun accusateur ne s'élève contre lui. Quel est donc ce procédé barbare? Quoi! sans aucune forme de procès sans aucune trace de jugement, on donne des successeurs à des Prêtres vivans , comme si des Ecclésiastiques qui débutent dans le ministère sous de pareils auspices , & dont le premier pas est un crime , pouvoient jamais être vertueux eux-mêmes , ou inspirer aux autres l'amour de la vertu. Cette violence , absolument sans exemple chez nos ancêtres , étoit même sévèrement défendue. On ne per-

mit jamais à personne de donner la consécration à un Prêtre nommé à la place d'un Evêque vivant. « Une consécration illégitime ne détruit point les droits du premier Evêque ; » & celui qu'on lui substitue injustement, n'est qu'un intrus inhabile à exercer les fonctions de l'Episcopat (1). »

Enfin , il faudroit auparavant que nous fussions instruits des sentimens du peuple à qui l'on veut ravir l'avantage d'être plus près de son Pasteur, & plus à portée des secours spirituels. Ce changement , ou plutôt ce renversement de la discipline , offre une autre nouveauté considérable dans la forme d'élection, substituée à celle qui étoit établie par un traité mutuel & solennel connu sous le nom de Concordat, passé entre Léon X & François I^{er}, approuvé par le cinquieme Concile général de Latran , exécuté avec la plus grande fidélité pendant deux cens cinquante ans , & qui par conséquent devoit être regardé comme une loi de la Monarchie. On y avoit réglé d'un commun accord la maniere de conférer les Evêchés, les Prélatures, les Abbayes & les Bénéfices : cependant au mé-

(1) *Epist. 7, num. 2, ad Cler. & Pop. Constantinopol.*, p. 798, *apud Constant.*

pris de ce traité ; l'Assemblée Nationale a décrété que les Evêques à l'avenir seroient élus par le peuple des Districts ou des Municipalités, & semble avoir voulu par cette disposition embrasser les erreurs de Luther & de Calvin, adoptées depuis par l'apostat de Spalatro ; car ces hérétiques soutenoient que l'élection des Evêques par le peuple étoit de droit divin. Pour se convaincre de la fausseté de ces opinions, il suffit de se rappeler la forme des anciennes élections. Et pour commencer par Moïse, ce Législateur ne conféra-t-il pas la dignité de Pontife à Aaron & ensuite à Eléazar, sans le suffrage & le conseil de la multitude ? Notre-Seigneur Jesus-Christ n'a-t-il pas choisi sans l'intervention du peuple, d'abord douze Apôtres, ensuite soixante & dix Disciples ? S. Paul eut-il besoin du peuple pour placer Timothée sur le Siege épiscopal d'Ephese ; Tite sur celui de l'isle de Crete ; & Denis l'Aréopagite qu'il consacra même de ses propres mains, sur celui de Corinthe (1) ? S. Jean assembla-t-il le peuple pour créer Polycarpe Evêque de Smyrne (2) ? Les Apôtres n'ont-ils pas choisi

(1) *Euseb. Hist. Eccl. lib. 3, cap. 4, num. 15, ibiquenot a6.*

(2) S. Hyeron. de vir. illustr., cap. 7, tom. 2, pag. 845, edit. Vallars.

eux-mêmes cette foule innombrable de Pasteurs qu'ils envoyaient chez des peuples étrangers & infidèles, pour gouverner les Eglises qu'ils avoient fondées dans le Pont, dans la Galatie, dans la Bithynie, dans la Cappadoce & dans l'Asie ? (1) Le premier Concile de Laodicée (2), le quatrième Concile de Constantinople (3) reconnoissent la légitimité de ces élections. S. Athanase déclara Frumentius Evêque des Indes, dans une Assemblée de Prêtres & à l'insçu du peuple (4). S. Basile, sans le concours des citoyens, nomma Euphronius, dans un Synode, à l'Evêché de Nicopolis (5). Lorsque S. Grégoire II consacra S. Boniface Evêque en Allemagne, les Allemands n'en savoient rien, & même ne s'en doutoient pas. L'Empereur Valentinien lui-même répondit aux Prélats qui lui déferoient l'élection de l'Evêque de Milan : « Ce choix est au-dessus de mes forces ;
 » mais vous que Dieu a remplis de sa grace,
 » qui êtes pénétrés de son esprit, vous choisirez beaucoup mieux que moi (6) ». Si Valen-

(1) Eusebe, cap. 4, num. 5. S. Hieron. comment. in Mathæ. tom. 7, pag. 207, edit. Vallars.

(2) Canon 13.

(3) Ecumenic. 8 act. 10, canon 12.

(4) Rufin. lib. 10, cap. 9.

(5) Epist. 230, tom. 3, pag. 353 ; edit. Maffin.

(6) Theodoret. lib. 4, cap. 7.

tinien pensoit ainsi , à plus forte raison , les Districts de la France devroient-ils avoir la même modestie , & la conduite de cet Empereur devoit être suivie de tous les Souverains , Législateurs , & Magistrats catholiques.

A ces autorités , Luther , Calvin & leurs partisans opposent l'exemple de S. Pierre , qui , dans une assemblée des freres composée de cent vingt personnes , dit : « Il nous faut choisir parmi les disciples qui ont coutume de nous accompagner , » quelqu'un qui soit capable de remplir le ministère , & de succéder à l'Apostolat dont Judas s'est rendu indigne ». Mais l'objection porte à faux : car , d'abord Pierre ne laissa point à cette foule qui l'environnoit , la liberté de choisir qui elle jugeroit à propos , mais il lui désigna un des disciples. Au reste , S. Chrysostôme fait évanouir toute espece de difficulté , en disant : (1) « Quoi ! Pierre ne pouvoit-il pas choisir lui-même ? Il le pouvoit sans doute ; mais il s'en abstint pour que la faveur ne parût pas avoir influé sur son choix ». Cette vérité tire une nouvelle force des autres actions de Pierre rapportées dans la lettre d'Innocent I. à Decentius (2). Lorsque les Ariens abusant de la faveur

(1) Homil. 3 in act. Apost. tom. 9, edit. Maurin, p. 25.

(2) Epist. 25 apud Constant. pag. 856, num. 2.

de l'Empereur Constance, employèrent la violence pour chasser de leurs Sieges les Prélats catholiques, & y placer leurs partisans (ainsi que S. Athanase le rapporte en gémissant) (1), on fut contraint par le malheur des temps, d'admettre le peuple à l'élection des Evêques, pour l'exciter à maintenir dans son Siege le Pasteur qu'on y auroit élevé en sa présence : mais le Clergé ne perdit pas pour cela le droit spécial à l'élection des Evêques, qui lui a toujours appartenu ; & jamais il n'est arrivé, comme on s'efforce aujourd'hui de le faire accroire au public, que le peuple seul ait joui du droit d'élection, & jamais les Pontifes romains n'ont abandonné à cet égard l'exercice de leur autorité. Car S. Grégoire-le-grand envoya le Soufdiacre Jean à Gênes, où il y avoit un grand nombre de Milanois assemblés, pour sonder leurs intentions au sujet de Constance, afin que si elles se fixoient en sa faveur, les Evêques l'élevassent sur le siège de Milan avec l'approbation du souverain Pontife (2). Dans une lettre adressée à différens Evêques de la Dalmatie (3), le même S. Grégoire, en vertu

(1) *Histor. Arian. ad monac. num. 4, tom. 1, oper. pag. 347 edit. Maurin.*

(2) *Epist. 30, lib. 3, pag. 646, edit. Maurin.*

(3) *Epist. 10, lib. 94, pag. 689.*

de l'autorité de S. Pierre, Prince des Apôtres; leur défend d'imposer les mains à qui que ce soit dans la ville de Salone sans son consentement & sans sa permission, & de donner à cette ville aucun autre Evêque que celui qu'il leur désigneroit, il les menace s'ils refusent de lui obéir, de les priver de la communion, & de ne pas reconnoître pour Evêque celui qu'ils auroient consacré. Il recommande dans une lettre à Pierre, Evêque d'Otrante, de parcourir les villes de Brindes, de Lupia & de Gallipoli dont les Evêques étoient morts, de nommer à leur place des sujets dignes de ce saint ministère, qui se rendroient auprès du Pontife pour recevoir la consécration. Ecrivant dans la suite au peuple de Milan (1), il approuve l'élection qu'on a faite de Dieudonné à la place de Constance; & s'il n'y a d'ailleurs aucun obstacle de la part des saints Canons, il ordonne, *en vertu de son autorité*, qu'on lui donne solennellement la consécration. Saint Nicolas I^{er}. ne cessa de reprocher au Roi Lothaire que dans son royaume il n'élevoit à l'épiscopat que les hommes qui lui étoient agréables; il lui enjoint, *en vertu de son autorité apostolique*, & en le menaçant du jugement de Dieu, de n'établir aucun Evêque à Treves & à Cologne avant

(3) *Epist. 4, lib. 2, pag. 1094.*

d'avoir consulté le saint Siège (1). Innocent III annulla l'élection de l'Evêque de Penna, parce qu'il avoit eu la témérité de s'asseoir sur le siège épiscopal avant d'y être appelé ou confirmé par le Pontife Romain (2); il déclara de même Conrad déchu des Evêchés de Hildesheim & de Wirtzburg, parce qu'il avoit pris possession de l'un & de l'autre sans son approbation (3). Saint Bernard demanda humblement (4) à Honorius II qu'il daignât confirmer la nomination d'Alberic, de Châlons-sur-Marne, élevé à l'épiscopat par son suffrage; ce qui prouve que le saint Abbé étoit persuadé que les élections d'Evêques étoient de nulle valeur, si elles n'étoient approuvées par le saint Siège.

Enfin les troubles, les factions, les discordes éternelles, & une foule d'abus forcèrent d'éloigner le peuple des élections, & même de ne plus consulter ni son vœu ni son témoignage. Mais si cette exclusion du peuple a eu lieu lorsque les électeurs étoient tous catholiques, que dire du Décret de l'Assemblée Nationale qui excluant le Clergé des élections, les livre à des départemens.

(1) Ivon. Carnot. decret. part. 5, cap. 357.

(2) Rainald. ad ann. 1099, num. 19.

(3) Albert Kranz, Metropol. lib. 7, cap. 17.

(4) Epiſt. 13, tom. 1, pag. 33, edit. Maurin.

dans lesquels il se trouve des juifs, des hérétiques, des hétérodoxes de toute espece. La grande influence de ces ennemis de la Religion sur le choix des pasteurs produiroit cet horrible abus qui excitoit l'indignation de saint Grégoire-le-grand; « non, disoit ce Pontife écrivant au peuple de Milan, » non (1), je ne puis consentir en aucune » maniere à l'élection d'un sujet choisi, non par » des Catholiques, mais par des Lombards : & » si l'on donnoit la consécration à un pasteur élu » par de tels hommes, on mettroit sur le siège » de Milan un bien indigne successeur de saint » Ambroise ».

Ce mode d'élection renouveleroit les troubles, réveilleroit les haines assoupies depuis si longtemps; il donneroit même à l'Eglise catholique des Prélats fauteurs de l'hérésie, des docteurs qui du moins en secret & au fond du cœur nourriroient les opinions erronées des électeurs : « les » jugemens du peuple, dit saint Jérôme (2), sont » souvent bien faux, le vulgaire se trompe dans » le choix de ses prêtres; chacun les veut conformes à ses mœurs; ce n'est pas le meilleur pasteur qu'il cherche, mais un pasteur qui lui

(1) *Epist.* 4, *lib.* 11, *pag.* 1094 & seq.

(2) *Lib.* 1, *advers. Jovin*, n°. 34, *pag.* 292, *tom.* 2, *opusc.* edit. Vallars.

» ressemble ». Que faudroit-il attendre de ces Evêques qui ne seroient pas entrés par la véritable porte ; ou plutôt que de maux la Religion n'auroit-elle pas à craindre de ces hommes qui enveloppés eux-mêmes dans les filets de l'erreur, seroient incapables d'en garantir le peuple (1) ? Et certes des Pasteurs de cette espèce, quels qu'ils fussent, n'auroient le pouvoir ni de lier ni de délier, puisqu'ils seroient sans mission légitime ; puisqu'ils seroient sur le champ solennellement excommuniés par le S. Siège, car telle est la peine qu'il a toujours infligée à tous les intrus, & c'est ainsi qu'encore aujourd'hui il a soin de foudroyer par une proclamation publique chaque élection des Evêques d'Utrecht (2).

Mais à mesure qu'on avance dans l'examen de ce décret, on y rencontre des dispositions encore plus vicieuses : les Evêques élus par leurs Départemens ont ordre d'aller demander la confirmation au Métropolitain, ou au plus ancien Evêque ; s'il la refuse, il est obligé de consigner par écrit les motifs de son refus. L'élu peut en appeler comme d'abus devant les Magistrats civils ;

(1) S. Damas, *Epist.* 3, n°. 2, *inter. collect.* à Constantin. pag. 582 & 486.

(2) *Bened. XIV*, *ad univers. Catholicos*, in *fœderato*, *Belgio commorantibus*, in *ejus Bullar.* Tom. 1, *const.* 2.

ce font eux qui décideront si l'exclusion est légitime ; ils se constitueront juges des Métropolitains & des Evêques auxquels cependant appartient de plein droit le pouvoir de juger des mœurs & de la doctrine , & qui , suivant S. Jérôme (1) , ont été établis pour garantir le peuple de l'erreur ; mais ce qui montre d'une manière encore plus sensible l'illégitimité & l'incompétence de cet appel aux laïcs , c'est l'exemple mémorable de l'Empereur Constantin. Une foule d'Evêques s'étant rendus à Nicée pour y tenir un Concile , plusieurs pensoient que l'Empereur devoit y assister aussi , afin qu'on pût citer à son tribunal les Ariens. Constantin , après avoir lu les Requêtes qui lui furent présentées à ce sujet , fit cette fameuse réponse. « Je ne suis qu'un homme ; ce » seroit un crime à moi de m'attribuer la connois- » sance des affaires de cette nature , où les accu- » sateurs & les accusés sont honorés du sacer- » doce (2). » Nous pourrions alléguer une multitude de traits semblables ; mais il est inutile d'accumuler les preuves d'une vérité si évidente. Si on oppose au respect de Constantin la conduite de son fils Constance , de cet ennemi déclaré de

(1) *Advers. Luciferian.* n°. 5 , tom. 2 , oper. edit. Vallars. pag. 176.

(2) *Sozon , Hist. Eccles. lib. 1 , c. 17 , n. 25.*

L'Eglise catholique , qui s'arroyoit un pouvoir que son pere avoit avoué ne pas lui appartenir ; je citerai le témoignage de saint Athanase (1) & de saint Jérôme (2) qui s'élevent contre ces abus sacrileges de l'autorité.

Enfin n'est-il pas évident que le but de l'Assemblée dans ces Décrets est de renverser & d'anéantir l'épiscopat , comme en haine de la Religion dont les Evêques sont les Ministres. Son dessein se manifeste évidemment par l'établissement d'un Conseil permanent de Prêtres qui doivent porter le nom de Vicaires. Dans les villes de dix mille habitans ces Conseillers seront au nombre de seize , & dans les lieux moins peuplés ils se réduiront à douze. On force encore les Evêques de s'attacher les Curés des paroisses supprimées ; ils sont déclarés leurs Vicaires *de plein droit*, &, par la force de ce droit, ils sont indépendans de l'Evêque. Quoiqu'on lui laisse le libre choix de ses autres Vicaires , il ne peut cependant sans leur aveu exercer aucun acte de juridiction , si ce n'est provisoirement ; il ne peut les destituer

(1) *Hist. Arian. ad Monac. n°. 52 , tom. 1 , oper. edit. Maurin , pag. 376.*

(2) *Advers. Luciferian. n°. 19 , tom. 2 , oper. edit. Villars , pag. 191.*

qu'à la pluralité des suffrages de son Conseil. N'est-ce pas vouloir que chaque Diocèse soit gouverné par des Prêtres, dont l'autorité anéantira la juridiction de l'Evêque ? n'est-ce pas contredire ouvertement la doctrine exposée dans les Actes des Apôtres « (1) Le Saint-Esprit a » établi les Evêques pour gouverner l'Eglise que » Dieu a acquise au prix de son sang ? » Enfin n'est-ce pas troubler & renverser absolument tout l'ordre de la hiérarchie ? Par-là les Prêtres deviennent les égaux des Evêques, erreur que le Prêtre Aérius enseigna le premier, & qui fut ensuite soutenue par *Wiclef*, par *Marfile de Padoue*, par *JEAN de Jandune*, & enfin par *Calvin*, comme l'observe Benoît XIV dans son Traité du Synode Diocésain (2). Il y a plus : les Prêtres sont mis au-dessus des Evêques, puisque les Evêques ne peuvent les destituer, ni rien décider qu'à la pluralité des suffrages de leurs Vicaires ; cependant les Chanoines qui composent les Chapitres légitimement établis, & qui forment le Conseil des Eglises, lorsqu'ils sont appelés par l'Evêque, n'ont dans les délibérations que voix consultative, comme Benoît XIV l'affirme d'après

(1) *Cap. 20, v. 28.*

(2) *Lib. 13, cap. 1, n. 2.*

deux Conciles provinciaux tenus à Bordeaux (1):

Pour ce qui regarde les autres Vicaires, qu'on appelle *Vicaires de plein droit*, il est très-étrange & tout à fait inoui que les Evêques soient forcés d'accepter leurs services, tandis qu'ils peuvent avoir des motifs très-légitimes pour les rejeter. Il est fort étonnant, sur-tout, que ces Prêtres n'étant que subsidiaires, & remplaçant dans ses fonctions un homme qui n'est pas inhabile à les exercer lui-même, ils ne soient pas soumis à celui au nom duquel ils agissent.

Mais avançons. L'Assemblée a du moins laissé aux Evêques le pouvoir de choisir leurs Vicaires dans tout le Clergé. Mais quand il a été question de régler l'administration des Séminaires, elle a décrété que l'Evêque ne pourroit en choisir les Supérieurs que d'après l'avis de ses Vicaires, & à la pluralité des suffrages, & ne pourroit les destituer que de la même manière. Qui ne voit à quel point on porte la défiance contre les Evêques, qui cependant sont chargés de droit de l'institution & de la discipline de ceux qui doivent être admis dans le Diocèse & employés au Ministère : n'est-il pas incontestable que l'Evêque est le Chef & le premier Supérieur

(1) Cit. oper. de Synod. cod. lib. 13, c. 2, n. 3.

du Séminaire. Quoique le Concile de Trente (2) ordonne que deux Chanoines soient chargés de surveiller l'éducation des jeunes Clercs, il laisse cependant aux Evêques la liberté de choisir ces deux Chanoines, & de suivre en cela l'inspiration du Saint-Esprit; il ne les force point à adopter leurs avis & à se conformer à leurs décisions. Quelle confiance les Evêques pourront-ils avoir dans les soins de ceux qui auront été choisis par d'autres, & peut-être par des hommes qui auront juré de maintenir la doctrine empoisonnée que renferment ces Décrets.

Enfin, pour mettre le comble au mépris & à l'abjection où l'on a dessein de plonger les Evêques, on les assujettit tous les trois mois à recevoir, comme de vils mercénaires, un salaire modique, avec lequel ils ne pourront plus soulager la misère de cette foule de pauvres qui couvre le Royaume, & bien moins encore soutenir la dignité du caractère épiscopal. Cette nouvelle institution de portion congrue, pour les Evêques, contredit toutes les anciennes loix, qui assignoient aux Evêques & aux Curés des fonds de terre pour les administrer eux-mêmes & en recueillir les fruits comme le font les propriétaires.

(2) Sess. 23, de reform. c. 18.

Nous lisons dans les Capitulaires de Charlemagne (1) & dans ceux du Roi Lothaire , qu'il y avoit un fonds territorial destiné à chaque Eglise. « Nous ordonnons , dit un Capitulaire , d'après » la volonté du Roi , notre Seigneur & pere , » qu'on donne pour revenu à chaque Paroisse » un domaine & douze mesures de terres labou- » rables » (2). Lorsque la dot assignée aux Evêques ne suffisoit pas pour leur entretien , on l'augmentoit , en y joignant les revenus de quelque Abbaye , comme cela s'est pratiqué souvent en France , & comme nous nous rappelons que cela s'est fait , même sous notre Pontificat. Mais aujourd'hui la subsistance des Evêques dépendra des Receveurs & Trésoriers laïques , qui pourront leur refuser leur salaire , s'ils s'opposent aux Décrets illégitimes dont je viens de parler : outre cela , chaque Evêque , réduit ainsi à une pension fixe , ne pourra plus , quand la nécessité l'exigera , se procurer un Suppléant & un Coadjuteur , se trouvant hors d'état de fournir à son entretien d'une manière convenable. Et cependant il arrive souvent dans les Diocèses qu'un Evê-

(1) Capitul. ann. 789, cap. 15 , tom. 1 , pag. 253 , edit. Paris. Baluz.

(2) Tit. 4, cap. 1 , tom. 2 , pag. 321 ejusd. edit.

que , soit par vieillesse , soit par mauvaise santé , ait besoin d'un Coadjuteur ; c'est ainsi qu'un Archevêque de Lyon demanda & obtint du Souverain Pontife un Suppléant , auquel on assigna une pension sur les revenus de l'Archevêché (1).

Nous venons de voir , avec la plus grande surprise , nos chers Fils & vénérables Freres , ces renversemens des principaux points de la discipline ecclésiastique , ces suppressions , ces divisions , ces érections de Sieges épiscopaux , ces élections sacrilèges d'Evêques , & les maux qui doivent en résulter ; mais ne faut-il pas , pour les mêmes raisons , avoir la même idée de la suppression des Paroisses. Vous l'avez déjà remarqué dans votre exposition , mais je ne puis m'empêcher d'y joindre mes propres réflexions. Le droit qu'on attribue aux Administrations de Départemens de fixer elles-mêmes les limites des Paroisses comme elles le jugeront à propos , est déjà fort extraordinaire ; mais ce qui m'a causé le plus grand étonnement , c'est le nombre prodigieux de Paroisses supprimées ; c'est le Décret qui ordonne que , dans les Villes ou Bourgs de six mille habitans , il n'y aura qu'une seule Paroisse.

(1) Benedict. XIV , de Synod. Diocef. lib. 13 , cap. 14 , num. 12.

Et comment un Curé pourra-t-il jamais suffire à cette foule immense de Paroissiens ? Il me paroît à propos de rapporter ici les reproches que fit autrefois à un Curé le Cardinal Conrad, envoyé par Grégoire IX pour présider au Synode de Cologne. Ce Curé s'opposoit fortement à ce qu'on admît dans cette ville des Freres Prêcheurs. « Quel est, lui demanda le Cardinal, le nombre de vos Paroissiens ? Neuf mille, » répondit le Curé. « Et qui êtes-vous, malheureux, reprit le Cardinal, saisi d'étonnement & de colere, qui êtes-vous ? pour suffire à l'instruction & à la conduite de tant de milliers d'hommes ? Ne savez - vous pas, aveugle & insensé, que vous êtes, qu'au jour du Jugement il vous faudra répondre, au Tribunal de Dieu, de tous ceux qui vous sont confiés ? & vous vous plaindriez d'avoir pour Vicaires de fervens Religieux, qui porteroient gravement une partie du fardeau sous lequel vous êtes écrasé sans le sçavoir ? mais, parce que vos plaintes me prouvent à quel point vous êtes indigne de gouverner une Paroisse je vous interdis tout Bénéfice à charge d'ame (1). Il est vrai que, dans ce passage,

(1) Abraham Bron. *annal Ecclesiast.* ad ann. 1222 §. 6, edit. Colon, 1621.

il est question de neuf mille Paroissiens, tandis que le Décret de l'Assemblée n'en donne que six mille à un Curé : mais il n'en est pas moins vrai que même six mille Paroissiens excèdent de beaucoup les forces d'un seul Curé ; & l'inconvénient inévitable de ce nombre excessif , sera de priver plusieurs personnes des secours spirituels , sans leur laisser même la ressource des Religieux qui sont supprimés.

Nous passons maintenant à l'invasion des biens ecclésiastiques , c'est-à-dire , à la seconde erreur de *Marfile de Padoue* & de *Jean de Jandun* , condamnée par la Constitution de Jean XXII (1) , & long-tems auparavant par le Décret du Pape S. Boniface I^{er} , rapporté par plusieurs Ecrivains (2). « Il n'est permis à personne d'ignorer , dit » le sixième Concile de Toledé (3), que tout ce » qui est consacré à Dieu, homme , animal , » champ, en un mot, tout ce qui a été une fois » dédié au Seigneur , est au nombre des choses » saintes, & appartient à l'Eglise. C'est pourquoi » quiconque enlève & ravage, pille & usurpe » l'héritage appartenant au Seigneur & à l'E-

(1) Apud Rainald. ad ann. 1327 , n^o. 28 ad seq.

(2) Apud Constan. pag. 1050 , n^o. 3.

(3) Habit. ann. 638 , can. 15, in collect. Labb. tome 6, pag. 1497 & 1502.

» glise , doit être regardé comme un sacrilège
 » tant qu'il n'aura pas expié son crime & satisfait
 » à l'Eglise. S'il persiste dans son usurpation ,
 » qu'il soit excommunié. » Et comme l'observe
 Loyse , dans ses notes sur ce Concile , lettre
 D, « les ouvrages de plusieurs savans Ecrivains ,
 » dont il seroit trop long de faire ici mention ,
 » prouvent combien il est criminel de dépouiller
 » les Eglises des biens que les fidèles leur ont
 » donnés de bonne-foi , & de les détourner à un
 » autre usage. J'ajouterai seulement qu'on lit
 » dans les Constitutions orientales , que Nice-
 » phore Phocas enleva les dons faits aux Mo-
 » nasteres & aux Eglises , & porta même une Loi
 » qui défendoit de leur donner des immeubles ,
 » sous prétexte que les Evêques les prodi-
 » guoient mal-à-propos à certains Pauvres ,
 » tandis que les Soldats manquoient du né-
 » cessaire. Basile le jeune abolit cette Loi impie
 » & téméraire , & lui en substitua une autre
 » digne d'être rapportée ici. Des Religieux dont
 » la piété & la vertu sont éprouvées , dit ce
 » Prince , & quelques autres saints personnages ,
 » m'ont représenté que la Loi portée par l'U-
 » surpateur Nicephore , contre les Eglises &
 » les Maisons religieuses , est la source & la
 » racine de tous les maux qui nous affligent

» l'origine des troubles & de la confusion qui
 » regnent dans l'Empire, comme étant un ou-
 » trage sanglant fait, non-seulement aux Eglises,
 » aux Maisons religieuses, mais encore à Dieu
 » même. L'expérience s'accorde aussi avec leur
 » sentiment, puisque depuis le moment où cette
 » Loi a été exécutée, nous n'avons connu au-
 » cun bonheur, puisqu'au contraire tous les
 » genres de maux n'ont cessé de fondre sur nous.
 » Persuadé que toute mon autorité vient de
 » Dieu, j'ordonne par la présente Bulle d'or
 » qu'on cesse dès aujourd'hui d'observer la Loi
 » de Nicephore, qu'à l'avenir elle soit abolie &
 » regardée comme nulle, & que les anciennes
 » Loix touchant les Eglises de Dieu & les
 » Maisons religieuses soient rétablies dans toute
 » leur vigueur. »

Tel fut aussi le vœu ancien & constant des
 Grands & du Peuple de France, vœu exprimé dans
 les prières qu'ils adressèrent à Charlemagne en
 803 (1). « Nous supplions tous à genoux Votre
 » Majesté de garantir les Evêques des hostilités
 » auxquelles ils ont été exposés jusqu'ici. Quand
 » nous marchons sur vos pas à l'ennemi, qu'ils
 » restent paisibles dans leurs Diocèses.... Nous

(1) *Capitular*, tom. 1, pag. 405.

» vous déclarons cependant, à vous & à toute
 » la terre, que nous n'entendons pas pour
 » cela les forcer de contribuer de leurs biens
 » aux dépenses de la guerre; ils seront les
 » maîtres de donner ce qui leur plaira; notre
 » intention n'est pas de dépouiller les Eglises;
 » nous voudrions même augmenter leurs ri-
 » chesses, si Dieu nous en donnoit le pouvoir,
 » persuadés que ces libéralités seroient votre
 » salut & le nôtre, & nous attireroient la pro-
 » tection du ciel. Nous savons que les biens de
 » l'Eglise sont consacrés à Dieu; nous savons
 » que ces biens sont les offrandes des Fideles
 » & la rançon de leurs péchés. Et si quelqu'un
 » est assez téméraire pour enlever aux Eglises
 » les dons que les Fideles y ont consacrés à
 » Dieu, il n'y a point de doute qu'il ne com-
 » mette un sacrilège, & il faut être aveugle
 » pour ne pas le voir. Lorsque quelqu'un d'entre
 » nous donne son bien à l'Eglise, c'est à Dieu
 » même, c'est à ses Saints qu'il l'offre & qu'il
 » le consacre, & non pas à un autre, comme
 » le prouvent les actions & les paroles mêmes
 » du donateur; car il dresse un état de ce qu'il
 » veut donner, & se présente à l'Autel, tenant
 » en main cet écrit, & s'adressant aux Prêtres &
 » aux Gardiens du lieu: *j'offre*, dit-il, & je

» consacrer à Dieu tous les biens mentionnés sur ce
 » papier, pour la rémission de mes péchés, de ceux
 » de mes parens & de mes enfans..... Celui
 » qui les enleve, après une telle consécration,
 » ne commet-il pas un véritable sacrilège? S'em-
 » parer des biens de son ami, c'est un larcin ;
 » mais dérober ceux de l'Eglise, c'est incontes-
 » tablement un sacrilège. Afin donc que tous les
 » domaines ecclésiastiques soient conservés à l'a-
 » venir sans aucune fraude, par vous & par
 » nous, par vos successeurs & par les nôtres,
 » nous vous prions de faire insérer notre de-
 » mande dans les archives de l'Eglise, & de lui
 » donner une place parmi vos Capitulaires. »

« Je vous accorde votre demande, leur ré-
 » pondit l'Empereur (1), je n'ignore pas que
 » plusieurs Empires & plusieurs Monarques
 » ont péri pour avoir dépouillé les Eglises,
 » ravagé, vendu, pillé leurs biens, pour les
 » avoir arrachés aux Evêques & aux Prêtres,
 » & ce qui est pis encore, aux Eglises elles-
 » mêmes. Et pour que ces biens soient con-
 » servés à l'avenir avec plus de respect, nous
 » défendons en notre nom & au nom de nos
 » successeurs, pour toute la durée des siècles, à

(1) *Capitul.* tom. 4, pag. 497 & 411.

» toute personne, quelle qu'elle soit, d'accepterou
 » de vendre , sous quelque prétexte que ce puisse
 » être , les biens de l'Eglise , sans le consentement
 » & la volonté des Evêques dans les Diocèses
 » desquels ils sont situés , & , à plus forte raison ,
 » d'usurper ces mêmes biens ou de les ravager.
 » S'il arrive que sous notre regne ou sous celui
 » de nos successeurs , quelqu'un se rende coupable
 » de ce crime , qu'il soit soumis aux peines desti-
 » nées aux sacrilèges , qu'il soit puni légalement
 » par nous , par nos successeurs & par nos Juges
 » comme un homicide & un voleur sacrilège ,
 » & que nos Evêques lancent contre lui l'ana-
 » thème. »

Que tous ceux qui participent à cette usur-
 pation se rappellent la vengeance que le Seigneur
 tira d'Héliodore & de ceux qui lui prêtèrent leurs
 services pour enlever les trésors du Temple ;
 l'Esprit de Dieu dans ce moment fit éclater sa
 puissance ; il terrassa & glaça d'épouvante tous
 les coupables Ministres d'Héliodore. Un cheval ,
 couvert de magnifiques harnois s'offrit à leurs
 regards effrayés ; le cavalier qui le montoit avoit
 un air terrible & paroissoit revêtu d'une armure
 d'or. Le cheval s'élança sur Héliodore & lui
 fracassa le corps à coups de pieds. Deux autres
 jeunes gens , superbement vêtus , pleins de fierté

& d'ardeur, environnerent ce malheureux, & de chaque côté le flagellerent sans relâche. Déchiré, sanglant, Héliodore tombe & s'évanouit ; un nuage s'épaissit autour de lui ; alors les jeunes gens l'enlèvent & le jettent dans sa litiere. Voilà ce qu'on lit au second livre des Machabées (1), & cependant il ne s'agissoit pas alors des biens destinés aux sacrifices, aux dépenses particulieres du Temple, mais de l'or qu'on y avoit déposé pour une plus grande sûreté, & qu'on réservoir à l'entretien des veuves, des orphelins & des pauvres, ce qui n'empêcha pas que Dieu n'infligeât à Héliodore & à ses complices ce châtiement terrible, seulement pour avoir violé la majesté & la sainteté du Temple, & pour avoir voulu prendre le bien d'autrui. Épouvanté par cet exemple, l'Empereur Théodore renonça au dessein qu'il avoit de s'emparer du dépôt d'une veuve que l'on conservoit dans l'Eglise de Pavie, comme le raconte S. Ambroise (2).

Ce qui paroîtra presque incroyable, c'est que dans le moment où l'on s'empare des biens des Eglises & des Prêtres Catholiques, on respecte

(1) Cap. 3, v. 24 ad 28.

(2) Lib. 2 de offic. c. 29, n°. 150 & 151, tom. 2, oper. p. 106, edit. Maurin.

les possessions que les Ministres Protestans , ennemis de l'Eglise , ont autrefois envahies sur elle , & cela sous le prétexte des Traités. Sans doute que l'Assemblée Nationale regarde les Traités faits avec les Protestans comme plus sacrés que les Canons ecclésiastiques , & que le Concordat passé entre le Chef de l'Eglise & François I^{er}. Il lui a plu sans doute de faire cette exception en faveur des Protestans , parce qu'il convenoit à ses vues de n'envelopper dans la proscription que la Religion & les Prêtres Catholiques. Qui ne voit que le principal objet des usurpateurs , dans cette invasion des biens ecclésiastiques , est de profaner les Temples , d'avilir les Ministres des autels , & de détourner à l'avenir tous les Citoyens de l'état Ecclésiastique. A peine avoient-ils commencé à porter les mains sur cette proie que le Culte divin a été aboli , les Eglises fermées , les vases sacrés enlevés , le chant des divins offices interrompu. La France pouvoit se glorifier d'avoir vu fleurir dans son sein , dès le sixième siècle , des Chapitres de Clercs réguliers , comme on peut s'en convaincre par l'autorité de Grégoire de Tours (1) , par les monumens que

(1) Hist. Francorum , lib. 10 , §. 16 , pag. 535.

Dom Mabillon a rassemblés dans un Ouvrage intitulé , *Recueil choisi de pieces anciennes* (1) & le témoignage du troisieme Concile d'Orléans, tenu en 538 (2). ; mais elle pleure aujourd'hui l'abolition & la ruine de ces pieux établissemens injustement & indignement profcrits par l'Assemblée Nationale. La fonction principale des Chanoines étoit de payer chaque jour un tribut commun de louanges à l'Être suprême , par le chant des Pseaumes. Paul le Diacre , dans les vies qu'il a écrites des Evêques de Metz nous en fournit la preuve. On y lit (3) que « l'Evêque Chrodegand avoit non- » seulement formé son Clergé par l'étude de la » Loi de Dieu, mais qu'il avoit eu le soin de » lui faire apprendre le Chant Romain, & qu'il » lui avoit enjoint de se conformer aux usages » & à la pratique de l'Eglise Romaine. » L'Empereur Charlemagne ayant adressé au Pape Adrien I^{er} un ouvrage *sur le culte des Images* , pour le soumettre à son examen ; ce Pape profita de cette occasion pour engager l'Empereur à établir sans délai l'usage du Chant dans plusieurs Eglises de France, qui refusoient depuis long-tems de

(1) Veter. Analect. , pag. 259, edit. Paris. 1722.

(2) Can. 11 , Labbe, tom. 5 , Concil. , pag. 1277.

(3) Tom. 13 , Biblioth. Pat. edit. Lugd. pag. 321.

suivre en ce point la pratique de l'Eglise Romaine , afin , disoit ce Pape , que ces mêmes Eglises qui regardent le Saint Siège comme la règle de leur foi , le regardent encore comme leur modèle dans la maniere d'honorer la Divinité. La réponse de Charlemagne se trouve en entier dans l'ouvrage de George , *sur la Liturgie du souverain Pontife* (1). Le même Empereur établit en conséquence une école de Chant dans le Monastere de *Centule*, aujourd'hui *S. Riquier*, sur le modèle de celle que S. Grégoire le grand avoit établie à Rome; il y pourvut à la nourriture de cent jeunes gens , qui , divisés en trois classes , devoient aider les Moines dans le Chant & la Psalmodie (2). Coloman Sanftl , Religieux Bibliothécaire du Monastere de Saint Emmeran à Ratisbone , vient à l'appui de toutes ces autorités , dans une dissertation qu'il a composée depuis peu de tems , & qu'il nous a dédiée , sur un très-ancien & très-précieux manuscrit des saints Evangiles , que l'on conserve dans ce Monastere (3). « Dans l'origine , dit cet Auteur , les » Evêques de France & d'Espagne donnerent » tous leurs soins à établir dans chaque Pro-

(1) Tom. 2, *Dissert.* 1, cap. 7, §. 6.

(2) *Georg. loc. cit.* §. 6.

(3) Part. 1, *Preliminar.* §. 1, part. 3 & 4.

» vince un rit uniforme pour les offices divins.
 » Le Recueil des Canons faits par les Evêques
 » de ces deux Royaumes, contient plusieurs Loix
 » sur cette matiere. Le Règlement le plus cé-
 » lèbre à cet égard est celui du quatrième
 » Concile de Toledé , tenu l'an 531. Les Peres
 » de ce Concile, après avoir fait une exposi-
 » tion de la Foi Catholique, n'eurent rien plus
 » à cœur que d'établir pour les Eglises une
 » manière de chanter uniforme. Ce Règlement
 est l'objet du deuxième Canon.» Le Pere Ma-
 billon , dans ses recherches sur la Liturgie Gal-
 licane, parle à peu près de même de l'importance
 & de l'antiquité de cet usage (1).

Un Rit que l'Eglise Gallicane, dans les siècles
 même les plus reculés , avoit établi & maintenu
 avec un si grand soin , pour fixer les Ecclé-
 siastiques dans l'état de Chanoine par des fonc-
 tions honorables ; un Rit qu'elle regardoit comme
 propre à nourrir la piété , à exciter la dévotion
 des Fideles , & à les inviter , par l'attrait du
 chant & l'éclat des cérémonies , à remplir les
 devoirs de la Religion , & à mériter par-là de
 nouvelles graces ; l'Assemblée Nationale , non

(1) In calce suæ gallic. Liturg. §. 5, 22. 49, pag. 418,
 edit. Paris. 1729.

fans un grand scandale , vient , par un seul Décret , de l'anéantir , de le supprimer & de l'abolir ; & en cela , comme dans tous les autres articles du Décret , elle a adopté les principes des Hérétiques , & notamment les opinions infensées des *Wiclefistes* , des *Centuriateurs de Magdebourg* , qui se sont élevés avec fureur contre l'usage du Chant ecclésiastique , & ont osé en nier l'antiquité. La réfutation de ces Hérétiques est le sujet d'un grand ouvrage composé par le P. Martin Gerbert , Abbé du Monastere & de la Congrégation de Saint Blaise , dans la forêt Noire (1). Nous avons eu occasion de voir plusieurs fois cet Auteur estimable à Vienne , en 1782 , pendant le séjour que nous y avons fait pour l'avantage de la Religion , & nous avons reconnu par nous-même combien il est digne de la grande réputation qu'il s'est acquise.

Nous ne pouvons que conseiller aux Auteurs de ce Décret de lire attentivement les anathêmes prononcés par le Concile d'Arras , en 1025 (2) , contre les ennemis du Chant ecclésiastique , afin qu'une honte salutaire les fasse rentrer en eux-mêmes. « Qui peut douter , dit le saint Concile ,

(1) De cantu & musicâ sacrâ , tom. 2 , lib. 4 , cap. 2.

(2) Cap. 12 , de psallendi officio , in collect. Labbe ; tom. 2 , pag. 1181 & seq.

» que vous ne soyez possédés de l'Esprit im-
 » monde, puisque vous rejettez comme une
 » superstition l'usage de la psalmodie établi dans
 » l'Eglise par l'Esprit Saint; ce n'est pas des jeux
 » & des spectacles profanes, mais des Peres de
 » l'ancien & du nouveau testament que le Clergé
 » a emprunté le ton & les modulations de cette
 » Musique religieuse..... Ainsi ceux qui pré-
 » tendent que le Chant des Pseaumes est étranger
 » au Culte divin, doivent être bannis du sein
 » de l'Eglise....., de tels Novateurs sont par-
 » faitement d'accord avec leur Chef, c'est-à-
 » dire, avec l'Esprit des ténèbres, source de
 » toutes les iniquités, & qui cherche à déna-
 » turer, à corrompre le sens des saintes Ecri-
 » tures par de malignes interprétations. » Enfin,
 » si la gloire de la maison de Dieu, si la majesté
 » du Culte est avilie dans le Royaume, le nombre
 » des Ecclésiastiques diminuera nécessairement, &
 » la France aura le même sort que la Judée, qui,
 » au rapport de Saint Augustin, lorsqu'elle n'eut
 » plus de Prophètes, tomba dans l'opprobre &
 » l'avilissement; au moment où elle se croyoit à
 » l'époque de sa régénération (1).

(1) Tom. I, Oper. edit. Morin. à pag. 44 ad 118,
 & Opuscul. de comparation. Regis, & Monachi, tom.
 cod. à pag. 116 ad 121.

Venons maintenant aux Réguliers ; dont l'Assemblée Nationale s'est réellement approprié les biens, en déclarant qu'ils sont à la *disposition* de la Nation, expression moins odieuse que celle de *propriété*, & qui présente, en effet, un sens un peu différent. Par son Décret du 13 Février, sanctionné six jours après par le Roi, elle a supprimé tous les Ordres Réguliers & défendu d'en fonder aucun autre à l'avenir. Cependant l'expérience a fait voir combien ils étoient utiles à l'Eglise ; le Concile de Trente leur a rendu ce témoignage ; il a déclaré (1) « qu'il n'ignoroit » pas combien de gloire & d'avantages procuroient à l'Eglise de Dieu les Monasteres saintement institués & sagement gouvernés (2).

Tous les Peres de l'Eglise ont comblé d'éloges les Ordres Réguliers (3), & Saint Chrysostôme, entre autres, a composé trois Livres entiers contre leurs détracteurs (4). Saint Grégoire le Grand, après avoir averti Marinien, Arche-

(1) Sess. 25, de Regul. c. 1.

(2) De Civit. Dei, lib. 18, c. 45, n°. 1, tom. 6 ; p. 527, edit. Maurin.

(3) Epist. 29, litt. A, lib. 6, tom. II, Oper. edit. Maurin.

(4) In appendice epist. S. Greg. mag. tom. 2, pag. 494, n°. 7.

vêque de Ravenne, de n'exercer aucune vexation contre les Monasteres; mais, au contraire, de les protéger & de tâcher d'y réunir un grand nombre de Religieux, assembla un Concile d'Evêques & de Prêtres, où il porta un Décret (1) qui défend à tout Evêque & à tout Séculier de causer quelque dommage, par surprise ou autrement, dans quelque circonstance que ce soit, aux revenus, biens, chartres, maisons des Religieux, & d'y faire aucune incursion. Au 13^e siècle, Guillaume de Saint-Amour se répandit en invectives contr'eux, dans son livre intitulé, *des dangers des derniers temps*, où il détourne les hommes de se convertir & d'entrer en Religion. Mais ce livre fut condamné par le Pape Alexandre IV, comme criminel, exécration & impie (2).

Deux Docteurs de l'Eglise, Saint Thomas d'Aquin (3) & S. Bonaventure (4), ont aussi repoussé les calomnies de Guillaume; & Luther, ayant adopté la même doctrine, a été également

(1) Const. 35 in illas ejusd. Pontif. in Bullar. Rom. tom. 7, pag. 378, edit. Rom. 1740.

(2) Tom. 25 oper., edit. Paris. 1660, pag. 533 ad 666.

(3) Libell. apologet., tom. 7. edit. Lugd. 1668, pag. 346 ad 384.

(4) Bull. in collect. Concil. Labbe, tom. 19, pag. 153.

condamné par le Pape Léon X (1). Le Concile de Rouen, tenu en 1581 (2), recommande aux Evêques de protéger, de chérir les Réguliers, qui partagent avec eux les fatigues du Ministère, de les nourrir comme leurs Coadjuteurs, & de repousser, comme si elles leur étoient personnelles, toutes les insultes faites aux Religieux. L'Histoire a consacré le souvenir des pieux projets de Saint Louis, Roi de France, qui avoit résolu de faire élever, dans un Monastere, deux fils qu'il avoit eus pendant le cours de son expédition d'Orient, quand ils auroient eu atteint l'âge de raison : l'un devoit être confié aux Dominicains, l'autre aux Freres Mineurs, pour qu'ils fussent formés, dans cette sainte école à l'amour de la Religion & des Lettres ; & leur pere désiroit, de tout son cœur, que ces jeunes Princes, imbus des plus salutaires préceptes, & inspirés de l'Esprit de Dieu, se consacraient tout entiers à la piété dans ces mêmes Monasteres qui auroient servi à leur éducation (3). Dans ces derniers temps, les Auteurs de l'Ouvrage intitulé, *nouveau Traité de Diplomatie*, réfutant

(7) In ead. collect. Labbe, cap. de curat. officii, n°. 41, tom. 21, pag. 651.

(1) Vita S. Ludovici, cap. 14, inter Francor. script. collect. à Duchesne, tom. 5, pag. 148 in fin.

les ennemis des privileges accordés aux Religieux, se sont exprimés avec beaucoup d'énergie. « Quelle attention, disent-ils, peuvent donc
 » mériter les déclamations de l'Historien du Droit
 » public Ecclésiastique François contre les pri-
 » vileges accordés aux Monasteres ; privileges ,
 » dit-il , & exemptions qui n'ont pu être accor-
 » dés sans renverser la hiérarchie , sans vio-
 » ler les droits de l'Episcopat , & qui sont de
 » vrais abus & en ont produit de fort considé-
 » rables. QUELLE TÊMÉRITÉ de s'élever ainsi
 » contre une discipline si ancienne, si autorisée
 » dans l'Eglise & dans l'Etat (1).

Il est bien vrai que plusieurs Ordres Religieux se sont relâchés de leur ferveur primitive, que la sévérité de l'ancienne discipline s'y est considérablement affoiblie, & personne ne doit en être surpris. Mais faut-il pour cela les détruire ! Ecoutons ce que répondit au Concile de Bâle, Jean de Polemar aux objections de Pierre Rayne contre les Réguliers. Il convint d'abord « qu'il s'étoit
 » glissé , parmi les Réguliers, quelques abus qui
 » exigeoient une réforme. Mais en admettant
 » qu'on pouvoit leur faire ce reproche, comme
 » à tous les autres états, il ne s'étendit pas moins.

(2) Tom. 5, pag. 379 & 380, edit. Parif. 1762.

» sur les éloges qu'ils méritoient , par les lu-
 » mieres que leur Doctrine & leur prédication
 » répandoient dans l'Eglise. Un homme raison-
 » nable , dit-il , se trouvant dans un lieu obscur ,
 » éteint-il la lampe qui l'éclaire , parce qu'elle
 » ne jette pas un assez grand éclat ? ne prend-il
 » pas soin plutôt de la nettoyer & de la mettre
 » en état ? ne vaut-il pas mieux , en effet , être
 » un peu moins bien éclairé , que de rester abso-
 » lument sans lumiere ? » (1) Cette pensée est
 la même que celle de Saint Augustin , qui avoit
 dit , long - temps auparavant , « faut - il donc
 » abandonner l'étude de la Médecine , parce
 » qu'il y a des maladies incurables ? » (2)

Ainsi , l'Assemblée Nationale , empressée à
 favoriser les faux systèmes des hérétiques , en
 abolissant les Ordres Religieux , condamne la
 profession publique des conseils de l'Evangile ;
 elle blâme un genre de vie toujours approuvé
 dans l'Eglise , comme très-conforme à la doc-
 trine des Apôtres ; elle insulte les saints Fonda-
 teurs de ces Ordres , à qui la Religion a élevé
 des Autels , & qui n'ont établi ces Sociétés que
 par une inspiration divine. Mais l'Assemblée Na-

(1) In collect. Labbe , tom. 17 , p. 1231.

(2) Epist. 93 , n^o. 3 , t. 2 oper. p. 231 , edit. Maurin.

tionale va plus loin encore. Dans son Décret du 13 Février 1790, elle déclare qu'elle ne reconnoît point les vœux solennels des Religieux, & par conséquent, que les Ordres & Congrégations Régulières, où l'on fait ces vœux, sont & demeurent supprimées en France, & qu'à l'avenir on ne pourra jamais en fonder de semblables. N'est-ce pas là une atteinte portée à l'autorité du Souverain Pontife, qui seul a le droit de statuer sur les vœux solennels & perpétuels. « Les » grands vœux, dit S. Thomas d'Aquin (1), » c'est-à-dire les vœux de continence, &c. sont » réservés au Souverain Pontife. Ces vœux sont » des engagemens solennels que nous contrac- » tons avec Dieu pour notre propre avantage ». C'est pour cela que le Prophète a dit dans le Pseaume 75, v. 12, « engagez-vous par des vœux » avec le Seigneur votre Dieu, & gardez-vous » ensuite d'y être infidèle ». C'est pour cela encore qu'on lit dans l'Ecclésiaste : « Si vous » avez fait un vœu à Dieu, ne tardez pas à » l'accomplir; une promesse vaine & sans effet » est un crime à ses yeux; foyez donc fidèle » à tenir tout ce que vous lui avez promis (2) ».

(1) 1^a. 2^e. quæst. 88 art. 12 in finem.

(2) 3^e. v. 1.

Aussi, lors même que le Souverain Pontife croit, pour des raisons particulières, devoir accorder dispense des vœux solennels, ce n'est pas en vertu d'un pouvoir personnel & arbitraire qu'il agit; il ne fait que manifester la volonté de Dieu, dont il est l'organe. Il ne faut pas être étonné que Luther ait enseigné qu'on n'étoit pas tenu d'accomplir ses vœux, puisque lui-même fut un apostat, un déserteur de son Ordre. Les Membres de l'Assemblée Nationale qui se piquent d'être sages & prudents, voulant se dérober aux murmures & aux reproches que la vue de tant de Religieux dispersés alloit exciter contr'eux, ont jugé à propos d'ôter aux Religieux leur habit, pour qu'il ne restât aucune trace de l'état auquel on les avoit arrachés, & pour effacer même jusqu'au souvenir des Ordres Monastiques. On a donc détruit les Religieux, d'abord pour s'emparer de leurs biens, ensuite pour anéantir la race de ces hommes qui pouvoient éclairer le Peuple & s'opposer à la corruption des mœurs. Ce stratagème perfide & coupable est peint avec énergie, & réprouvé par le Concile de Sens : « ils accordent, dit-il, aux Moines & à tous » ceux qui sont liés par des vœux, la liberté » de suivre leurs passions; ils leur offrent la » liberté de quitter leur habit, de rentrer dans

» le monde ; ils les invitent à l'apostasie , &
 » leur apprennent à braver les Décrets des Pon-
 » tifes & les Canons des Conciles (1). »

Ajoutons à ce que je viens de dire sur les vœux des Réguliers, l'odieux Décret porté contre les Vierges saintes , & qui les chasse de leur asyle , à l'exemple de Luther : car on vit aussi cet hérésiarque , suivant le langage du Pape Adrien VI , « fouiller ces vases consacrés au » Seigneur , arracher des Monasteres les Vierges » vouées à Dieu , & les rendre au monde profane , ou plutôt à Satan qu'elles avoient abjuré ». Cependant les Religieuses , cette portion si distinguée du troupeau des fideles Catholiques , ont souvent , par leurs prieres , détourné de dessus les villes les plus grands fléaux. « S'il n'y avoit » pas eu de Religieuses à Rome , dit S. Grégoire-le-Grand , aucun de nous , depuis tant d'années , n'eût échappé au glaive des Lombards ». Benoît XIV rend le même témoignage aux Religieuses de Bologne : « Cette ville accablée de » tant de calamités depuis plusieurs années , ne » subsisteroit plus aujourd'hui , si les prieres de » nos Religieuses n'eussent apaisé la colere du » Ciel ». Notre cœur a été vivement touché des

(1) In collect. Labbe , tom. 19 , pag. 1157 & 1158.

persécutions qu'éprouvent les Religieuses en France; la plupart nous ont écrit des différentes provinces de ce Royaume pour nous témoigner à quel point elles étoient affligées de voir qu'on les empêchoit d'observer leur regle & d'être fideles à leurs vœux; elles nous ont protesté qu'elles étoient déterminées à tout souffrir plutôt que de manquer à leurs engagements. Nous devons, nos chers Fils & vénérables Freres, rendre auprès de vous témoignage à leur constance & à leur courage; nous vous prions de les soutenir encore par vos conseils & vos exhortations, & de leur donner tous les secours qui seront en votre pouvoir.

Nous pourrions faire un grand nombre d'autres observations sur cette nouvelle Constitution du Clergé, qui, depuis le commencement jusqu'à la fin, n'offre presque rien qui ne soit dangereux & répréhensible, qui, dans toutes ses parties, dictée par le même esprit & par les mêmes principes, présente à peine un article sain & tout-à-fait exempt d'erreur. Mais après en avoir relevé les dispositions les plus choquantes, lorsque les papiers publics nous ont appris que l'Evêque d'Autun, contre notre attente, s'étoit engagé par serment à observer une aussi blâmable Constitution, nous avons été accablés d'une si

violente douleur que la plume nous est tombée des mains : nous n'avions plus de forces pour continuer notre travail , & jour & nuit nos yeux étoient baignés de larmes , en voyant un Evêque , un seul Evêque se séparer de ses collègues , & prendre le Ciel à témoin de ses erreurs. Il est vrai qu'il a prétendu se justifier sur un article , qui concerne la nouvelle distribution des diocèses ; il s'est servi d'une comparaison frivole qui peut en imposer aux simples & faire illusion aux ignorans. C'est , dit-il , comme si tout le peuple d'un diocèse , par l'effet de quelque calamité publique ou de quelque besoin pressant , recevoit ordre de la puissance civile de passer dans un autre diocèse. Mais il n'y a aucune parité entre ces deux exemples. En effet , lorsque le peuple d'un diocèse l'abandonne pour passer dans un autre , l'Evêque du diocèse où il se transporte , exerce sur ces nouveaux habitans , dans l'étendue de son ressort , sa juridiction propre & ordinaire , juridiction qu'il ne tient pas de la puissance civile , mais qui lui appartient de droit en vertu de son titre ; car tous ceux qui habitent un diocèse sont soumis de droit au gouvernement de l'Evêque de ce diocèse , à raison du séjour qu'ils y font & du domicile qu'ils y ont établi. Que s'il arrive que l'Evêque du diocèse

abandonné par le peuple se trouve absolument seul , ce Pasteur sans troupeau n'en fera pas moins Evêque , son Eglise n'en fera pas moins une Cathédrale : l'Evêque & son Eglise conserveront tous leurs droits : c'est ce qui a lieu pour les Eglises qui sont sous la domination des Turcs & des infideles , & dont on confere souvent encore le titre à des Evêques. Mais quand les bornes des diocèses sont entièrement bouleversées & confondues , quand des diocèses en totalité ou en partie sont enlevés à leur Evêque & donnés à un autre , alors l'Evêque que l'on dépouille de son diocèse en totalité ou en partie , ne peut , sans y être autorisé par l'Eglise , abandonner le troupeau qui lui a été confié ; & l'autre Evêque à qui l'on donne irrégulièrement un nouveau diocèse , ne peut exercer aucune juridiction sur un territoire étranger , ni conduire les brebis d'un autre Pasteur ; car la mission canonique & la juridiction de chaque Evêque est renfermée dans certaines bornes , & jamais l'autorité civile ne pourra ni les étendre ni les resserrer.

On ne pouvoit donc rien imaginer de plus absurde que cette comparaison de l'émigration du peuple d'un diocèse dans un autre , avec les changemens qu'on veut aujourd'hui introduire dans les Diocèses & dans leurs limites ; car dans le

premier cas l'Evêque ne cesse point d'exercer dans son diocèse la juridiction qui lui est propre ; au lieu que dans le second, l'Evêque étend sa juridiction sur un diocèse étranger dans lequel il ne peut exercer aucune fonction. Nous ne voyons donc rien dans la doctrine de l'Eglise Catholique qui puisse excuser en aucune maniere le serment impie prêté par l'Evêque d'Autun. Les premieres qualités d'un serment sont d'être vrai & juste ; mais d'après les principes que nous avons établis, où est la vérité, où est la justice dans un serment qui ne renferme rien que de faux & d'illégitime. L'Evêque d'Autun ne s'est pas même laissé à lui-même l'excuse de la légèreté & de la précipitation. Son serment a été le fruit de la réflexion & d'un dessein prémédité, puisqu'il a cherché des sophismes pour le justifier. N'avoit-il pas d'ailleurs sous les yeux l'exemple de ses collegues qui combattoient cette Constitution avec autant de piété que de sçavoir : & la mémoire de sa consécration encore récente, ne devoit-elle pas retracer à son esprit un serment bien différent qu'il avoit prêté dans cette cérémonie ? Il faut donc dire qu'il s'est souillé d'un parjure aussi volontaire que sacrilege, en prêtant un serment contraire aux dogmes de l'Eglise & à ses droits les plus sacrés.

Il ne fera pas hors de propos de rappeler ici ce qui s'est passé en Angleterre sous le regne de Henri II. Ce Prince avoit fait une Constitution du Clergé à peu près semblable à celle de l'Assemblée Nationale, mais qui contenoit un moindre nombre d'articles. Il y abolissoit les Libertés de l'Eglise Anglicane , & s'attribuoit à lui-même les droits & l'autorité des supérieurs Ecclésiastiques. Il exigea des Evêques un serment par lequel ils s'engageroient d'observer cette Constitution, qui, selon lui, n'étoit que les *anciennes coutumes du Royaume*. Les Evêques ne refusoient pas le serment, mais ils vouloient y joindre cette clause, *sauf les droits de leur Ordre*, clause qui déplaisoit extrêmement au Roi; il y avoit, disoit-il, un venin caché sous cette restriction captieuse; il vouloit les forcer à jurer purement & simplement qu'ils se *conformeroient aux anciennes coutumes royales*. Les Evêques étoient accablés & consternés de cet ordre tyrannique. Mais Thomas, Archevêque de Cantorbéry, depuis honoré de la palme du martyre, les encourageoit à la résistance, il animoit leur vertu chancelante, & les exhortoit à ne pas trahir les sentimens & les devoirs d'un Evêque. Cependant les persécutions & les violences devenant de jour en jour plus insupportables, quelques Evêques « supplioient

» l'Archevêque de Cantorbery de relâcher quel-
 » que chose de son inflexible fermeté, d'épar-
 » gner à son Clergé les maux de l'exil, & à
 » lui-même les horreurs de la prison. Alors cet
 » homme jusqu'à ce jour invincible, que ni les
 » caresses ni les menaces n'avoient jamais pu
 » ébranler, moins sensible aux dangers qui le
 » menaçoient, qu'au sort de son Clergé, se
 » laissa arracher du sein de la vérité, & des bras
 » de l'Eglise sa mere; » il jura, & son exemple
 fut suivi des autres Evêques; mais il ne tarda
 pas à reconnoître son erreur: le plus vif repentir
 déchira son ame. « J'ai horreur de moi-même,
 » je déteste ma foiblesse, s'écrioit-il en gémissant,
 » je suis indigne d'exercer l'auguste mi-nistère
 » du sacerdoce sur l'autel de Jesus-Christ; après
 » avoir lâchement vendu son Eglise, je resterai
 » donc enseveli dans le silence & dans la dou-
 » leur, attendant que la grace du Ciel vienne
 » me consoler, & que le Vicaire de Dieu sur la
 » terre m'accorde mon pardon. Hélas! j'ai donc
 » asservi & déshonoré par mon crime cette
 » Eglise Anglicane que mes prédécesseurs avoient
 » gouvernée avec tant de prudence & de gloire
 » au milieu des dangers du siècle, cette Eglise
 » pour laquelle ils avoient livré tant de combats,
 » théâtre de tant de victoires & de triomphes

» qu'ils avoient remportés sur ses ennemis !
 » Autrefois reine & maîtresse , elle est aujourd'hui , par ma faute , réduite en esclavage !
 » Que n'ai-je disparu de dessus la face de la terre avant d'avoir imprimé à mon nom une
 » pareille tache ! »

Thomas se hâta d'écrire au Pape, il lui découvrit sa plaie & en demanda le remède. Le Pontife reconnoissant que Thomas avoit été entraîné dans ce serment non par sa propre volonté, mais par une indiscrete compassion, fut touché de l'expression de son repentir & lui accorda l'absolution. Thomas reçut avec transport la lettre du Pape comme si elle lui eût été envoyée du Ciel même. Dès-lors rien ne fut plus capable d'arrêter son zèle, il ne cessoit de faire au Roi des remontrances, & mêlant à propos la force à la douceur, il ne négligea rien pour parer les coups que ce Prince se dispoisoit à porter à l'Eglise. Le Roi n'eut pas plutôt appris que Thomas s'étoit rétracté, qu'il écrivit au Pape pour lui demander deux choses : la première d'approuver ce qu'il appelloit les anciennes coutumes royales ; la seconde de transporter le privilège de Légat Apostolique, de l'Eglise de Cantorbéry à celle d'Yorck. Le Pape rejetta la première demande, comme on peut le voir dans sa lettre à Saint
 Thomas.

Thomas. Il accorda la seconde, parce qu'il le pouvoit sans blesser l'honneur & les droits du Clergé; mais il écrivit à l'Evêque d'Yorck pour lui défendre d'exercer aucun acte de juridiction dans la Province de Cantorbéry, & d'y faire porter la croix devant lui. Thomas s'enfuit d'abord en France, ensuite à Rome où il reçut l'accueil le plus favorable du souverain Pontife: il lui montra l'écrit contenant, en seize articles, les anciennes coutumes royales. Elles furent examinées & rejetées. Enfin, l'intrépide Thomas, de retour en Angleterre, s'avança d'un pas ferme vers le supplice qu'on lui réservait, plein du précepte de l'Evangile qui dit que « celui qui » veut venir après moi se renonce lui-même, » qu'il porte sa croix & me suive ». Il ouvrit aux bourreaux les portes de son Eglise, & se recommandant à Dieu, à la bienheureuse Vierge Marie, & aux saints Patrons de sa Cathédrale, il reçut plusieurs blessures à la tête, & expira victime de son zèle pour la gloire de Dieu, & martyr des Libertés de l'Eglise Anglicane. Ce récit est extrait des Annales de l'Eglise d'Angleterre par Arfold (1).

Il n'y a personne qui ne soit frappé de la par-

(1) Tom. 4, ab ann. 1064 ad 1171.

faite ressemblance qui se trouve entre la conduite de l'Assemblée Nationale & celle de Henri II. Comme lui, l'Assemblée Nationale a porté des Décrets par lesquels elle s'attribue la puissance spirituelle ; comme lui elle a forcé tout le monde de jurer , sur-tout les Evêques & les autres Ecclésiastiques, & c'est à elle maintenant que les Evêques sont obligés de prêter le serment qu'ils prêtoient autrefois au Pape. Elle s'est emparée des biens de l'Eglise à l'exemple de Henri II, à qui saint Thomas les redemanda avec instance. Le Roi très-chrétien a été contraint d'apposer sa sanction à ses décrets. Enfin les Evêques de France, comme ceux d'Angleterre, ont proposé à cette Assemblée une formule de serment dans laquelle ils distinguoient les droits de la puissance temporelle d'avec ceux de l'autorité spirituelle, protestant qu'ils se soumettoient à ce qui étoit purement civil, & ne rejettoient que les objets pour lesquels l'Assemblée étoit incompétente. Semblables à ces généreux soldats chrétiens qui servoient sous Julien l'apostat & dont saint Augustin fait l'éloge en ces termes : (1) « Julien fut Empereur infidèle, un » insigne apostat, un détestable idolâtre ; cepen-

(1) Enarr. in Psalm, 124, n. 7, tom, 4, pag. 1416 ; edit. Maurin.

» dant il avoit dans son armée des soldats chrétiens
 » qui lui obéissoient fidèlement ; mais quand il
 » étoit question des intérêts de Jesus-Christ , ils
 » ne reconnoissoient que les ordres du Roi du
 » ciel ; si on leur commandoit d'adorer des idoles ,
 » de leur offrir de l'encens , ils préféroient Dieu
 » à l'Empereur ; mais quand il leur disoit rangez-
 » vous en bataille, marchez contre cette Nation ,
 » ils obéissoient sur le champ , car ils savoient
 » distinguer le maître éternel du maître tem-
 » porel ». Cependant l'Assemblée Nationale , tou-
 » jours à l'imitation d'Henri II , a refusé d'admettre
 ces restrictions , qui savoient les droits de la Re-
 ligion. Les nouveaux réglemens prescrits par
 Henri II pour la ruine du Clergé , s'accordent
 de point en point avec ceux que l'Assemblée
 Nationale a adoptés.

Cependant elle ne s'est pas bornée à imiter
 Henri II , elle s'est aussi piquée de marcher sur
 les traces de Henri VIII ; car ce Prince ayant
 usurpé la suprématie de l'Eglise Anglicane , en
 confia l'exercice au Zuinglien Cromvel & l'éta-
 blit son Vicaire général dans tout ce qui concer-
 noit le spirituel ; il le chargea de la visite de tous
 les Monasteres du Royaume , & ce Cromvel
 à son tour se reposa de ce soin sur son ami Cram-
 mer , imbu des mêmes principes que lui. Il n'ou-

blia rien pour affermir dans l'Angleterre la supré-
 matie ecclésiastique du Roi , & pour engager
 la Nation à reconnoître dans ce Prince toute
 la puissance que Dieu n'a donnée qu'à son Eglise.
 Les visites des Monasteres consistoient à les dé-
 truire , à les piller , à faire une dilapidation sa-
 crilege des biens ecclésiastiques ; & par-là les
 visiteurs trouvoient le moyen de satisfaire à la
 fois leur avarice & leur haine contre le Pape.
 Autrefois Henri VIII affecta de soutenir que la
 formule de serment proposée aux Evêques ne ren-
 fermoit que la promesse d'une obéissance tem-
 porelle & d'une fidélité purement civile , tandis
 qu'en effet elle abolissoit toute l'autorité du saint
 Siège ; de même l'Assemblée qui domine en France
 a donné à ses décrets le titre spécieux de constitu-
 tion civile du Clergé , quoiqu'ils renversent réel-
 lement toute la puissance ecclésiastique & bornent
 la communication des Evêques avec nous à la
 simple formalité de nous donner avis de ce qui
 a été fait & exécuté sans notre aveu. Qui pour-
 roit ne pas voir que l'Assemblée a réellement eu
 en vue les décrets des deux Rois d'Angleterre ,
 Henri II & Henri VIII , & qu'elle s'est pro-
 posé pour but de les faire passer dans la consti-
 tution : autrement auroit-elle pu parvenir à une
 imitation aussi parfaite , des principes & de la

conduite de ces deux Princes ? S'il s'y trouve quelque différence , c'est que les nouvelles entreprises sont encore plus pernicieuses que les anciennes.

Après avoir comparé les deux Henri avec l'Assemblée Nationale , mettons maintenant l'Evêque d'Autun en parallele avec ses collegues , & pour ne pas trop nous appesantir sur les détails , envisageons seulement la constitution même qu'il a juré d'observer sans restriction , cela suffira pour faire sentir combien sa croyance differe de celle des autres Evêques. Ceux-ci marchant sans reproche dans la loi du Seigneur , ont conservé le dogme & la doctrine de leurs prédécesseurs avec un courage héroïque ; ils sont restés fermement attachés à la chaire de S. Pierre ; exerçant & soutenant leurs droits avec intrépidité ; s'opposant de tout leur pouvoir aux innovations , ils ont attendu constamment notre réponse , qui devoit régler leur conduite. Comme ils ont tous la même foi , la même tradition , la même discipline ; ils l'ont tous confessée de la même manière & leur langage a été uniforme. Nous restons immobiles d'étonnement quand nous voyons l'Evêque d'Autun insensible aux exemples , aux raisons de tous les Evêques. Bossuet , Evêque de Meaux , Prélat très-célebre parmi vous , &

Auteur non suspect, avoit fait avant moi une semblable comparaison entre saint Thomas de Cantorbery & Thomas Crammer (1). Nous la transcrivons ici pour que ceux qui la liront puissent juger à quel point elle ressemble au parallele que nous établissons entre l'Evêque d'Autun & ses collegues. « Saint Thomas de » Cantorbery résista aux Rois iniques ; Tho- » mas Crammer leur prostitua sa conscience » & flatta leurs passions. L'un banni, privé de » ses biens , persécuté dans les siens & dans sa » propre personne , & affligé en toutes manieres, » acheta la liberté glorieuse de dire la vérité » comme il la croyoit, par un mépris courageux » de la vie & de toutes ses commodités ; l'autre, » pour plaire à son Prince , a passé sa vie dans » une honteuse dissimulation , & n'a cessé d'agir » en tout contre sa créance. L'un combattit » jusqu'au sang pour les moindres droits de » l'Eglise & en soutenant ses prérogatives , » tant celles que Jesus-Christ lui avoit acquises » par son sang, que celles que les Rois pieux » lui avoient données , il défendit jusqu'aux » dehors de cette sainte Cité ; l'autre en livra

(1) Histoires des variations des Eglises Protestantes ; liv. 7. num. 114, tom. 3, édit. de Paris, 1747.

» aux Rois de la terre le dépôt le plus intime ;
 » la parole , le culte , les sacremens , les clefs ,
 » l'autorité , les censures , la foi même ; tout
 » enfin est mis sous le joug , & toute la puissance
 » ecclésiastique étant réunie au trône royal ,
 » l'Eglise n'a plus de force qu'autant qu'il plaît
 » au siècle. L'un enfin toujours intrépide &
 » toujours pieux pendant sa vie , le fut encore
 » plus à sa dernière heure. L'autre , toujours
 » foible & toujours tremblant , l'a été plus que
 » jamais dans les approches de la mort ; & à
 » l'âge de soixante-deux ans , il a sacrifié à
 » un misérable reste de vie sa foi & sa con-
 » science. Aussi n'a-t-il laissé qu'un nom odieux
 » parmi les hommes ; & pour l'excuser dans son
 » parti même , on n'a que des détours ingé-
 » nieux , que les faits démentent. Mais la
 » gloire de Saint Thomas de Cantorbéry vivra
 » autant que l'Eglise ; & ses vertus , que la
 » France & l'Angleterre ont révéérée comme à
 - l'envi , ne seront jamais oubliées.

Ce qui est beaucoup plus étonnant encore ,
 c'est que l'Evêque d'Autun n'ait point été tou-
 ché de la déclaration faite par le Chapitre de
 son Eglise Cathédrale le 1.^{er} Décembre 1790 :
 comment n'a-t-il pas rougi d'avoir encouru le
 blâme & de recevoir des leçons de ce même

Clergé auquel il devoit l'exemple , & qu'il étoit fait pour instruire & pour éclairer lui-même ? Dans cette déclaration , le Clergé d'Autun , appuyé sur les vrais principes de l'Eglise, s'élève contre les erreurs renfermées dans la constitution du Clergé , & s'exprime en ces termes : « (1) Le Chapitre d'Autun déclare 1°. adhérer formellement à l'exposition des principes sur la » constitution du Clergé » donnée par MM. les » Evêques députés à l'Assemblée Nationale , le » 30 Octobre dernier ; déclare , 2°. que sans » manquer aux devoirs de sa conscience, il ne » peut participer ni directement ni indirectement » à l'exécution du plan de la nouvelle constitution du Clergé , & notamment en ce qui » concerne la suppression des Eglises Cathédrales ; & qu'en conséquence, il continuera » ses fonctions sacrées & canoniales, ainsi que » l'acquittement des nombreuses fondations dont » son Eglise est chargée , jusqu'à ce qu'il soit » réduit à l'impossibilité absolue de les remplir ; » déclare , 3°. qu'en qualité de Conservateur-né » des biens & droits de l'Evêché , & en vertu de » la Jurisdiction spirituelle qui est dévolue aux » Eglises Cathédrales , pendant la vacance du

(1) Autun , de l'Imprimerie de Tulliere, 1790.

» Siège Episcopal , il ne peut consentir à une
 » nouvelle circonscription qui seroit faite du
 » Diocèse d'Autun par la seule autorité tem-
 » porelle ». Nous ne voulons pas , au reste ,
 laisser ignorer à l'Evêque d'Autun & à ceux qui
 dans l'intervalle auroient pu se parjurer à son
 exemple , ce que l'Eglise prononça sur les
 Evêques qui assistèrent au Concile de Rimini ,
 & qui cédant à la crainte des menaces de l'Em-
 pereur Constance , fignerent la formule équi-
 voque & captieuse imaginée par les Ariens pour
 les tromper. Le Pape Liberius les avertit que
 s'ils persistoient dans cette erreur , « il déploie-
 roit pour les punir toute l'autorité que lui
 donnoit l'Eglise catholique (1) ». S. Hilaire de
 Poitiers fit chasser de l'Eglise d'Arles l'Evêque
 Saturnin qui soutenoit avec opiniâtreté la doctrine
 des Evêques Ariens (2). Enfin , le jugement de
 Liberius fut confirmé par S. Damase dans une
 lettre synodale publiée dans un Concile de 90
 Evêques , afin que les Evêques même de l'Orient
 pussent rétracter publiquement leurs erreurs ,

(1) Epist. Liber. ad Catol. Episcopos , in frag-
 ment. ex opere historic. S. Hilar. Fragment. 12 , pag.
 1358 , edit. Maurin.

(2) Sulpic. Sever. hist. lib. 2 , cap. 15 , tom. 2 , pag.
 245 , edit. Veron.

s'ils vouloient être catholiques & passer pour tels. « Nous croyons, dit S. Damase, que ceux » à qui leur foiblesse ne permet pas de faire une » pareille démarche, doivent être au plutôt séparés de notre communion & privés de la » dignité épiscopale, afin que les peuples de » leur Diocèse puissent respirer à l'abri de » l'erreur (1) ».

On ne peut nier que l'Evêque d'Autun & ses imitateurs ne se soient mis dans le même cas que les Evêques de Rimini condamnés par Libérius, Hilaire & Damase; c'est pourquoi, s'ils ne rétractent pas leur serment, ils savent à quoi ils doivent s'attendre. Les idées & les sentimens que nous venons de développer, ce n'est pas notre esprit particulier qui nous les a suggérés; nous les avons puisés dans les sources les plus pures de la science divine : c'est à vous maintenant que nous nous adressons, nos chers Freres, objet de nos plus tendres sollicitudes, vous qui faites notre joie & notre couronne, vous n'avez pas sans doute besoin d'être animés par des exhortations, puisque nous nous glorifions de la foi

(1) Epist. ad Episc. Illyricos. Epist. 3, n°. 2, apud constan. pag. 482 & 486.

courageuse que vous avez fait éclater dans les tribulations, dans les disgrâces & les persécutions ; puisque vos savans écrits ont prouvé que votre refus d'adhérer aux Décrets de l'Assemblée, étoit fondé sur les plus fortes raisons. Cependant, dans ce siècle malheureux, ceux même qui paroissent le plus affermés dans les sentiers du Seigneur, doivent prendre toutes les précautions possibles pour se soutenir : ainsi, en vertu des fonctions pastorales dont nous sommes chargés malgré notre indignité, nous vous exhortons à faire tous vos efforts pour conserver parmi vous la concorde, afin qu'étant tous unis de cœur, de principe & de conduite, vous puissiez repousser avec un même esprit les embûches de ces nouveaux Législateurs, & avec le secours de Dieu défendre la Religion Catholique contre leurs entreprises. Rien ne pourroit contribuer davantage au succès de vos ennemis, que la division qui se mettroit parmi vous : un parfait accord, une union inaltérable de pensées & de volontés est le plus ferme rempart & l'arme la plus redoutable que vous puissiez opposer à leurs efforts & à leurs complots : nous empruntons donc ici les expressions dont se servoit mon prédécesseur, S. Pie V, pour animer le Chapitre

& les Chanoines de Besançon réduits à la même situation que vous (1) : « Que votre ame soit » inébranlable & invincible ; que ni les dangers » ni les menaces n'affoiblissent vos résolutions ». Rappelez - vous l'intrépidité de David en présence du géant, & le courage des Machabées devant Antiochus ; retracez-vous Basile résistant à Valens ; Hilaire à Constance ; Yves de Chartres au Roi Philippe. Déjà, pour ce qui nous concerne, nous avons ordonné des prières publiques ; nous avons exhorté le Roi à refuser sa sanction ; nous avons averti de leur devoir les deux Archevêques qui étoient de son Conseil ; & pour calmer & adoucir autant qu'il étoit en notre pouvoir les dispositions violentes dans lesquelles on paroissoit être , nous avons cessé d'exiger le payement des droits que la France devoit à la Chambre Apostolique , d'après les anciennes conventions qu'un usage invariable avoit confirmées. Ce sacrifice de notre part n'a pas été senti comme il devoit l'être ; & nous avons eu la douleur de voir quelques Membres de l'Assemblée Nationale allumer , répandre & entretenir dans Avignon le feu d'une révolte , contre laquelle

(1) Epist. 6, lib. 3, edit. Antwerp. 1640.

nous ne cesserons de réclamer & d'invoquer les droits du saint Siege. Nous n'avons point encore jusqu'ici lancé les foudres de l'Eglise contre les auteurs de cette malheureuse constitution du Clergé; nous avons opposé à tous les outrages la douceur & la patience; nous avons fait tout ce qui dépendoit de nous pour éviter le schisme & ramener la paix au milieu de votre Nation; & même encore attachés aux conseils de la charité paternelle qui sont tracés à la fin de votre exposition, nous vous conjurons de nous faire connoître comment nous pourrions parvenir à concilier les esprits. La grande distance des lieux ne nous permet pas de juger quels sont les moyens les plus convenables; mais Vous, placés au centre des événemens, vous trouverez peut-être quelque expédient qui ne blesse point le dogme catholique & la discipline universelle de l'Eglise. Nous vous prions de nous le communiquer, pour que nous puissions l'examiner avec soin, & le soumettre à une mûre délibération. Il nous reste à supplier le Seigneur de conserver long-tems à son Eglise des Pasteurs aussi sages & aussi vigilans; nous accompagnons ce vœu de notre Bénédiction apostolique que nous vous donnons, nos chers Fils & vénérables Freres, du fond

(94)

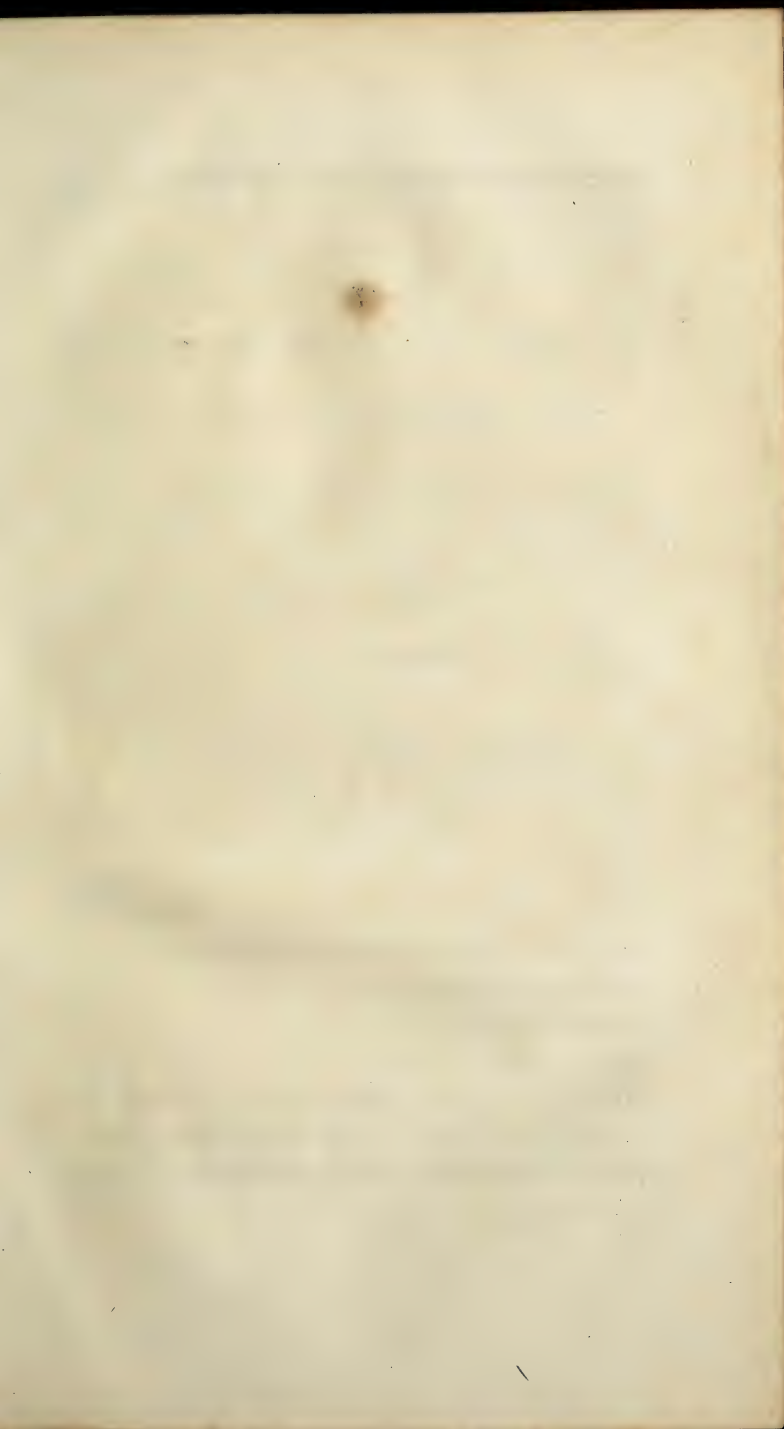
du cœur & dans l'effusion de notre tendresse
paternelle.

Donné à Rome, à S. Pierre, le 10 Mars de
l'année 1791, le dix-septieme de notre Pontificat.

Signé P I E.

*Nota. On prévient que l'édition qui ne portera
pas la signature de l'Abbé Royou, est une édition
contrefaite, & que la seule authentique, est celle
qui est ainsi signée.*

L'abbé Royou





B R E V E

SUMMI PONTIFICIS PII VI

AD E. S. R. ECCLES. CARDINALEM

DE LA ROCHEFOUCAULT,

ILLUSTRISS. ARCHIEPIS. AQUI-SEXTANUM ;

Cæterosque Prælatos Conventûs nationalis
Gallicani ,

De constitutione civili Cleri Gallicani.

DILECTI filii nostri , ac venerabiles fratres
salutem & apostolicam benedictionem. Quod ali-
quantum differre ob ipsius rei gravitatem , ni-
miamque item urgentium negotiorum copiam
coacti fuimus , nunc responsum damus , dilecti
filii nostri , ac venerabiles fratres , litteris die
10 octobris ad nos datis , quibus multorum è
vestris spectabilibus collegis nomen subscriptum

A

est. Ea renovarunt in nobis immensum , nulla-
que consolatione levandum dolorem illum , quem
jam perceperamus , ex quo tempore perlatum ad
nos erat istum nationis vestræ conventum ad
publicæ œconomia rationes ordinandas congre-
gatum , adeo in suis decretis progressum esse ,
ut catholicam religionem impeteret ; à conspiran-
tibus enim suorum plerisque jam in ipsum irruer-
batur sanctuarium.

Ab initio judicabamus servandum nobis esse
eum hujusmodi inconsultis hominibus silentium ,
ne ipsi veritatis voce magis irritati ad multò de-
teriora adhuc prouerent. Nostrum hoc silentium
tuebamur S. Gregorii Magni auctoritate , qui (1)
« *Discretè, inquit, vicissitudinum pensanda sunt
tempora, ne cum rostringi lingua debet, per verba
inutiliter defluat* ». Tamen verba nostra ad Deum
convertimus , ac publicas statim indiximus pera-
gendas preces , ut novis istis legum latoribus
eum impetraremus animum , quo vellent ab hujus
sæculi philosophiæ præscriptis recedere , atque ad
religionis nostræ consilia regredi , iisque insis-
tere. In quo Susannæ exemplum secuti sumus ,

(1) Regul. Pastor , tom. II , oper. edit. Maurin ,
pag. 54.

quæ, ut exponit S. Ambrosius (1). *Plus egit tacendo, quam si esset loquuta: tacendo enim apud homines, loquuta est Deo, conscientia loquebatur, ubi vox non audiebatur, nec quærebat pro se hominum judicium, quæ habebat Domini testimonium.*

Neque porro prætermisimus venerabiles fratres nostros S. R. E. cardinales in consistorium convocare Die 29 martii proxime elapsi anni; eosque participes eorum facere quæ isthic geri contra catholicam religionem jam cœperant, communicatâque cum ipsis nostri doloris acerbitate, illos itidem ad nostrarum lacrymarum, ac obsecrationum societatem excitare.

Dum in hoc essemus intenti, repentè adfertur ad nos, prodiisse circa mensis Julii dimidium à gallicæ nationis conventu (cujus nomine solam partem numero prævalentem semper intelligimus) prodiisse inquit, decretum quod in titulo constitutionem cleri civilem prætexens, reverà ad sacratiora dogmata, atque ad certissimam ecclesiæ disciplinam perturbandam, evertendamque deveniebat, hujus primæ sedis, episcopo-

(1) Lib. I, de offic. cap. 3, num. 9, tom 2, oper. edit. Maurin, pag. 4.

rum, sacerdotum, regularium utriusque sexus, totiusque catholicae communionis jura abolebat, sacros supprimebat ritus, ecclesiasticos redditus, & fundos arripiebat, eas demum inferebat ærumnas, quæ credi non possent, nisi ipsâ comprobarentur experientiâ. Istis ad nos relatis, non potuimus certè non abhorrescere ad ejus decreti lectionem, idemque accidit nobis, quod olim Magno Gregorio prædecessori nostro evenit, qui cum codicem quemdam ab episcopo Constanti-nopolitano recognoscendum accepisset, ac priores partes percurrisset, manifesta pravitatis venena testatus est in eo se reperisse (1) : hinc animo nostro in summas ægritudines conjecto, ecce sub finem augusti mensis, nuntiatur nobis carissimi in Christo Filii nostri Ludovici christianissimi Regis postulatio, quâ summo apud nos instabat studio, ut autoritate nostrâ approbaremus, saltem, *per provisionis modum*, quinque ab illo conventu decretos articulos, suâque regiâ sanctione jam confirmatos. Cum autem illos regulis canonicis adversari videremus, leniùs tamen ipsi regi respondendum judicavimus, nos articulos illos examini subjecturos viginti cardinalium

(1) Epist. 66, lib. 6, tom. 2, pag. 242.

congregationi; quorum singulorum sententias etiam scripto expressas deinceps cognoscere nos ipsi, atque expendere pro rei gravitate satagebamus. Interim per nostras familiares litteras ipsum hortati sumus regem, ut universos regni episcopos induceret ad sibi candidè aperiendos sensus suos, nobisque accuratas eorum consiliorum rationes proponendas, in quas ipsi convenirent, eaque nobis patefacienda, quæ in tantâ locorum distantia nos laterent, ne in ullam conscientia nostræ labem possemus incurrere. Nondum quidem ad nos inde pervenit ulla vestra hujusmodi gerendarum rerum explicatio; pervenerunt tamen aliquorum episcoporum typis evulgata pasttorales litteræ, sermones & monita evangelico spiritu plena, sed ea singulariter à suis autoribus perscripta, neque rationem, quid à nobis gerendum videretur, indicantia, quam hæc tanta rerum necessitas, summumque, in quo versamini, discrimen exposceret.

Verum ad nos non ita pridem pervenit manuscripta expositio vestra super principiis constitutionis cleri, quam & typis postea accepimus, in cujus exordio perleguntur extracta nationalis conventus plura decreta, eaque multis conjuncta animadversionibus super eorundem & invaliditate, & pravitate. Eodem pariter tempore red-

ditæ nobis sunt recentes ipsius regis litteræ , in quibus approbationem à nobis postulat ad aliquod tempus valituram septem articulorum nationalis conventûs , cum primis illis quinque ad nos augusto mense transmissis penè contentientium , unàque significat , se in angustias redigi pro interponendâ sanctione novo executoriali decreto die 27 novembris edito , cujus jussu episcopi , vicarii , parochi , seminariorum præfecti , aliique ecclesiasticis fungentes officiis coram generali municipalitatum consilio intrâ præscriptum tempus juratam præstent constitutioni servandæ fidem , & ni faciant , gravissimis sint poenis puniendi. Verum , quemadmodum jam antea declaravimus nequaquam nos velle nostrum expromere super hisce articulis judicium , nisi prius à majori saltem episcoporum parte perspicue distincteque nobis relatum esset , quid ipsi sentirent , id nunc etiam constanter repetimus , & confirmamus.

Dum rex ipse postulat à nobis inter cœtera , ut hortatione nostrâ metropolitanos , & episcopos inducamus ad consentiendum ecclesiarum metropolitanarum , & episcopatuum divisioni , & suppressioni , nec non ut provisionali saltem modo indulgeamus , quò scilicet formæ canonicæ ab ecclesiâ in novorum episcopatum ere-

tionibus hætenus servatæ , nunc ex metropolitānorum , episcoporumque auctoritate fiant , & præsentatis ad vacantes curas juxta novam electionum methodum iidem illi institutionem præbeant , dummodo morum , doctrinæque eligendorum ratio non obstet. Ex hac profecto regis delatâ postulatione facîle perspicitur , ab eo ipso nimirum agnosci exquirendos esse in hujusmodi casibus episcoporum sensus , æquumque planè esse , ne nos quidquam , nisi ipsis auditis , statuamus. Vestra igitur consilia , vestras singulariter expositas consiliorum rationes à vobis vel universis , vel plerisque subscriptas exoptamus , atquæ agnoscimus , quo tanquam gravissimo monumento innixi , consultationes nostras regere , moderarique possimus , ut ita vobis regnoque christianissimo salutare , ac congruum à nobis judicium proferatur. Dum in hac de vobis expectatione sumus , interim illa quæ in vestris exponuntur litteris , sublevant nos aliquâ ex parte in peragendo examine omnium nationalis constitutionis articulorum.

Si primò perlegantur assertiones concilii Senonensis inchoati anno 1527 , contra Lutheranorum hæreses , illud profecto quod basis est , & fundamentum decreti nationalis de quo agitur , expers esse ab hæresis notâ videri non potest.

Sic enim se explicavit concilium (i) post hoc
autem ignaros homines , » surrexit Marfilius
» Patavinus , cujus pestilens liber , quod defen-
» rium pacis nuncupatur , in christiani populi
» perniciem procurantibus Lutheranis , nuper
» excussus est. Is hostiliter ecclesiam infectatus
» & terrenis principibus impiè applaudens , om-
» nem prælatis adimit exteriori jurisdictionem ,
» eâ dumtaxat exceptâ , quam secularis largitus
» fuerit magistratus. Omnes etiam sacerdotes ,
» sive simplex sacerdos fuerit sive episcopus ,
» Archiepiscopus , aut etiam Papa , æqualis ex
» Christi institutione asseruit esse auctoritatis ,
» quodque alius plus alio auctoritate præstet ,
» id ex gratuita laici principis concessione vult
» provenire , quod pro sua voluntate possit revo-
» care. Verum ex sacris litteris coercitus est
» *delirantis hujus hæretici* immanis furor , quibus
» palam ostenditur non ex principum arbitrio
» dependere ecclesiasticam potestatem , sed ex
» jure divino , quo ecclesiæ conceditur leges
» ad salutem condere fidelium , & in rebelles
» legitimâ censurâ animadvertere ; iisdem quo-
» que litteris apertè monstratur ecclesiæ potes-

(i) In collect. Labbe , tom. 19 , pag. 1154 , edit.
Vener. coleti , qua semper utemur.

» tatem longè aliâ quavis laicâ potestate, non
 » modò superiorem esse, sed & digniorem.
 » Caterùm hic Marsilius & ceteri prænomi-
 » nati *hæretici* adversus ecclesiam impiè debac-
 » chati, certatim ejus aliquâ ex parte nituntur
 » diminuire auctoritatem.

Præterea vobis etiam in mentem revocamus
 fel. record. Benedicti XIV. consonam senten-
 tiam, qui cùm in suis ad Primatem, Archiepis-
 copos, & episcopos regni Poloniæ die 5 martii
 1752, datis litteris ageret de opusculo polonico
 idiomate impresso, gallicè verò prius edito sub
 titulo « Principes sur l'essence, la distinction
 » & les limites des deux puissances spirituelle
 » & temporelle, ouvrage posthume du Pere La-
 » borde de l'oratoire » in quo autor ecclesiast-
 ticum ministerium ità sæculari dominationi
 subiciebat, ut ad hanc spectare pronunciaret de
 externâ, ac sensibili ecclesiæ gubernatione cognos-
 cere, ac judicare. « Pravum, inquit, ac per-
 » niciosum systema jam pridem ab apostolicâ
 » sede reprobatur ac pro *hæretico* expressè
 » damnatum, fallacibus ratiunculis, fucatis, at-
 » que ad religionem compositis verbis, con-
 » tortisque scripturarum, ac patrum testimoniis
 » impudens scriptor obtrudit, quo simplicibus
 » & minus cautis faciliùs imponat ». Igitur

libellum proscriptit, notasque apposuit, *captiosi*; *falsi*, *impii*, atque *hæretici*, ejusque interdixit, ac prohibuit lectionem, retentionem, & usum omnibus & singulis Christi fidelibus, etiam specificâ & individuâ mentione dignis sub poenâ excommunicationis ipso facto, absque aliâ declaratione incurrendâ, à quâ nemo à quoquam præterquam Pontifico romano pro tempore existente, nisi in mortis articulo constitutus, absolutionis beneficium obrinere valeat. (1)

Et sane quæ unquam pertinere potest ad laicos jurisdicção super ecclesiæ rebus, ob quam ecclesiastici ipsi subjici eorum decretis teneantur? Nemini porro, qui catholicus sit, ignotum esse potest Jesum Christum in suæ ecclesiæ institutione, dedisse Apostolis, eorumque successoribus potestatem, nulli alii potestati obnoxiam, quam sanctissimi Patres universi voce concordî agnoverunt cum hosio & S. Athanasio monentibus, « (1) ne te rebus misceas ecclesiasticis, neu » nobis hisce rebus præcepta mandes, sed à » nobis potius hæc edifcas: tibi Deus imperium » tradidit, nobis quæ sunt ecclesiastica concre-

(1) Bullar. Benedicti XIV, tom. 4, constitut. 44, edit. Rom.

(1) S. Athanas. in histor. Arianor. ad Monacos, tom. I, oper. pag. 371, edit. Maurin.

» didit , ac quemadmodum qui tibi subripit ;
 » dei ordinanti repugnat , ita metue ne , si ad
 » te ecclesiastica pertrahas , majoris criminis
 » reus fias. » Ac propterea S. Joannes Chryso-
 stomus , ut magis quam id verum esse compro-
 baret , Ozæ factum attulit (1). Qui arcam alio-
 quin » subvertendam fulsit , è vestigio mortuus
 » est ; eoquod ministerium ipsi non congruens ,
 » usurpavit ; ergo ne sabb atrum violatum , & solus
 » arcæ tuituræ contactus ad tantam indignationem
 » Deum provocavit , ut qui hæc ausi fuerant ,
 » ne minimum quidem veniæ sint consequuti ?
 » Hic verò qui adoranda & ineffabilia dog-
 » mata corrumpit , excusationem habiturus est ,
 » & veniam consequetur ? Non potest hoc fieri ,
 » non potest inquam. » Id ipsum decrevere sacro
 sancta concilia , consentientibus in idem vestris
 regibus usque ad regnantis avum Ludovicum XV.
 qui die 10 augusti anni 1731 , se agnoscere
 declaravit « Comme son premier devoir d'em-
 » pêcher qu'à l'occasion des disputes , on ne
 » mette en question les droits sacrés d'une
 » puissance , qui a reçu de Dieu seul le droit
 » de décider les questions de doctrine sur la foi ,

(1) Commentar. in cap. 1 , Epist. ad Galat. num. 6 ,
 tom. 10 , oper. edit. Maurin. pag. 668.

» ou sur la regle des mœurs ; de faire des canons
 » ou des regles de discipline pour la conduite des
 » ministres de l'église , & des fideles dans l'ordre
 » de la religion , d'établir ses ministres , ou les
 » destituer conformément aux mêmes regles ,
 » & de se faire obéir en imposant aux fideles ,
 » suivant l'ordre canonique , non-seulement des
 » pénitences salutaires , mais de veritables peines
 » spirituelles , par les jugemens , ou par les
 » censures que les premiers pasteurs ont droit
 » de prononcer »...

Et tamen contra tam certam in ecclesiâ sen-
 tentiam, conventus iste nationalis potestatem sibi
 ecclesiæ arrogavit dum tot ac tanta constitueret ,
 quæ cum dogmati , tum ecclesiasticæ disciplinæ
 adversantur , & dum episcopos , & ecclesiasticos
 omnes jurejurando ad sui decreti executionem
 adstringeret. Verum hoc minime mirum videri
 debet iis qui ex ipsâ conventûs constitutione
 facile intelligunt nil aliud ab illâ spectari , atque
 agi , quam ut aboleretur catholica religio , &
 cum eadem debita regibus obedientia. Eoſquippe
 consilio decernitur , in jure positum esse , ut
 homo in societate constitutus , omnimodâ gau-
 deat libertate , ut turbari scilicet circa religionem
 non debeat , in ejusque arbitrio sit de ipsius
 religionis argumento , quidquid velit , opinari ,

loqui, scribere, ac typis etiam evulgare. Quæ sane
monstra ab illâ hominum inter se æqualitate, na-
turæque libertate derivari, ac emanare declaravit.
Sed quid infanius excogitari potest, quam talem
æqualitatem libertatemque inter omnes constituere;
ut nihil rationi tribuatur, quâ præcipue humanum
genus à naturâ præditum est, atque à cæteris ani-
mantibus distinguitur. Cum hominem creasset,
Deus, eumque in paradiso voluptatis posuisset;
nonne eodem tempore ipsi mortis pœnam in-
dixit, si de ligno scientiæ boni & mali come-
disset; nonne statim hoc primo præcepto ejus
adstrinxit libertatem? Nonne deinceps cum per
inobedientiam se reum effecisset, plura præ-
cepta per Moysen adjunxit? Et licet ipsum *reli-*
quisset in manu consilii sui, ut bene seu male
mereri posset, nihilominus adjecit *mandata*, &
præcepta, ut si voluerit servare, *conservassent*
eum (1).

Ubi est igitur illa cogitandi, agendique
libertas, quam conventus decreta tribuunt homini
in societate constituto, tanquam ipsius naturæ
jus immutabile. Oportebit igitur ex eorum
decretorum sententiâ juri contradicere creatoris,
per quem existimus, & cujus liberalitati, quid-

(1) Ecclesiastic. cap. 15, vers. 15 & 16.

quid sumus , atque habemus , acceptum referre debemus. Præterea quis jam ignoret creatos esse homines , ut non solum singuli sibi , sed & aliis vivant , ac prosint hominibus ? In hac enim naturæ infirmitate mutuo indigent ad sui conservationem subsidio ; atque idcirco à Deo & rationem , & loquendi facultatem tenuerunt , ut & opem petere , & petentibus præstare scirent , ac possent ; proinde ab ipsâ naturæ inductione in societatem communionemque coierunt. Jam cum hominis sit ita suâ ratione uti , ne supremum autorem suum , non tantum agnoscere , verum & colere , admirari , ad eumque omnia referre debeat , cumque ipsum subjici jam ab initio majoribus suis necesse fuerit , ut ab ipsis regatur , atque instruatur , vitamque suam ad rationis , humanitatis , religionisque normam instituere valeat ; certe ab unius ejusque ortu irritam constat , atque inanem esse jactatam illam inter homines æqualitatem , ac libertatem. *Necessitate subditi esote* (1). Itaque ut homines in civilem societatem coalescere possent , gubernationis forma constitui debuit , per quam jura illa libertatis adscripta sunt sub leges supre-

(1) Apost. Epist. ad Roman. cap. 13 , vers. 5.

namque regnantium potestatem; ex quo consequitur, quod S. Augustinus docet in hæc verba » : Generale quippe pactum est societatis humanæ obedire regibus suis » (1). Quapropter hæc potestas non tam à sociali contractu, quam ab ipso Deo recti justique auctore repetenda est. Quod quidem confirmavit Apostolus in superius laudatâ epistolâ (2) : « Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit, non est enim potestas nisi à Deo, quæ autem sunt à Deo ordinatæ sunt : itaque qui resistit protestati, Dei ordinationi resistit : qui autem resistunt, ipsi sibi damnationem acquirunt ».

Atque hic referre libet canonem concilii Turonensis II, habiti anno 567 (3), cujus verbis anathemate plectitur, non solum qui decretis apostolicæ Sedis contraire præsumit; sed & « quod pejus est qui contra sententiam quam vas electionis Paulus apostolus Spiritu sancto ministrante promulgavit; aliud conscribere, ullâ ratione præsumat, cum dicat ipse per Spiritum sanctum, qui prædicaverit præter id quod prædicavi, anathema sit ».

(1) Lib. 3, confession., cap. 8, tom. 1, oper. edit. Maurin. pag. 94.

(2) Vers. 1 & 2.

(3) Canon 20, in collect. Labbe, tom. 6, pag. 54.

Ast ad refutandum absurdissimum ejus libertatis commentum, satis hoc etiam esse potest, si dicamus hujusmodi nempe sententiam fuisse *Valdensium* & *Beguardorum* à Clemente V. Sacro approbante œcumenico concilio Viennensi (1) damnatorum, quam deinde secuti sunt *Wiclephistæ*, & postremo *Lutherus* illis suis verbis : *liber sumus ab omnibus* (2), verum tamen quæ de obedientiâ legitimis potestatibus debitâ asseruimus, nolumus eo accipi sensu, ut à nobis dicta fuerint animo oppugnandi novas civiles leges, quibus Rex ipse præstare potuit assensum, utpote ad illius profanum regimen pertinentes, ac si per nos eo consilio allata sint, ut omnia ad pristinum civilem statum redintegrentur juxta quorundam calumniatorum evulgatas interpretationes, ad conflandam religioni invidiam : cum reverâ nos, vosque ipsi id unum quæramus, atque urgeamus, ut sacra jura ecclesiæ, & apostolicæ Sedis illæsa servantur. In quem sane finem nunc aliâ ratione nomen illud *libertatis* expendamus, discrimenque inspiciamus, quod intercedit inter homines qui extra gremium ecclesiæ

(1) Cap. 3 in Clementin. tit. de hæreticis.

(2) Ut refert auctor appendic. ad S. Thomam prima secunda, question. 96, art. 5, edit. Neapol. 1763.

semper fuerunt, quales sunt infideles, & Judæi; atque inter illos qui se ecclesiæ ipsi per susceptum baptismi sacramentum subjecerunt. Primi etenim constringi ad catholicam obedientiam profitendam non debent; contra vero alteri sunt cogendi. Id quidem discrimen solidissimis, prout solet, rationibus exponit S. Thomas Aquinas (1), ac multis ante sæculis Tertullianus exposuit in libro Scorpiaci adversus Gnosticos (2), & paucis ante annis Benedictus XIV in opere de servorum Dei beatificatione, & beatorum canonizatione (3); atque ut magis adhuc hujus argumenti pateat ratio; videndæ sunt duæ celeberrimæ, ac pluries typis editæ S. Augustini epistolæ, una ad Vincentium Cartennensem (4) altera ad Bonifacium comitem (5), per quas non veteres solum, sed & recentes hæretici plane refelluntur. Quare manifestò perspicitur æqualitatem, & libertatem à conventu isto jactatam in illud, ut jam probavimus, recidere, ut catholica subvertatur religio, cui propterea *dominantis* titulum in regno, quo potita semper est, detrectavit.

(1) Secunda secundæ quest. 10, art. 8.

(2) Cap. 2, num. 15.

(3) Lib. 3, cap. 17, num. 13.

(4) Epist. 93, tom. 2, oper. pag. 237, edit. Maurin.

(5) Epist. 185, tom. eod. pag. 652.

Progredientibus nunc nobis ad alios nationalis conventus errores demonstrandos, statim occurreret Pontificii Primatûs, ejusque jurisdictionis abolitio, cum decretum sit, ut : « Le nouvel évê- » que ne pourra s'adresser au pape pour en ob- » tenir aucune confirmation, mais il lui écrira » comme au chef visible de l'église universelle, » en témoignage de l'unité de foi, & de la » communion qu'il doit entretenir avec lui ». Nova præscribitur jurisjurandi formula, in qua romani pontificis nomen suppressum est. Imo cum electus ex juratâ fide teneatur decretis nationalibus, in quibus inhibitum est, ne à pontifice electionis confirmatio postuletur, eo ipso omnis ejusdem pontificis potestas prorsus excluditur; atque hoc modo abscinduntur à fonte rivi, rami ab arbore, populus à primo sacerdote.

Hic vobiscum usurpare nobis liceat, & exprimere illatas dignitati, autoritatique nostræ injurias, vocibus, quibus S. Gregorius Magnus (1), indoluit apud Constantinam Augustam, de Joanne, qui nova præsumere cœperat, seque per superbiam, universalem episcopum appella-

(1) Epist. 21, lib. 5, pag. 751, tom. 2, oper. edit. Maurin.

bat , rogavitque ne assensum præberet præfatæ
 Joannis elationi : « si hac in causâ nequaquam
 » me pietas vestra despiciat , quia & si peccata
 » Gregorii (*nunc Pii*) tanta sunt , ut pati talia
 » debeat , Petri tamen apostoli peccata nulla
 » sunt , ne vestris temporibus pati ista merea-
 » tur. Unde iterum atque iterum per omni-
 » potentem Dominum rogo , ut sicut parentes
 » priores vestri principes , S. Petri apostoli gra-
 » tiam quæsierunt : ita vos quoque & hanc vobis
 » quærere & conservare curetis , & propter
 » peccata nostra , qui ei indignè servimus , ejus
 » apud vos honor nullatenus minuat , qui &
 » modò vobis adjutor esse in omnibus , & postmo-
 » dùm vestra valeat peccata dimittere ».

Quod divus Gregorius ab autoritate Constan-
 tinæ postulavit ad decus pontificiæ dignitatis ;
 nos à vobis similiter exquirimus , ne in isto vas-
 tissimo regno primatûs honor & jura aboleantur ,
 respicianturque merita Petri , cujus nos hære-
 des sumus , etsi indigni , quique debet in per-
 sonâ humilitatis nostræ honorari. Quod si alienæ
 potestatis vi impediti exequi non valebitis , per
 religionem , & constantiam vestram complere
 debetis , fortiter vos ab injuncto jurejurando ab-
 stinentes : quippe minùs detrahebat Gregorio
 usurpata à Joanne denominatio , quam nostro

deroget juri nationale decretum. Quomodo enim retentam, conservatamque dici poterit cum visibili Ecclesiæ capite communionem, eidem tantummodo electionem nunciando, eodemque tempore ipsius primatûs auctoritatem etiam per sacramenti religionem abnuendo? Et tamen debetur ipsi tanquam capiti à suis membris solemnibus canonicæ obedientiæ promissio, ad retinendam in Ecclesiâ unitatem, atque ad evitanda mystici hujus corporis à Christo Domino constituti schismata. Quâ in re, quod ad Ecclesias galliarum pertinet videre est apud Marten. De antiq. Eccl. Rit. (1), qualis ibidem jurandi formula viguerit, in quâ constat jam ab antiquis temporibus gallicanos episcopos in sua ordinatione ad fidei professionem addidisse expressam suam erga romanum pontificem obedientiæ clausulam.

Atque hic non ignoramus profecto, neque dissimulandum ducimus, quid constitutionis nationalis patrôni contra hæc proferunt ex epistolâ S. Hormisdæ ad Epiphianium patriarcham Conf-

(1) Tom. 2, lib. 1, cap. 2, art. 11, ord. 10, & apud Sirmoud. in appendic. ad tom. 2, Concilior. Galliar, de antiquis Episcop. promotion. formul. 13, pag. 656.

antinopolitanum, seu potius quantopere illà ipsa
 abutantur; quoniam ex eadem constat in more
 fuisse, ut ab episcopis electis legati cum litteris,
 & fidei professione mitterentur ad romanum
 pontificem; à quo postulabant admitti in conjunc-
 tionem, & in communicationem cum apostolicà
 sede, & hunc in modum suæ electionis appro-
 bationem obtinerent. Quod cum præstare omi-
 sisset Epiphanius, ad ipsum Hormisda scribens
 » mirati, inquit, admodum sumus morem pris-
 » tinum fuisse neglectum, quia reparata eccle-
 » siarum, Deo annuente, concordia, plenum
 » fraternitatis, pacis id flagitabat officium, præ-
 » fertim quod illud sibi non arrogantia persona-
 » lis, sed regularum observantia vindicabat.
 » Decuerat siquidem, frater carissime, te legatos
 » ad apostolicam sedem inter ipsa tui pontifi-
 » catus initia destinasse, ut quem tibi debeamus
 » affectum, bene cognosceres, & vetustæ con-
 » suetudinis formam ritè compleres (1).

Primatûs adversarii ex verbo *decuerat* illam
 non nisi urbanitatis, &, ut ita dicamus, exube-
 rantia legationem fuisse contendunt; at ex toto
 epistolæ contextu, ex illis nempe verbis *reparata*

(1) Epist. 71, in collect. concil. Labbe, tom. 1, pag.
 665.

ecclesiarum..... concordia... id flagitabat officium, quod..... regularum observantia vindicabat... ut... vetustæ consuetudinis formam rite compleres. Quis jam contendat ob illud *decuerat* verbum, pontificiâ moderatione prolatum, in electi debito non fuisse ad pontificem pro consequendâ approbatione recurrere? Sed prorsus elidit oppositam interpretationem alia pontificia epistola quæ est S. Leonis IX. ad Petrum episcopum Antiochenum, qui cum S. pontifici suam denuntiasset ad episcopatum electionem, responsum accepit (1) *valde necessarium studium fuisse* annuntiare & exponere *secutam* ejus electionem....., & quod *maxime oportebat* tibi, &
 » *ecclesiæ cui temporaliter præsides, non dis-*
 » *tulisti efficere...* mea verò humilitas in cul-
 » *mine apostolici throni ideo exaltata, ut appro-*
 » *banda approbet, improbanda quoque improbet,*
 » *tuæ sanctissimæ fraternitatis episcopalem pro-*
 » *motionem libens approbat, collaudat, & con-*
 » *firmat, & communem dominum instantes*
 » *exorat, ut quod humano ore jam diceris,*
 » *ante ejus oculos existas* ». Epistola hæc quæ non ex privati doctoris interpretatione sed ex judicio prodiit pontificis sanctitate & doctrin

(1) Epist. 5, in collect. Labbe, tom. 11, pag. 1334,

infignis, nullum relinquit dubium super sensu, in quo nos exposuimus epistolam S. Hormisdæ, ut meritò inter illustriora monumenta accensenda sit pro debitâ ab episcopis petendâ, & reportandâ à romano pontifice confirmatione, quam Tridentini concilii munit auctoritas (1), quamque nos in responsione super nunciaturis vindicandam suscepimus (2), pluresque alii ex vobis egregiis, doctisque scriptis propugnarunt.

At ut iidem adversarii nostri tueantur istius conventûs decreta, ipsa dicunt ad disciplinam pertinere, quæ cum sæpe pro temporum varietate mutata fuerit, nunc itidem mutari potuit. Verùm inter decreta ipsa non solum disciplinaria, sed & alia non pauca in eversionem puri, immutabilisque dogmatis congeruntur, ut hactenus demonstravimus; ast ut de disciplinâ agamus, quis unquàm est inter catholicos, qui affirmet disciplinam ecclesiasticam immutari à laicis posse? cum ipse etiam Petrus de Marca fateatur quod (3) de ritibus, ceremoniis, sacramentis, « cleri censurâ, conditionibus, & disciplinâ, canones à conciliis & decreta à

(1) Sess. 23, Can. 7, & sess. 24, de reformat. cap. 1.

(2) Cap. 8, sess. 3, § 55 & 56, pag. 211.

(3) De concord. Sacerdot. & Imper. lib. 2, cap. 7, num. 8.

» pontificibus romanis tanquàm de materià sibi
 » subjectâ frequentissimè edantur ; & vix ulla
 » proferri possit constitutio principum quæ hac
 » de re lata fuerit ex mero potestatis secularis
 » imperio. Sequutas quidem hac in parte leges
 » publicas videmus , sed non antecessisse ».

Deinde cum anno 1560 , Facultas Parisiensis
 ad examen adduxisset ea quæ Franciscus Gri-
 maudet advocatus regius retulerat ad conven-
 tum , seu status apud Andegavenfes collectos ;
 inter multas propositiones ab ipsâ reprobata
 sequens etiam N^o. 6 reperitur : « Le second
 » point de la religion est en la police & dis-
 » cipline sacerdotale , sur lequel les rois & princes
 » chrétiens ont puissance d'icelle , dresser , mettre
 » en ordre & reformer icelle corrompue. » Hæc
 propositio est falsa , schismatica , potestatis eccle-
 siasticæ enervativa , & hæretica , & probationes
 ad illam sunt impertinentes (1). Præterea certum
 omnino est disciplinam non posse temere &
 pro arbitrio variari ; si quidem duo prima catho-
 licæ ecclesiæ lumina S. Augustinus (2) , & S.
 Thomas Aquinas (3) perspicuè docent materias

(1) Carol. de Argentre , collect. judicior. tom. 2, oper.
 Paris. 1728 , pag. 291 , in fin.

(2) Epist. 54 ad Jan. cap. 5 , tom. 2 , oper edit.
 Maurin , pag. 126.

(3) Prima secundæ , quest. 97 , art. 2.

ad disciplinam spectantes variandas non esse ; nisi ex necessitate , vel magnâ utilitate , quoniam mutatio consuetudinis etiam quæ adjuvat utilitate , novitate perturbat : & non debent mutari . (subicit ipse S. Thomas) « nisi ex aliâ » parte tantum recompenſetur communi ſaluti , » quantum ex iſtâ parte derogatur ». Romani pontifices tantum abest , ut disciplinam unquam corrumpere , ut eandem ex collatâ sibi à Deo auctoritate in edificationem Ecclesiæ , meliorem suavioremque semper redderent , contra quam ab istius conventus membris effectum esse dolemus , ut ex singulis eorum decretorum articulis cum Ecclesiæ disciplinâ comparatis faciliè deprehenditur .

Sed priusquam articulos hosce attingamus præmittendum ducimus quantum sæpe disciplina cohæreat dogmati , & ad ejus puritatis conservationem influat , necnon quam parum utilitatis attulerint , & quam brevi tempore perdurarint variationes à romanis pontificibus ex indulgentiâ , quamvis rarò , permissæ . Ac profectò sacra concilia pluribus in casibus disciplinæ violatores ab ecclesiæ communione per anathema separarunt . Quandoquidem in concilio Trullano (1) inflicta fuit excommunicationis pœna iis qui suffocatorum animalium sanguinem comederint « Si quis dein-

(1) Can. 67 , in collect. Labbe , tom. 7 , pag. 1378.

» ceps animalium sanguinem quovis modo co-
 » medere aggrediatur , si sit quidem clericus ,
 » deponatur , si autem laicus segregetur ». Multis
 in locis Tridentina synodus anathemati subiecit
 ecclesiastica disciplina impugnatores. Nam can.
 9. sess. 13. de eucharistiâ , infligit pœnam ana-
 thematis illi qui « negaverit omnes & singulos
 » Christi fideles utriusque sexûs cùm ad annos
 » discretionis pervenerint , teneri singulis annis ,
 » saltem in paschate , ad communicandum juxta
 » præceptum S. Matris ecclesiæ : in can. 7 , sess.
 » 22 , De sacrificio missæ , supponitur anathe-
 » mati qui diceret ceremonias , vestes & ex-
 » terna signa , quibus in missarum celebratione
 » ecclesia catholica utitur , irritabula impietatis
 » esse magis quam officia pietatis ». In can.
 9 sess. eadem , item anathemati subjectus est ,
 qui assereret « ecclesiæ romanæ ritum , quo
 » submissâ voce pars canonis , & verba con-
 » secrationis proferuntur , damnandum esse , aut
 » linguâ tantum vulgari missam celebrari de-
 » bere ». In can. 4 sess. 24. De sacramento
 matrimonii , anathemate plectuntur illi , qui
 dicerent « ecclesiam non potuisse constituere
 » impedimenta matrimonium dirimentia , vel
 » in constituendis errasse ». In can. 9 sess. &
 tit. iisd. Itidem in anathema incurrit , dicens :

« clericos in sacris ordinibus constitutos, vel
 » regulares castitatem solemniter professos ,
 » posse matrimonium contrahere , contractum-
 » que validum esse , non obstante lege eccle-
 » siasticâ , vel voto, & oppositum nil aliud
 » esse, quam damnare matrimonium , posseque
 » omnes contrahere matrimonium qui non sen-
 » tiunt se castitatis , etiamsi eam voverint ;
 » habere donum ». In can. 11. sess. ead. & tit.
 Anathematizantur pariter qui dicerent « Prohi-
 » bitionem solemnitatis nuptiarum certis anni
 » temporibus superstitionem esse tyrannicam
 » ab ethnicorum superstitione profectam , aut
 » benedictiones , & alias ceremonias , quibus
 » ecclesia in illis utitur , damnaverint ». In can.
 12. ead. sess. & tit. imponitur anathema di-
 centibus « causas matrimoniales non spectare
 » ad iudices ecclesiasticos ». Ab Alexandro VII.
 Deinde proscripta fuit die 7. Januarii & 7 Fe-
 bruarii 1661. Sub excommunicatione latæ sen-
 tentiæ versio missalis romani in linguam galli-
 cam , tanquam novitas perpetui ecclesiæ decoris
 deformatrix , inobedientiæ , temeritatis , audaciæ ,
 seditionis , schismatis , aliorumque plurium ma-
 lorum facile productrix. Ab indictione anathe-
 matis contra adversantes pluribus capitibus dis-
 ciplinæ , planè assequimur illam ab ecclesiâ habi-

um fuisse tanquam dogmati connexam, nec debere quodcumque, nec à quocumque variari, sed à solâ ecclesiasticâ potestate, cui confitet vel perperam factum fuisse, quod hætenus servatum est, vel urgere consequendi majoris boni necessitatem.

Nunc ut videamus, remanet, quam nec utiles, nec diuturnæ fuerint variationes quas proficuas futuras sperabatur. Quod facile vobis patebit, si in memoriam revocaveritis exemplum super calicis usu, quem Pius IV. vehementer postulantibus Ferdinando imperatore, & Alberto Bavarie duce, tandem concedere inductus fuit, nimirum ut aliqui possent episcopi dioceses habentes in Germaniâ sub certis conditionibus ipsum permittere. At cum inde plus mali in ecclesiam quam boni redundasset, S. Pontifex Pius V. necessarium duxit in sui pontificatus exordio hanc concessionem revocare; quod statim præstitit per breves apostolicas litteras, alteras die 8. Junii 1566, datas ad Joannem patriarcham Aquileiensem, alteras item datas postmodum ad Carolum archiducem Austriæ: cumque porro Urbanus Passaviensis episcopus idem flagitasset indultum, rescribens S. Pius die 26 maii 1568 (1):

(1) Relat. à Laderch. Annal. Ecclesiast. ad ann. 1568, pag. 60, edit. Rom. 1733.

magnopere ipsum hortatus est « ad retinendum
 » potius ecclesiæ catholicæ antiquissimum & sanc-
 » tissimum ritum, quam eum quo hæretici utun-
 » tur. . . atque in hâc sententiâ adeo constanter
 » & fortiter manere debes, ut nullius jacturæ,
 » aut periculi metu, ex eâ te dimoveri patiare
 » etiamsi temporalia bona amittenda essent,
 » etiamsi subeundum esset martyrium. Pluris talis
 » constantiæ præmium æstimare debes, quam
 » quantasvis opes & temporalia bona. Mar-
 » tyrium verò adeo non est subterfugiendum
 » homini verè christiano & catholico, ut sit etiam
 » expetendum, & in singularis beneficii loco à
 » Deo accipiendum, & felix habendus sit, quicum-
 » que dignus habitus fuerit qui pro Christo & pro
 » ejus sanctissimis sacramentis sanguinem effun-
 » dat ». Hinc meritò S. Leo magnus, scribens
 » episcopis per Campaniam, Picenum, Thusciam,
 » & universas provincias constitutis de aliquibus
 » disciplinæ articulis suam clausit epistolam (1).
 » Hoc itaque admonitio nostra denunciât,
 » quod si quis fratrum contra hæc constituta ve-
 » nire tentaverit, & prohibita, fuerit ausus ad-
 » mittere, à suo se noverit officio submovendum,
 » nec communionis nostræ futurum esse con-
 » sortem, qui socius esse noluit disciplinæ ».

(1) Epist. 3, tom. 2, oper. edit. Tyrna. 1767.

Nunc procedentibus ad examen capitum decreti conventus nationalis , gravissima sese offert suppressio antiquarum metropolium , necnon & nonnullorum episcopatum , aliorumque ex suis divisio , aliorum de integro erectio. Quâ de re non hic ad criticum examen revocare intendimus illud , quod non sine aliqua dubitatione retulerunt historici super veteri gallicarum provinciarum civili jure administratarum , divisione , ex quâ inferre possemus cum eisdem neque tempore , neque loco ecclesiasticas metropoles convenisse ; at pro re , de quâ nunc agitur , satis est , si innuamus ex divisione metropolium ad jurisdictionem civilem constitutarum , nequaquam emanare ecclesiastici ministerii spacia , ut ex allatâ patet à S. Innocentio I. ratione (1) ,

« nam quod sciscitaris utrum divisis imperiali
 » judicio provinciis , ut duæ metropoles fiunt ,
 » sic duo metropolitanæ episcopi debeant no-
 » minari , non ergo visum est ad mobilitatem
 » necessitatum mundanarum Dei Ecclesiam com-
 » mutari , honoresque aut divisiones perpeti ,
 » quas pro suis causis faciendas duxerit Impe-
 » rator. Ergo secundum pristinum provincia-

(1) Epist. 24 ad Alexandrum Antioch. cap. 2 , apud
 Constant. pag. 852.

» rum morem , metropolitanos episcopos con-
 » venit numerari ». Hujusmodi epistolam ex
 praxi Ecclesiæ gallicanæ præclaris illustrat mo-
 numentis Petrus de Marca , è quo sat erit pauca
 exscribere verba (1). « Gallicana Ecclesia in
 » eandem sententiam synodo Chalcedonenfi ,
 » & Innocentii decreto conspiravit , putavitque
 » nefas esse regum imperio episcopatus novos
 » institui , &c. , quare non est , quod à com-
 » muni universalis ecclesiæ sensu recedamus
 » foedâ in principes adulatione , ut contingit
 » Marco-Antonio de dominis , qui episcopatum
 » institutionem regibus perperam , & contra ipsos
 » canones asseruit ; cujus sententiam recentiores
 » aliqui amplexi sunt. Tota rei istius dispo-
 » nendæ ratio ad ecclesiam pertinet , quem ad-
 » modum dixi ».

Verum , inquiunt , à nobis postulatur ut de-
 cretam diœcesium divisionem approbemus ; at
 maturè expendendum est , num à nobis id fieri
 debeat ; obstare liquidem videtur infecta origo ,
 à quâ ejusmodi hodiernæ divisiones & suppres-
 siones derivantur. Præterea animadvertendum
 est non agi hic de unâ aut alterâ diœcesi im-

(1) De concord. Sacerdot. & Imper. lib. 2 , cap. 9 ,
 num. 4 & 7.

mutandâ, sed de omnibus fere amplissimi regni
 dioecesibus subvertendis, deque tot tamque illustribus ecclesiis è suo loco movendis, cum plures ex illis quæ archiepiscopali honore fulgebant, ad episcopalem gradum dejiciantur, in quam novitatem acriter est Innocentius III invehens, ubi patriarcham Antiochenum his verbis reprehendendum esse putavit, « quod... novo quodam mutationis genere parvificasti majorem, » & magnum quodammodo minorasti, episcopare archiepiscopum, imò potius dearchiepiscopare præsumens » (1).

Quæ item rei novitas tanti habita est ab Ivone carnotensi, ut ad illam avertendam necessarium sibi esse duxerit ad Paschalem II confugere, cumque his verbis compellere (2) » ut » statum Ecclesiarum, qui quadringentis ferme » annis duravit, incontussum manere concedatis, ne hac occasione schisma, quod est » in Germanico regno adversus sedem apostolicam, in galliarum regno suscitetur. » Eodem accedit, ut priusquam ad id deveniendum esset,

(1) Epist. 50, pag. 29, num. 1, epistolar. edit. Paris. Baluz. 1682.

(2) Epist. 238, pag. 103, part. 2, oper. edit. Paris. 1647.

interrogare episcopos , de quorum agitur jure,
 debeamus , ne justitiæ violasse leges contra ipsos
 arguamur : quod quantopere S. Innocentius I
 pontifex detestetur , ex ejusdem perspicitur se-
 quentibus verbis (1) , « quis enim ferre possit
 » ea quæ ab illis delinquantur , quos præ cæteris
 » decebat tranquillitatis & pacis , & concordæ
 » esse studiosos ? Nunc autem præpostero more
 » sacerdotes innoxii è sedibus Ecclesiarum sua-
 » rum exturbantur . Quod quidem primus in-
 » juste perpeffus est frater & confacerdos noster
 » Joannes episcopus vester , cum nullâ ratione
 » fuisset auditus . Nullum crimen assertur , nec
 » auditur . Et quodnam est hoc perditum con-
 » silium ? Ut non sit , aut quæratur ulla species
 » judicii , in locum viventium sacerdotum alii
 » substituuntur , quasi qui ab hujusmodi facinore
 » auspicati sunt , aliquid recti aut habere , aut
 » exegisse judicati possint . Neque enim talia
 » unquam à patribus nostris gesta esse compe-
 » rimus , sed potius prohibita , cum nemini li-
 » centia data sit in locum viventis alium ordi-
 » nandi , nam reproba ordinatio honorem sacer-
 » dotis auferre non potest : Siquidem is episcopus
 » omninò esse nequit qui injustè substituitur » .

(1) Epist. 7 , num. 2 , ad clerum & popul. Constan-
 tinop. apud Constan. pag. 793.

Postremo certiores antè fieri deberemus quid ipsi sentiant populi qui eo privantur bono, suum pastorem citius commodiusque adeundi. Sequitur jam alia mutata, seu potius everſa disciplinæ novitas, de novâ scilicet inducendâ electionum episcopaliū ratione; quâ nimirum infringitur, ac violatur solemnī conventio, seu concordatum inter Pontificem Leonem X, & Regem Franciscum I, initum, ac à generali concilio Lateranensi V approbatum, in quo mutua promittitur paſtorum fides quæ certe jam per ducentos & quinquaginta annos constanter viguit, proindeque in regni legem constituta esse jure censetur. In illo scilicet concordato convenerat inter partes, ratio conferendi episcopatus, prælaturas, monasteria, & beneficia. Illo igitur nunc posthabito, decernitur ab isto conventu, ut in posterum episcopi eligantur à multitudine quorumcumque districtuum aut municipalitatum. In quo sanè conventus ille voluisse videtur falsas amplecti Lutheri & Calvinī opiniones, quas sequutus deinceps est Spalatensis apostata. Asserebant isti juris esse divini, ut episcopi eligerentur à populo. Quam per facile est deprehendere erroneam esse sententiam, si veteres memoriâ recensamus electiones. Moyses enim, ut ab ipso incipiamus, constituit in Pontificem sine suffra-

gio, & consilio multitudinis Aaronem, & post eum Eleazarum, & Christus Dominus noster primum duodecim apostolos, deinde septuaginta duos discipulos sine populi elegit interventu, sanctusque Paulus Timotheum Ephesi, Titum insulæ Cretæ, Dionysium Areopagitam Corinthi, quem apostolus suis manibus ordinavit (1). Sanctus verò Joannes Policarpum Smirnæ dedit episcopum sine ullo plebis consensu (2), ac prope innumerabiles missi fuerunt, ad populos absentes, & infideles qui per Pontum, Galatiam, Cappadociam, Asiam, atque Bithyniam solo apostolorum judicio ecclesias ab ipsis fundatas pastoralis officio gubernarent (3). Quæ electionum ratio quam vera sit, ex sacro sanctis etiam comprobatur conciliis, ut à Laodiceno I (4), atque à Constantinopolitano IV (5). S. Athanasius creavit Frumentium episcopum Indorum in

(1) Euseb. hist. Ecclesiastic. lib. 3, cap. 4, num. 15; ibiq. not. 6.

(2) S. Hieronymus, de viris illustrib. cap. 17, tom. 2, oper. pag. 843, edit. Vallars.

(3) Euseb. citat. cap. 4, num. 5, S. Hieronym. commentar. in cap. 25 Matthæi, tom. 7, oper. pag. 207, edit. Vallars.

(4) Can. 13.

(5) Œcumenic. VIII, act. 10, Canon 12.

concilio sacerdotum , populo infcio (1). S. Basilus elegit in suâ synodo Euphronium episcopum Nicopolitanum absque ulla petitione & consensu civium , & populi (2). S. Gregorius II ordinavit S. Bonifacium episcopum in Germaniâ ; nihil de eâ re scientibus , cogitantibusque Germanis. Ipse Valentinianus Augustus , cum ad eum deferretur ab episcopis electio episcopi Mediolanensis respondit. « Majus est viribus meis istud negotium , vos verò qui divinâ gratiâ repleti estis , » & qui divinam illud numen hausistis , melius » electuri estis » (3). Quæ Valentinianus sensit , ea magis sentire , & declarare deberent Gallici districtus , & amplecti catholici imperantes.

Adversus hæcenus allata insurgunt *Lutherus* & *Calvinus* eorumque asseclæ , opposcentes exemplum S. Petri , qui stans in medio fratrum dixit : « Erat autem turba hominum simul fere centum » viginti , oportet ex his viris , qui nobis sunt » congregati in omni tempore , ut alius eligeretur in locum ministerii , & apostolatûs de quo » prævaricatus est Judas ». Sed perperam insurgunt ; nam primo Petrus non reliquit turbæ li-

(1) Rufin. lib. 10 , histor. cap. 9 , sub fin.

(2) Epistol.

(3) Theodoret. lib. 4 , histor. cap. 7.

bertatem eligendi quemcumque voluisset, sed præscripsit, & designavit unum ex *his viris* qui secum erant congregati. Omnem porro dissipat exceptionem Chrysostomus (1) inquit, « Quid » ergo an Petrum ipsum eligere non licebat? » Licebat utique; sed ne videretur ad gratiam » facere, abstinet ». Quod magis roboratur ex aliis Petri subinde gestis legendis in Epist. S. Innocentii I ad Decentium episcopum Eugutinum (2). Postquam verò per vim Arianorum, quibus Imperator favebat Constantius, exturbati à suis sedibus coeperunt catholici præsules, in easque sedes immitti illorum asseclæ, (ut S. Athanasius deplorat) (3), ipsa temporum coegit necessitas, ut in episcoporum electionibus populus adesset, unde incenderetur ad tuendum in suâ sede episcopum quem coram se electum esse novisset. At non propterea clerus excidit electionis jure, quam constat ad ipsum peculiari semper jure pertinuisse: neque unquam est agnitum, veluti modo contenderetur obtrudi, ad solum

(1) Homil. 3, in act. Apostol. tom. 9, oper. edit. Maurin, pag. 25, litt. B.

(2) Epistol. 25 apud Constant. pag. 366, num. 2.

(3) Histor. Arianor. ad monac. num. 4, tom. 1, oper. pag. 347, edit. Maurin.

populum fuisse electionum jura delata. Neque ideo romani pontifices unquam suam auctoritatem otiosam quiescere pertulerunt; nam divus Gregorius magnus delegavit Joannem subdiaconum, qui Gennam proficisceretur ubi plures erant mediolanenses, ut eorum perscrutaretur voluntates suprà Constantio, quæ si in ipsius favorem perdurarent, eum in episcopum Mediolani tunc à propriis episcopis cum Pontificiæ *autoritatis assensu* faceret consecrari (1). Rursus in epistolâ ad diversos episcopos Dalmatiæ (2) præcepit, ex B. Petri principis apostolorum auctoritate, ut nulli penitus extra consensum, permissionemque suam in salonitanâ civitate manus imponere præsumerent, nec quempiam in civitate ipsâ aliter quam ipse diceret, episcopum ordinare; & si præceptionem suam transgredirentur, dominici corporis, & sanguinis participatione privarentur, & quem ordinavissent, non haberetur episcopus. Item epistolâ ad Petrum episcopum hydruntinum (3) eidem mandavit, ut defunctis episcopis Brundusii, Lupiæ & Gallipolis ad illas se conferret, & visitationem perageret, curaretque ut iis præficerentur sacerdotes tanto ministerio digni, qui

(1) Epist. 30, lib. 3, pag. 646, edit. Maurin.

(2) Epist. 10, lib. 4, pag. 689.

(3) Epist. 21, tom. 6, pag. 807.

ad Pontificem venirent, ut munus consecrationis reciperent. Postmodum epistolâ ad Mediolanenses (1) approbat, quod in locum defuncti episcopi Constantii eligerent *Deus-dedit*, cui, si nihil esset quod per sacros canones posset obviare, decrevit quod ex suâ auctoritate solemniter ordinaretur. S. Nicolaus I non destitit increpare Lotharium regem, quod ad episcopatum viros sibi solum gratos in regno suo efferri studeret, adeoque apostolicâ auctoritate injunxit sub divini judicii obtestatione, ut in Trevirensi urbe, & in Coloniâ Agrippinæ nullum eligi pateretur, antequam relatum super hoc pontificio esset Apostolatu (2). Insuper Innocentius III Sennensem antistitem recenter reprobavit, eo quod se ultrò episcopali solio immiserit, antequam à romano pontifice ad illud vocaretur, vel in illo firmaretur (3). Similiter quoque dejecit Conrandum episcopum à sede tum Hildesiensi, tum Wirtzburgensi, eo quod utramque inconsulto romano pontifice arroganter assumpserat (4). Petiit humiliter S. Bernardus ab Honorio II,

(1) Epist. 4, lib. 11, pag. 1094 & seq.

(2) Ivon. Carnot. decret. part. 5, cap. 357.

(3) Ranald. ad ann. 1099, num. 19.

(4) Albert. Krantz, metropol. lib. 7, cap. 17, § 1.

ut Albericum Catalanensem suo suffragio electum confirmare dignaretur (1), quod plane ostendit S. abbatem agnovisse nullius momenti episcoporum electiones esse, nisi apostolica intercederet approbatio.

Postremo cum continuæ excitarentur discordiæ, tumultus, caterique abusus, oportuit populum ab electionibus remove, ejusque testimonium, & desiderium circa personam eligendam præterire.

Quæ quidem populi exclusio si providè tunc est inducta, cum de solis catholicis ad electiones admittendis agebatur; quid dicendum erit de decreto nationalis conventûs, cujus vi, posthabito clero, electiones hujusmodi gallicis districtibus tribuuntur, in quibus cum contineantur Judæi, hæretici, & multa Etherodoxorum genera, quorum in episcopalibus electionibus non mediocris pars interesset, tunc illud consequeretur, quod maxime abhorruit, ac ferre noluit S. Gregorius magnus, qui ad Mediolanenses scribens (2) testatus est « nos in hominem qui » non à catholicis, & maxime à Longobardis » eligitur, nullâ præbemus ratione consensum...

(1) Epist. 13, tom. 1, oper. pag. 33, edit. Maurin.

(2) Epist. 4, lib. 11, pag. 1094 & seq.

» quia vicarius S. Ambrosii indignus evidenter
» ostenditur, si electus à *talibus* ordinatur ».

Ita enim non solum renovarentur perturbationes omnes, offensionesque jam à tanto tempore abolitæ, sed & facile in Episcopos deligerentur viri, qui illos in suâ errorum corruptelâ socios haberent, & magistros, vel qui saltem occultè in animo sensus foverent congruentes sensibus electorum, ut advertit S. Hieronymus (1) dicens : « Non numquam errat plebis vulgus » que judicium, & in sacerdotibus compromissis, unusquisque suis moribus favet, & non tam bonum, quam sui similem quarit » præpositum ». Quid autem ab hujusmodi Episcopis, qui aliunde intrarent quam per ostium esset expectandum, immò quid non timendum in religionem mali, qui deceptionis laqueo detenti nullo modo à deceptione poterunt corrigere populum (2)? Illi certe qualescumque essent, nullam haberent ligandi & solvendi potestatem, utpote legitimâ missione carentes, & extrâ Ecclesiæ communionem esse statim declararentur ab hac sanctâ sede, quod semper facere in hujusmodi ca-

(1) Lib. 1, advers. Jovin. n. 14, pag. 292, tom. 2, oper. edir. Vallars.

(2) S. Damas. Epist. 3, n. 2, inter collect. à Constant. pag. 482 & 486.

fibus in usu habuit, idque nunc etiam publico programme declarat in omnibus episcoporum Ultrajectensim electionibus (1).

Sed in decreto consequitur aliquid, quod adhuc deterius videtur esse, nimirum electi à suis districtibus episcopi jubentur metropolitanum, vel seniore adire episcopum ad obtinendam ab illo confirmationem, quam si ille concedere recusaverit, præscribitur, ut hujus repulsæ causam in scriptum redigat, utque exclusi interponere possint appellationem *ex abusu* apud magistratus civiles, qui judicaturi erunt super ipso metropolitanorum, vel episcoporum excludentium judicio, penes quos nempe residet de moribus & doctrinâ judicandi potestas, & qui, ut scribit S. Hieronymus (2), constituti fuerunt; ut populum coerceant ab errore. Verum ut magis pateat, quam illegitima sit ac incompetens isthæc ad Laicos appellatio, revocandum in memoriam est celeberrimum illud Constantini Imperatoris exemplum. Cùm enim multi advenissent Nicæam ad celebrandum concilium episcopi,

(1) Benedict. XIV, ad univers. cathol. in fœderato Belgio commorantibus, in ejus Bullar. tom. 1, const. 11.

(2) Advers. luciferian. n. 5, tom. 2, oper. edit. Valar. pag. 176.

opportunum esse censebant , ut idem interesset Imperator , ad quem posset Arianorum nomen deferri. At Imperator acceptis libellis qui ipsi erant oblati. « Mihi , inquit , cum homo sim , » nefas est hujusmodi rerum cognitionem arrogare , cum & qui accusant , & qui accusantur , » sacerdotes sint » (1). Aliâ item multa adduci possent hujus generis exempla , sed nimii in rem manifestâ esse nolumus. Quod si contra afferatur ejus filius Constantius *catholicæ certè ecclesiæ hostis* , qui sibi auctoritatem arrogabat , quam ipsius pater se non habere confessus fuerat , facile est ex SS. Athanasii (2) & Hieronymi (3) scriptis agnoscere quantopere illa sint facta detestati.

Demum quid aliud hisce decretis efficere conventus voluit , quam evertere , & ad nihilum redigere episcopatum ipsum , quasi in illius odium , cujus ministri sunt episcopi ; quibus præterea permanens decernitur consilium presbyterorum , qui vicarii nuncupandi sunt , atque hi ut sex-

(1) Sozomen. histor. Eccles. lib. 1 , cap. 17 , num. 25.

(2) Histor. Arian. ad monar. n. 52 , tom. 1 , oper. edit. Maurin , pag. 376.

(3) Advers. Luciferian. num. 19 , tom. 2 , oper. edit. Vallars. pag 191.

decim numero esse debeant in civitatibus decem millia capitum continentibus, duodecim verò ubi minor esset numerus incolentium. Alios item adfiscere sibi coguntur episcopi, illos nimirum qui suppressarum parœciarum erant parochi, hique vicarii pleni juris appellantur, cujus vi juris, episcopis quibus addicti sunt, minimè obnoxii esse, subjectique debeant. Quod ad primos pertinet, etsi eorum deligendorum episcopis relinquatur arbitrium, hi ipsi tamen inhibentur ad ullum jurisdictionis actum sine illorum nutu, (præterquam provisionaliter) devenire, & eorum quempiam à suo consilio, nisi ex pluribus ipsius consilii suffragiis amovere. Quid hoc aliud est scilicet quam velle, ut unaquæque diœcesis regatur à presbyteris qui episcopi jurisdictionem obruant? Nonne hunc in modum illi contradicitur doctrinæ quæ in actis apostolorum legitur (1). « Spiritus sanctus posuit episcopos » regere ecclesiam Dei, quam acquisivit sanguine suo ». Omnisque sacræ hierarchiæ ordo invertitur prorsus ac perturbatur? Æquantur nempe episcopis presbyteri, quod primum asseruit *Acrius* presbyter, *Wiclephus* porro & *Mar-*

(1) Cap. 20, vers. 28.

filius de Padua, & *Joannes de Janduno*, quos demùm consecutus est *Calvinus* juxta collecta à *Benedicto XIV* in ejus oper. de synod. dioecesan. (1).

Imo ipsis episcopis anteponuntur presbyteri, cùm illi nequeant horum quemque è consilio remove, aut quidquam decernere, nisi ex pluribus vicariorum deliberantium, ut diximus, suffragiis. Et tamen canonici qui capitula legitime fundata componunt, quique ecclesiarum senatum constituunt, non alia cùm in consilium adhibentur ferre possunt suffragia, quam tantum, ut appellant, consultativa, quemadmodum ex duobus conciliis provincialibus Burdegalensibus firmat *Benedictus XIV* (2).

Quantùm porrò ad secundi generis vicarios pertinet qui *pleni juris* nuncupantur, mirabile sane est, ac prorsus inauditum, ut episcopi teneantur illorum adhibere operam, ad quam recusandam, justas habere possunt causas, & ut qui non nisi subsidiarias partes gerant, locumque eorum, qui inhabiles non sunt, suppleant, non etiam iisdem, de quorum officio agitur subji-
ciantur.

(1) Lib. 13, cap. 1, num. 2.

(2) Cit. oper. de Synod. eod. lib. 13, cap. 2, num. 6.

Sed ulterius adhuc est progrediendum. Cum conventus iste ad statuendam seminariorum regendorum legem devenerit, episcopis, ut eligendorum vicariorum ex universo clero potestatem fecit, non ita etiam arbitrio reliquit superiorum, seu rectorum in seminariis electionem; vult enim ut hæc ab ipso unà cum vicariis ex majori suffragiorum numero peragatur, prohibetque illos ab imposito numere, nisi ex plurium vicariorum, ut diximus consensu removeri. Quis hic non videt, quantum episcopis diffidatur, quorum est curam habere institutionis & disciplinæ illorum, qui in ecclesiam adlegendi sunt, ejusque obsequiis addicendi? Et tamen nihil certum magis indubitatumque, quam quod caput & summus administer seminariorum sit episcopus: & quamquam Tridentina synodus (1) mandet, ut duo canonici super ecclesiasticâ alumnorum disciplinâ instituantur, eorum tamen electio relinquitur episcopis, *prout Spiritus sanctus suggesterit*, neque inhærere eorum judiciis, neque assentiri consiliis adstringuntur. Nunc verò quantam poterunt episcopi fiduciam ponere in eorum incurâ, qui electi ab aliis fuerint, juratâ fortasse obf-

(1) Sess. 23, de reformat. cap. 18,

trictis fide , ad infecta illa servanda conventus decreta.

Tandem, ad episcopos in extremæ abjectionis statum deprimendos ac in omnium contemptum adducendos decernitur , ut tribus quibusque mensibus , tanquam mercenariam præstantes operam ; tantam recipiant stipem , quanta non possent amplius indigentium , qui magnam Populi partem constituunt , ærumnas sublevare , multoque etiam minus suum tueri episcopalis characteris gradum. Hæc nova congruæ episcopalis institutio ab illâ prorsus dissidet , quæ attributa episcopis ac parochis fuerit in fundis stabilibus ; quæ ipsi administrarent , fructusque tanquam Domini perciperent ; ideòque ecclesiis *unum mansum* destinatum fuisse reperimus , ut legitur in capitularibus & Caroli Magni (1) , & Regis Lotharii (2).
« Volumus ut secundum jussionem Domini , ac » genitoris nostri unus mansus cum duodecim » bunnariis de terra arabili ibi detur ». Et cum assignatæ aliquibus episcopatuum mensis non sufficerent dotes , augebantur abbatialium fundorum

(1) Capitular. an. 789 , cap. 15 , tom. 1 , pag. 25 ; edit. Paris. Baluz.

(2) Tit. 4 , cap. 1 , tom. 2. pag. 327 , ejusd. edit.

unione ; ut sapius in Galliâ , ac nostri etiam Pontificatûs tempore factum esse recordamur. Nunc verò quo vitam ipsam episcopi tueantur , erit in potestate Laicorum , qui ærario præsunt , quique eos sua illa mercede fraudare valeant , si perversis quæ memoravimus decretis adversentur. Huc accedit ut certâ pecuniæ parte cuique episcopo assignatâ , nemo ex ipsis unquam amplius poterit , cùm necessitas adiget , sibi suffraganeum seu coadjutorem adsciscere , siquidem ei , quod ad vitam dignitatemque tuendam conveniat , ex ecclesiæ fructibus suppeditare non valebit. Quam certè necessitatem non rarò contingere in diocesis novimus vel ob provectam episcopi ætatem , vel ob malè affectam ejus valetudinem , ut quidam Lugdunensis Archiepiscopus ob ejusmodi causam & petierat à Pontifice , & obtinuerat suffraganeum assignatâ eidem congruâ ex Archiepiscopalis mensæ proventibus (1).

Cum jam viderimus , dilecti filii nostri , & venerabiles fratres , valdeque mirati simus decretum isthic esse præcipuorum disciplinæ ecclesiasticæ articulorum immutationem , suppressionis

(1) Benedictus XIV , de Synod. diœs. lib. 13 , cap. 11 , num. 12.

neinpe ,

nempe , divisionis , & erectionis episcopaliū sedium nec non sacrilegæ episcoporum electionis , quæque ex iis damna consequantur , nonne idem ob easdem rationes sentiendum erit de parochiarum suppressionibus , ut vos ipsi in vestrà expositione jam animadvertistis. Sed facere non possumus , quin hîc adjungamus , quod præter commissum provincialibus conventibus munus distribuendi , prout ipsis visum fuerit , suos parœciis fines , in maximam nos etiam adduxit admirationem innumerabilis earum suppressio , cùm jam nationalis decreverit conventus , ut in urbibus , aut oppidis in quibus sex capitum millia tantummodo censeantur , non nisi una constitueretur parœcia. Et quo unquam modo unus parochus sufficere tanto curando populo poterit ? quam ad rem opportunum hîc videtur referre cardinalem Conradum à Gregoriô IX. ad præsidendum Colonienſi ſynodo delegatum , hisce verbis interrogasse quemdam qui aderat parochum quique vehementer contende-
 » parœchiâ tibi subditorum ? cùm ille esse no-
 » vem millia respondisset , tùm cardinalis ad-
 » miratione irâque commotus ; Quis es , inquit ,
 » tu miserrime , qui tot millibus sufficis debitam

» gubernationis curam impendere? nescis, ho-
 » minum perditissime, quia in illo debes tre-
 » mendo iudicio ante tribunal Christi de his
 » omnibus respondere? & tu si tales habes vi-
 » carios, (fratres prædicatores) querularis,
 » qui onus tuum gratis relevent, sub cuius
 » pondere nescius conquassaris: quia igitur ex
 » hac querelâ indignum te curâ omnimodè ju-
 » dicasti, ideo privo te omni beneficio pas-
 » torali (1) », & quamvis illic de novem ho-
 » minum millibus agebatur, hîc verò, nimirum
 » à conventûs decreto, sex tantum millia unius
 » parochi curæ tribuantur, nihilo tamen minus
 » quis non fateatur talem etiam numerum longè
 » longèque unius parochi vires excedere, ac con-
 » sequi propterea debere, ut multi ex paro-
 » chianis necessariò priventur spiritualibus sub-
 » sidiis, pro quibus ad regulares, qui jam sup-
 » pressi sunt, confugere non valebunt?

Transimus jam ad bonorum ecclesiasticorum
 invasionem, ad alterum scilicet errorem Mar-
 salii Patavini, & Joannis de Janduno damnatum
 in constitutione Joannis XXII. (2) & longe

(1) Abraham Bzov. annal. Eccles. ad ann. 1222;
 § 6, edit. Colon. 1621.

(2) Apud Rainald. ad ann. 1327, num. 28 ad seq.

ante decreto S. Bonifacii I. Papæ à pluribus
 relat. (1) « Nulli licet ignorare quod omne ,
 » quod Domino consecratur , five fuerit homo ,
 » five animal , five ager , vel quidquid fuerit
 » semel consecratum sanctum sanctorum erit
 » Domino , & ad jus pertinet sacerdotum .
 » Propter quod inexcusabilis erit omnis qui ea
 » quæ Domino , vel ecclesiæ competunt aufert ,
 » vastat , & invadit , vel diripit , & usque ad
 » emendationem , ecclesiæque satisfactionem ,
 » ut sacrilegus judicetur ; & si emendare noluit ,
 » excommunicetur » Concil. Toletan. VI (2) ;
 ibique not. Loaisæ Litt. D. qui concilii textum
 illustrat : « Quantum piaculum sit res à fidelibus
 » sincerâ fide ecclesiis datas , ab eis auferri , ac
 » distrahi multa hoc tempore extant doctissi-
 » morum virorum scripta , quæ brevitatis causâ
 » prudens omitto. Unum tantum subjiciam , quod
 » in constitutionibus orientalibus scriptum in-
 » venio LL. Nicephorum Phocam donationes
 » monasteriis ac templis relictas prorsus abole-
 » visse , lege etiam latâ , ne ecclesia immobi-
 » libus locupletaretur bonis ; causatus episcopos

(1) Apud Constan. pag. 1050, num. 3.

(2) Habit. ann. 638, can. 15, in collect. Labbe ;
 tom. 6, pag. 1497 & 1502.

» male prodigere ea , quæ pauperibus darentur ;
 » militibus interim deficientibus : cujus teme-
 » rariam hanc impietatisque plenam legem Por-
 » phyrogeneta dominus Basilius junior aliâ lege
 » latâ sustulit , quam dignam , quæ hic appo-
 » neretur exstimavi. « Imperium nostrum , in-
 » quit , quod à Deo profectum est , cum & à
 » monachis , quorum pietas & virtus est testata ,
 » & à multis aliis legem de Dei ecclesiis , &
 » sanctis domibus , vel potius contra Dei ec-
 » clesias , & sanctas eorum domos à domino
 » Nicephoro , qui imperium invasit conditam ,
 » presentium malorum causam fuisse , & radi-
 » cem , & universalis hujus subversionis & con-
 » fusionis , (ut quæ ad injuriam & contume-
 » liam non solum ecclesiarum & sanctarum do-
 » morum , sed etiam ipsius Dei facta sit) in-
 » tellexisset ; & maxime cum id reipsa expertum
 » esset , ex quo enim hæc lex est observata ,
 » nihil boni penitus in hodiernum usque diem
 » vitæ nostræ occurrit , sed contra nullum pe-
 » nitus calamitatis genus defuit , statuit per
 » presentem auream bullam , ut lex prædicta
 » ab hoc presenti die cesset , & deinceps in-
 » firma , & irrita permaneat , & locum habeant ,
 » & in usu sint , quæ de Dei ecclesiis & sanctis
 » & religionis domibus factæ sunt leges ».

Hoc antiquissimum & constans fuit tam optimatum , quàm populi Francorum desiderium. Obtulerunt enim anno 803. Carolo magno sequentes preces (1). « Flexis omnes precamur poplitibus , majestatem vestram , ut episcopi » deinceps , sicut hactenus , non vexentur hostibus , sed quando vos , nosque in hostem pergitur , ipsi propriis resideant in parochiis. . . » illud tamen vobis & omnibus scire cupimus » quod non propterea hoc petimus , ut eorum » res , aut aliquid ex eorum pecuniis , nisi » ipsis aliquid sponte nobis dare placuerit , aut » eorum ecclesias viduari cupiamus , sed magis » eis , si dominus posse dederit , augere desideramus , ut & ipsi , & vos , & nos salviore simus , & Deo potius ipso adminiculante , » placere mereamur. Scimus enim res ecclesiæ » Deo esse sacratas , scimus eas esse oblationes » omnes fidelium , & pretia peccatorum ; quapropter si quis eas ab ecclesiis , quibus à fidelibus collatæ , Deoque sacratæ sunt , aufert , » procul dubio sacrilegium committit , cæcus enim est qui ista non videt. Quisquis ergo nostrum suas res ecclesiæ tradit , domino Deo illas offert , atque dedicat , suisque sanctis

(1) Capitular. tom. I , pag. 405.

» & non alteri , dicendo talia & agendo ita ,
 » facit enim scripturam de ipsis rebus , quas
 » Deo dare desiderat , & ipsam scripturam co-
 » ram altari , aut supra tenet in manu , dicens
 » ejusdem loci sacerdotibus atque custodibus ,
 » offero Deo , atque dedico omnes res , quæ
 » hac in cartula tenentur inserta pro remissione
 » peccatorum meorum atque parentum & fi-
 » liorum. . . . Qui eas inde postea aufert , quid
 » agit nisi sacrilegium ? si ergo amico quid-
 » piam rapere furtum est , ecclesiæ verò frau-
 » dari , vel auferri , indubitanter sacrilegium
 » est Ut ergo hæc omnia à vobis , & à
 » nobis , sive à successoribus vestris & à nos-
 » tris , futuris temporibus absque ulla dissimu-
 » latione conserventur , scriptis ecclesiasticis
 » inferere jubete , & inter vestra capitula in-
 » terpolare præcipite. »

Ad hæc respondit imperator : (1) « Modo ista
 » sicut petiistis concedimus. . . novimus enim
 » multa regna , & reges eorum propterea ceci-
 » disse , quia ecclesias spoliaverunt , resque earum
 » vastaverunt , alienaverunt , vel diripuerunt ,
 » episcopisque , & sacerdotibus , atque quod magis
 » est ecclesiis eorum abstulerunt. . . & ut hæc

(1) Capitular. tom. eod. pag. 407 & 411.

» devotius per futura tempora conserventur ;
 » præcipientes jubemus , ut nullus tam nostris ,
 » quam futuris temporibus à nobis , vel succes-
 » soribus nostris ullo unquam tempore , absque
 » consensu & voluntate episcoporum , in quorum
 » parochiis esse noscentur , res ecclesiarum
 » petere , aut invadere , vel vastare , aut quo-
 » cumque ingenio alienare præsumat ; quod si
 » quis fecerit , tam nostris quam & successorum
 » nostrorum temporibus , poenis sacrilegii sub-
 » jaceat , & à nobis , atque successoribus nostris ,
 » nostrisque iudicibus , sicut sacrilegus , &
 » homicida , vel fur sacrilegus legaliter puniatur ,
 » & ab episcopis nostris anathematizetur ».

Sed quisquis partem habet in hac usurpa-
 tione , perlegat vindictam quam Dominus fecit
 de Heliodoro , ejusque cooperatoribus , qui rapere
 tentaverant thesauros de templo , contra quos Spi-
 ritus omnipotentis Dei magnam fecit suæ offen-
 sionis evidentiam : ita ut omnes qui ausi fuerant
 parere ei , ruentes Dei virtute in dissolutionem ,
 & formidinem converterentur. Apparuit enim illis
 quidam equus terribilem habens sessorem , opti-
 mis operimentis adornatus : isque cum impetu
 Heliodoro priores calces elisit , qui autem ei sede-
 bat , videbatur arma habere aurea. Alii etiam
 apparuerunt duo juvenes virtute decori , optimi

gloriâ, speciosique amictu, qui circumsteterunt eum, & ex utraque parte flagellabant sine intermissione, multis plagis verberantes. Subito autem Heliodorus cecidit in terram, eumque multâ caligine circumfusus, rapuerunt, atque in fellâ gestatoriâ positum injecerunt. Ita legitur lib. 2 Machabæorum (1), & tamen agebatur de pecuniis quæ non pertinebant *ad rationem sacrificiorum*, nec propriæ templi erant, sed inibi asservatis pro alimonîâ pupillorum, viduarum & aliorum; nihilominus ob violatam templi majestatem & sanctitatem & rei alienæ usurpationem inflixit Dominus gravissimam illam Heliodoro, ejusque sociis poenam. Hoc exemplo perterrefactus imperator Theodosius destitit abripere depositum cujusdam viduæ asservatum in ecclesiâ Ticinensi, ut enarrat S. Ambrosius (2).

Atque hic quis unquam sibi persuadeat, quod cum occupentur, atque usurpentur ecclesiarum, ecclesiasticorumque catholicorum bona, præferrentur contrâ fundi protestantibus, quos ipsi in religionem rebellantes invaserant, adductâ conventionum causâ? Scilicet penes nationalem

(1) Cap. 3, vers. 24 ad 28.

(2) Lib. 2, de offic. cap. 29, num. 150 & 151, tom. 2 oper. pag. 106, edit. Maurin.

conventum illæ cum protestantibus conventiones valuerunt, sanctiones verò canonicæ, sanctæque hujus sedis cum rege Francisco I pacta non valuerunt; placuitque illis in ea re gratificari, in qua Dei sacerdotium disperdebatur. Sed quis non facile intelligat, in hac bonorum ecclesiasticorum occupatione, inter cetera in animo haberi, spectarique, ut sacra profanentur templa, ut ecclesiæ ministri in omnium contemptum adducantur, utque alii imposterum à forte Domini deligendâ deterreantur: vix enim ea usurpari bona coeperant, cum statim divini cultus abolitio consecuta est, occlusa templa, sacræ suppellectiles amotæ, & cessare jussus in ecclesiis divinatorum officiorum cantus. Hactenus gloriari potuit Gallia jam VI sæculo penes se introducta floruisse secularium clericorum collegia, seu capitula, ut videre est apud Gregorium Turonensem (1), patetque ex aliis monumentis quæ à Mabillonio in veter. Analect. adducuntur (2). Atque à concilio III Aurelianensi habito anno 538 (3). Sed modo cogitur Gallia ipsa eorum deflere abolitionem adeò injustè, atque indignè in natio-

(1) Histor. Francor. lib. 10, § 16, pag. 535.

(2) Pag. 249. Paris. 1722.

(3) Canon 11, pen. Labbe, tom. 5, concil. p. 1277.

nali conventu decretam. Erat præcipua canonicorum occupatio divinas laudes quotidie in ecclesiis canendo conjunctim perolvere, ut habetur in vitis episcoporum Metentium (1) apud Paulum diaconum, ubi legitur « episcopus Chrodegandus clerum abundanter lege divinâ, romanâque imbutum cantilenâ morem, atque ordinem romanæ ecclesiæ servare præcepit ». Cùm imperator Carolus magnus ad Adrianum I transmisisset opus de sac. imagin., ut ab ipso examini subiceretur, hac opportunitate pontifex ipsum hortatus est, ut plures Galliarum ecclesiæ, quæ quondam apostolicæ sedis traditionem in psallendo recipere recusabant, eam cum omni diligentia amplecterentur, ut cui adhaerant fidei munere, adhererent quoque psallendi ordine. Verba caroli magni longâ enarratione legi possunt apud Georg. de liturgia romani pontificis (2). Ulterius idem imperator voluit, ut in monasterio Centulensi institueretur schola cantorum ad instar illius quam Romæ instituit S. Gregorius magnus, in eaque centum pueri alerentur qui per tres choros divisi monachis in-

(1) Tom. 13, biblioth. PP. edit Lugd. pag. 321.

(2) Tom. 2, dissertat. 1, cap. 7, § 6.

fervirent in auxilium psallendi & cantandi (1).
 Et consonat quod recenter confirmavit *Coloman-
 nus Sanfl.* monachus bibliothecarius in monaste-
 rio S. Emmerami Ratisbonæ in dissertat. (nobis
 dicata) in aureum, ac pervetustum fl. evange-
 liorum codicem mss. ejusdem monasterii (2).
 « Principio id maximè curarunt Gallicani, His-
 » panique episcopi, ut in quavis provincia
 » uniformis in divinis officiis ritus fervaretur :
 » extant varia hæc de re decreta apud Gallos,
 » tum apud Hispanos : insignis est imprimis conf-
 » titutio Toletani concilii IV. (habiti anno
 » 531.) *Cujus* patres post expositam catholicam
 » fidem, nihil antiquius habuerunt quam ut
 » uniformem psallendi modum adstruerent. Ca-
 » non. 2. » Ita antiquum hujusmodi ritum
 indicat Mabillonius in disquisitione de cantu gal-
 licano (3).

Quod igitur jam ab antiquissimis sæculis eccle-
 sia gallicana instruere ac stabilire tantopere flu-
 duit, ut sui ecclesiastici in canonicorum gradu
 decorâ sacri muneris occupatione detinerentur,

(1) Georg. Loer, cit. § 7.

(2) Part. 1, præliminar. § 1, part. 3 & 4.

(3) In calce. suæ Gallic. Liturg. § 5. num. 49, pag.
 418, edit. Paris. 1729.

utque fideles tantò magis ad ecclesias eorum perfunctione invitati concurrerent ad contemplanda divina mysteria , ad consequendam Dei gratiæ reconciliationem ; idipsum modo nationalis conventus uno decreto suo , non sine plurimâ omnium offensione repente sustulit , evertit , abolevit , quâ in parte sequutus est (sicut in cunctis decreti articulis) hæreticorum dictamen , ac in præsentî deliria *Wiclefistar. Magdeburgensium centuriatorum , & Calvinî* , qui in cantus ecclesiastici antiquitatem , & usum debacchati sunt , contra quos copiose agit P. Martinus Gerbert abbas monasterii & congregationis S. Basilii in sylva nigra (1). Qui eum anno 1782 Vindobonam religionis causâ accessimus , pluries nos adiit , nobisque coram comprobavit , quam meritò tam illustrem sui nominis famam sibi comparaverit.

Sed expendant oportet decreti auctores quid in synodo Atrebatensi anni 1025 (2) hujusmodi psalmodiæ hostibus historicè & dogmaticè edicitur , ut majori semper verecundiâ perfundantur . » Quis autem dubitet vos immundo spiritu agi-

(1) De cantu & musica sacra , tom. 2 , lib. 4 , cap. 2 .

(2) Cap. 12 , de psallendi officio in collect. Labbe , tom. 11 , pag. 1181 & seq.

» tari , dum hoc , quod per Spiritum sanctum
 » prolatum , atque institutum est , id est usum
 » psallendi in S. Ecclesiâ abjicitis , & quasi
 » superstitiosum errori cultum imputatis : sumpsit
 » ergo hanc modulandi formam ordo ecclesiast-
 » ticus non ex ludicris aut jocularibus inspecta-
 » tionibus , sed ex veteris & novi testamenti
 » patribus.... unde constat eos de gremio S.
 » Ecclesiæ exterminandos , qui hoc psallendi
 » officium indicant nequaquam ad cultum di-
 » vinum pertinere. . . Patet igitur tales à capite
 » suo , id est , diabolo non dissentire , qui est ca-
 » put omnium iniquorum , qui etiam scriptu-
 » ram sacram intelligens sinistra eam interpreta-
 » tione pervertere molitur». Demum si domus Dei
 decor , & cultus in isto regno prolabatur , neces-
 sariò consequetur , ut ecclesiasticorum numerus de-
 ficiat , illudque contingat , quod S. Augustinus
 (1) refert accidisse Judæorum genti : « quæ
 » postquam cœpit non habere prophetas , pro-
 » cul dubio deterior facta est , eo scilicet tem-
 » pore quo sperabat futuram esse meliorem.

Inceptam jam prosequentes viam gradum ad
 ipsos regulares facimus , quorum bona sibi con-

(1) De civit. Dei , lib. 18 , cap. 45 , num. 1 , tom. 6 ,
 oper. pag. 527 , edit. Maurin.

ventus nationalis arrogavit , minus odiosum tamen prætexens titulum , ut scilicet eorum fructibus uti posset ; quod reipsa quantulum à verâ distat dominii proprietate ? Si quidem edito die 13 februarii decreto , ac post sex dies regiâ sanctione confirmato , suppressa omnia fuerunt regularium instituta , vetitumque etiam , ne ulla alia imposterum admitterentur. At verò quantam illa ecclesiæ utilitatem afferant , ex ipsâ deducit experienciâ concilium Tridentinum (1) ; « quoniam niam non ignorat S. synodus quantum ex monasteriis piè institutis , & rectè administratis in ecclesia Dei splendoris atque utilitatis oriatur ». Ac profecto omnes ecclesiæ patres regularium ordines summis laudibus exornarunt , inter quos S. Joannes Chrysostomus qui tribus integris libris contra illorum oppugnatores acerrimè decertavit (2) , & postquam S. Gregorius magnus monuerat Marinianum Ravennæ archiepiscopum , ne adversus monasteria gravamina exerceret , sed deberet ea defensare , & religiosos illuc summopere congregare (3) , convo-

(1) Sess. 25 , de regular. cap. 1.

(2) Tom. 1 , oper. edit. Maurin. à pag. 44 ad 118 , & opuscul. de comparation. regis & monachi , tom. eod. à pag. 116 ad 121.

(3) Epist. 29 , litt. A , lib. 6 , tom. 2 , oper. edit. Maur.

tavit concilium episcoporum & presbyterorum ;
 in eoque decretum edidit « quod nullus epif-
 » coporum aut secularium ultra præsumat de
 » redditibus , rebus , vel chartis monasteriorum ,
 » vel de cellis , vel villis , quæ ad ea pertinent ,
 » quocumque modo , seu qualibet occasione mi-
 » nuere , vel dolo malo , vel immisiones ali-
 » quas facere ». (1) Insurrexit post modum sæ-
 culo XIII , Guillelmus de sancto amore , qui libro
de periculis novorum temporum , totus fuit in de-
 terrendis hominibus à conversione , & à reli-
 gionis ingressu ; sed liber iste in examen re-
 vocatus à pontifice Alexandro IV *iniquus* ,
sceleratus , *execrabilis* , & *nefarius esse* declaratus
 est (2).

Adversus præfatum Guillelmum scripserunt ,
 eumque refutarunt duo ecclesiæ doctores , S. Tho-
 mas Aquinas (3) , & S. Bonaventura (4). Et
 quoniam eamdem damnatam sententiam reno-
 vavit *Lutherus* damnationem & ipse subiit à

(1) In appendic. epistolar. S. Gregorii magni cit. tom.
 2, pag. 1294, n. 7.

(2) Constit. 35, in illas ejusd. Pontif. in bullar. Ro-
 man., tom. 3, pag. 378, edit. Rom. 1740.

(3) Tom. 25, oper. edit. Paris. 1660, pag. 533 ad 666.

(4) Libell. apologetic. tom. 7, oper. edit. Lugdun.
 1668, pag. 346 ad 285.

Pontifice Leone X. (1) Pariter in uno ex conciliis Rothomagensibus anni 1581 (2), moniti fuerunt episcopi, ut subsidiarios regulares tuerentur, & caros haberent, atque alerent sicut coadjutores, omnesque illis factas injurias & contumelias, suas esse existimarent & propulsarent. Memorabilia semper erunt pia vota divi Ludovici IX, Galliarum regis, cui in animo infederat, ut duo, quos in orientali expeditione susceperat filios, cum ad annos discretionis pervenissent, intra septa monasterii nutritrentur; alter apud dominicanos, apud minoritas alter, ut sacris institutis, & litteris instruerentur, & ad amorem religionis inducerentur, desiderans toto corde, ut documentis salutaribus informati Domino inspirante loco, & tempore ipsas religiones intrarent (3). Novissime verò auctores operis inscripti, « nouveau traité » de diplomatique » (4), cum refellerent adversarios exemptionum regularium hæc in verba

(1) Bulla in collect. concilior. Labbe, tom. 19, p. 153.

(2) In ead. collect. Labbe, cap. de curator. offic. n. 41, tom. 21, pag. 651.

(3) Vita S. Ludovici, cap. 14, inter francor. script. collect. à Duchesne, tom. 5, pag. 448 in fin.

(4) Où l'on examine les fondemens de cet art, tom. 5, pag. 379, in fin. & 380, edit. Paris. 1762.

prorupuerunt

pro rupuerunt. « Quelle attention peuvent donc
 » mériter les déclamations de l'historien du
 » *droit public ecclésiastique français*, contre
 » les privilèges accordés aux monastères; pri-
 » vilèges, dit-il, et exemptions, qui n'ont pu
 » être accordées sans renverser la hiérarchie,
 » sans violer les droits de l'épiscopat, et qui
 » sont de vrais abus, et en ont produit de fort
 » considérables. *Quelle témérité* de s'élever ainsi
 » contre une discipline si ancienne, si autori-
 » sée dans l'église et dans l'état ! »

Non hic inficiamur, neque mirum cuiquam
 videatur, apud aliquos regulares remissio-
 rem aliquando, languidiorem que effectum esse posse
 suorum institutorum spiritum, neque pristinam
 disciplinæ ab iis præscriptæ rigorem retineri.
 At propterea ne abolendi illi sunt ordines ?
 Audiatur hanc ad rem, quod in concilio Ba-
 zileensi objecit Petro Rayne, regulares oppu-
 gnanti, Joannes de Polemar. Iste minime qui-
 dem negavit invaluisse aliqua inter regulares
 reformatione digna : illud tamen adjunxit,
 quod « licet in religiosis multa sint, hoc tem-
 » pore, quæ reformatione indigent sicut et in
 » cæteris statibus ; tamen nihilominus multum
 » illuminant ecclesiam prædicationibus, et doc-
 » trinis ; et nemo prudens in caliginoso loco

» existens , lucernam extinguit non bene sibi
 » lucentem ; sed habentem succum , seu scho-
 » riam , curat aptare quo melius potest. Nam
 » melius est , quod aliquantulum turbide lu-
 » ceat , quam si penitus esset extincta » (*a*).
 Quæ plane sententia ab alia derivatur , quam
 S. Augustinus tanto ante protulerat , nimirum
 (*b*) » numquid ideo negligenda est medicina
 » quia nonnullorum insanabilis est pestilentia « ?

Qua propter regularium abolitio , à conventu
 nationali plaudente hæreticorum commentis
 decreta , lædit statum publicæ professionis conci-
 liorum evangelicorum ; lædit vivendi rationem
 in ecclesiâ commendatam , tanquam apostolicæ
 doctrinæ consentaneam , lædit ipsos insignes
 fundatores , quos super altaribus veneramur ,
 qui non nisi à Deo inspirati eas instituerunt
 societates. Sed ulterius etiam progreditur con-
 ventus nationalis , statuitque in decreto die 13
 februarii 1790. Se nequaquam recognoscere so-
 lemnia religiosorum vota ; et consequenter de-
 clarat ordines et congregationes regulares in
 quibus illa emittuntur , suppressas esse in gallia ,

(*a*) In collect. Labbe , tom. 17. pag. 1251.

(*b*) Epist. 93 , n. 3. tom. 2 , oper. pag. 231 ; edit.
 Maurin.

et suppressas remanere , neque unquam restitui in posterum posse. Quod quid est aliud quam manus in vota majora ac perpetua immittere , eaque abolere , quæ tantum modo ad pontificiam spectant auctoritatem ? Vota enim majora , inquit , S. Thomas (a) , puta continentiae , &c. summo pontifici reservantur. Cumque agatur de promissione Deo solemniter *facta ad nostram utilitatem* , ideo in psalm. 75 , vers. 12. Legitur « vovete et reddite Domino Deo vestro » et in ecclesiaste (b). « Siquid vovisti Deo , ne moreris reddere , displicet enim ei infidelis et statuta promissio , sed quodcumque voveris redde ».

Præterea cum ipse etiam summus pontifex peculiaribus pro tempore inductus rationibus , existimet concedendam à se esse solemnium votorum dispensationem , in idipsum non ex potestatis suæ arbitrio sed per modum declarationis procedit , neque mirum hic videri debet *Lutherum* docuisse , *vota non reddere Domino Deo suo* , cum ipse fuerit apostata , et religionis suæ desertor. At ut ipsa conventus nationalis consultissima , ut sibi videntur ,

(a) 2. 2. quest. 88 , art. 12. in fin.

(b) Cap. 5. vers. 3.

membra reprehensionem , exprobrationem que effugerent , quam ex tot dispersorum religiosorum conspectu in se se obventuram agnoscebant , iisdem suæ professionis habitum ademerunt , ne ulla remaneret præteriti status , à quo deturbati erant , species , ac ipsa etiam aboleretur ordinum memoria. Suppressi igitur ipsi ordines sunt , tam ut in eorum invaderetur bona , quam ne amplius quisquam existeret , qui populos ab errore , ac à morum corruptione revocaret. Hoc ipsum tam pravum ac tam pestilens artificium graphicè describitur , reprobaturque , à concilio Senonensi , quod ab initio laudavimus.

« Monachis et aliis voto obstrictis libertatem
 » lasciviendi indulgent ; quibus relicto velo ,
 » et abjectâ cucullâ ad sæculum redeundi facultatem relaxant , et apostasiam permittunt ,
 » Romanorum pontificum decreta , decretales
 » epistolas etiam , et canones conciliares enervare contendunt » (a).

Ad ea quæ modo exposuimus de votis regularibus , adicere oportet immane iudicium latum adversus sacras Virgines , eas à suis claustris ejiciendo , ut egit *Lutherus* qui « Sancta illa
 » Deo vasa polluere non veretur , consecratas

(a) In collect. Labbe , tom. 19. pag. 1157 et 1158.

» que Christo Virgines , et vitam monasticam
 » professas extrahere è monasteriis suis , et
 » mundo , imo diabolo ; quem semel abjura-
 » verunt , reddere (a) , „ Cum moniales (pars
 catholici gregis illustrior) sæpe per suas ora-
 tiones gravissima à civitatibus averterint peri-
 cula , ut suo tempore Romæ evenisse S. Gre-
 gorius magnus agnoscit , « si ipsæ , inquit ,
 » (moniales) non essent , nullus nostrum ,
 » jam per tot annos in hoc loco subsistere inter
 » Longobardorum gladios potuisset (b) . » Et
 Benedictus XIV , loquens de suis monialibus
 Bononiensibus fatetur . « Urbem Bononiæ multis
 » ab hinc annis tot calamitatibus jactatam stare
 » non potuisse , nisi preces assiduæ nostrarum
 » monialium incensam Dei iracundiam miti-
 » gassent (c) . »

Intereà moniales , quæ nunc in Galliâ ma-
 ximis perturbationibus agitantur , in plurimam
 commiserationem nos adduxerunt ; cum magna
 earum pars ex universis istis provinciis dolo-

(a) Hadrianus VI. In breve ad Frideric. saxonie
 duc. advers. luther. in collect. Labbe, tom. 19,
 pag. 10, l. 4.

(b) Epist. 26, lib. 7, pag. 872. edit. Maurin.

(c) Institut. ecclesiasticæ. 29, pag. 142. edit. Romæ.
 1747.

rem nobis suum per litteras exponerent, quod in suis retinendis institutis, votisque solemnibus servandis impedirentur, unàque declararent certum sibi, fixum, deliberatumque esse animo, prius quæcumque aspera subire ac pati, quàm à vocatione suâ recedere. Proinde non possumus apud vos, dilecti filii nostri, ac venerabiles fratres, non amplissimum illarum constantiæ, et fortitudinis testimonium exhibere, à vobisque vehementer petere, ut iisdem hortationis vestræ stimulos adjungatis, ac subsidia, quantum in vobis erit, omnia deferatis.

Possemus adhuc ad alia animadvertenda pergere super illo conventus decreto, siquidem à principio usque ad alius exitum nihil fere in eo est, quod non sit cavendum, ac reprehendendum; omnesque ejus sensus inter se adeò nexi consentientes que sunt, ut vix ulla pars sit ab erroris suspicione libera. Sed cum jam declarassemus potiora quæ in eo sunt errorum monstra, atque interim, quod minime expectabamus, in publicis foliis perlegissemus Episcopum Augustodinensem suo se sacramento in ejus decreti verba obstrinxisse, tanto dolore pene exanimati fuimus, ut hæc quæ ad vos scribimus intermittere deberemus. Afflictio nos-

tra mirum in modum augebatur ut *per diem ac noctem non tacuerit pupilla oculi nostri*, cum videremus eum episcopum ab aliis disjungi, separarique à collegis suis, unumque ex omnibus hactenus esse, qui Deum in suorum errorum testem adduceret. Et quamvis ipse conatus sit tueri se, ac immunem præstare in uno tantum articulo attingente diœcesium restrictiones, populorumque ad alias diœceses translationes, cum fucum facere ignaris vellet, atque illudere; illâ prorsus inepta comparatione usus est, totius nimirum populi, qui ob publicas arumnas, aut aliâ urgente necessitate per civilem cogitur potestatem de unâ ad aliam transire diœcesim. Differunt enim maxime inter se duo hæc exempla; quoniam ubi populus suâ diœcesi relicta, se transfert ad aliam, episcopus ejus diœcesis, ad quam accedit, propriam et ordinariam exercet intra fines suæ diœcesis in novos incolas jurisdictionem; jurisdictionem, inquit, non à civili potestate quæsitam, sed quam juri suo referre debet acceptam. Juris quippè est, ut qui in diœcesi degunt, ii omnes ratione domicilii et incolatus ad episcopum pertineant, in cujus diœcesi morantur. Quod si accadat ut episcopus diœcesis, à quo populus abscedit, sine plebe re-

maneat, non idcirco fiet unquam, ut pastor sine grege desinat episcopus esse, aut ecclesia nomen cathedralis amittat: sed tam episcopus, quam ecclesia sua retinet jura episcopatus et cathedralitatis, uti est de ecclesiis sive per Turcas, sive per alios Infideles occupatis, qua episcopis titularibus sæpe conferuntur. Contra vero ubi diœcesium fines ita variantur, ut vel integræ, vel earum partes ab episcopo ad quem pertinent ad alium transferantur, tunc sane deficiente legitima ecclesiæ auctoritate, nequit episcopus, cui vel integra diœcesis adimitur, vel pars ejusdem decerpitur, deserere gregem sibi concreditum, et nequit alter episcopus novâ diœcesi illegitime auctus, suas alienæ diœcesi manus immittere, et regimen alienarum ovium suscipere. Missio enim canonica, et jurisdictio quam quisque habet episcopus, certis septa est limitibus; nec unquam civilis auctoritas efficere poterit, ut illa aut latius pateat, aut intra arctiores limites coercetur.

Nihil ergo magis insipienter excogitari potuit illâ comparatione, quæ de transitu populi ad alienam diœcesim deque novâ diœcesium, earumque finium immutatione obtruditur. In primo enim casu eam exercet episcopus juris-

dictionem , quam in suâ diœcesi proprio sibi
 vindicat jure ; contra vero in altero casu eam
 ipse jurisdictionem extendit , quæ in alienâ
 diœcesi nullâ ratione spectare ad illum potest.
 Nihil itaque præstito ab Augustodenensi sacra-
 mento reperimus , quo se possit ex catholico
 sensu in ullâ impietatis parte defendere. Inter
 condiciones quæ ad licitum jusjurandum requi-
 runtur , præcipuæ sunt , ut verum illud sit et
 justum. Ubi nunc veritas , ubi justitia esse po-
 test , quando ex jam superius adductis princi-
 piis , nihil illic , nisi falsum , atque injustum
 deprehenditur ? Nec jam poterit Augustodu-
 nensis ullo se modo excusare , si dicat præci-
 pitanter illic atque inconsiderate se gessisse.
 Nonne consultò , cogitatòque ad sacramentum
 processit , cum ipsum falsis munire satage-
 ret rationibus , cumque jam intellexisset , quæ
 cæterorum episcoporum essent sententiæ doctè
 pièque impugnantium conventus decretum ;
 cumque jam non posset non præ oculis ha-
 bere aliud planè oppositum in suâ adhuc re-
 centi consecratione emissum sacramentum ?
 Itaque omnino dicendum est illum lapsum esse
 in voluntarium et sacrilegum perjurium quod
 nempe ecclesiæ dogmatibus , ejusque certissimis
 juribus adversatur.

Atque hic opportunè commemoranda existimamus ea quæ in Angliâ Regis Henrici II, tempore acciderunt. Is planè simile decretum, paucioribus tamen verbis exscriptum fecerat, per quod ecclesiæ anglicanæ libertatem abolens, primatûs sibi jura ibidem arrogabat. Ipsum episcopis proponens imperavit, ut in ejus decreti verba jurarent, in *avitas* scilicet, ut appellabat, *regni consuetudines*. Illi cum parerent, in jurando tamen hanc adjiciebant clausulam, *salvo ordine suo*, sed hæc clausula regi non placebat, cum diceret. *Verbo illi venenum inesse et captiosum esse illud salvo ordine suo.* Jubebatque ut *absolutè et absque adjectione regias consuetudines observaturos promitterent.* Etsi eo responso perculsi, metnque consternati essent episcopi, tamen ad resistendum excitabantur ab archiepiscopo Cantuariensi, postea martyre S. Thomâ. Atque eos confortabat pontifex, et ad constantiam in munere pastoralis cohortabatur. « Sed in dies gravissimis cre-
 » brescentibus vexationibus et malis, episcopi
 » aliqui exorabant archiepiscopum, ut sui misereretur, et cleri, et quod pertinaciam relaxaret, ne ipse carcerem, et clerus exterminium pateretur. Vir invictæ constantiæ, et
 » in Petra Christi fundatus, et usque tunc nec

» blanditiis emollitus, nec terroribus concus-
 » sus, tandem potius super clerum, quam su-
 » per se miseratione motus, à gremio veritatis,
 » ac à sinu matris avellitur ». Post eum alii
 jurarunt episcopi; sed archiepiscopus cum ag-
 novisset errorem suum, maximo oppressus do-
 lore ingemuit, et suspirans ait. « Pœnitet,
 » et graviter perhorrescens excessum, me ipsum
 » indignum judico de cæterò ad eum accedere
 » in sacerdotio, de cujus ecclesiâ contraxi
 » tam vile commercium : silebo itaque sedens
 » in mœrore, donec visitaverit me oriens
 » ex alto, et per ipsum Deum, et Dominum
 » Papam merear absolvi : videre enim jam mihi
 » video, quod meis peccatis exigentibus, de-
 » beat ancillari Anglicana ecclesia, quam mei
 » prædecessores inter tot et tanta quæ mundus
 » novit pericula rexerunt tam prudenter, pro
 » quâ inter hostes ejus militaverunt tam forti-
 » ter, et triumphaverunt tam potenter; scili-
 » cet quæ ante me extitit Domina, per me
 » miserum videtur ancillanda, qui utinam con-
 » sumptus essem ne oculus me videret ».

Festinanter misit Thomas litteras ad ponti-
 ficem, eique vulnu detexit, medicinam quæ-
 rens absolutionem postulavit; et pontifex ag-
 noscens Thomam non ex propriâ voluntate,

sed ex improvidâ pietate juramentum emisisse, justâ commotus miseratione apostolicâ absolvit auctoritate. Litteras pontificias tanquam cœlitus sibi missas Thomas suscepit, nec destitit regem suaviter fortiter que monere, ea ingerens, quæ ad ecclesiæ læsionem currentem principem merito retardare debuissent. Interim rex certior factus quod Thomas ab initâ promissione desciverat, misit litteras ad pontificem quibus duo sibi concedi postulavit. Primum ut consuetudines regiæ, Romæ probarentur; alteram ut apostolicæ legationis prorogativa à Cantuariensi ecclesiâ ad Eboracensem transferretur. Primam petitionem pontifex rejecit, ut ex litteris Thomæ directis: alteram admisit salvâ honestate ecclesiastici ordinis, et per alias apostolicas litteras scriptas episcopo Eboracensi mandavit ut se abstineret ab actis jurisdictionis in provincia Cantuariensi, neve in illam crucem deferret. Postmodum Thomas aufugit in Gallias, et deinde Romam, et à pontifice humaniter exceptus, produxit scriptum in quo legebantur regiæ consuetudines, quæ sexdecim capitulis continebantur, eoque recognitæ, rejectæ fuerunt. Tandem Thomas in Angliam reversus intrepidus ad supplicium processit, et memor divini præcepti « qui vult venire post me abneget se-

» met ipsum , et tollat crucem suam et sequatur me ». Ecclesiæ ostia patefecit lictoribus , seseque Deo , Beatæ Mariæ , et sanctis suæ ecclesiæ patrónis ferventer commendans , acceptis in capite vulneribus pro lege Dei et ecclesiæ libertate gloriosi martyrii palmam reportavit. Hæc excerptimus ab *Arfold. Annal.* Ecclesia Anglicanæ (a).

Quis ex his non statim agnoscat , ut similima sint nationalis conventus et Henrici II gesta ? A conventu emanarunt decreta ecclesiasticam auctoritatem sibi arrogantia , ab eodem omnes ad jurandum compelluntur , præcipue episcopi , alique ecclesiastici : ac in eum ipsum transfertur sacramentum , quod Romano pontifici præstant episcopi. Occupati sunt ecclesiastici fundi , ut fuerunt ab Henrico , quorum S. Thomas restitutionem flagitavit. Coactus est christianissimus rex ei decreto suam interponere sanctionem. Eidem denique conventui cum proposita fuerit declaratio , quâ episcopi distinctis civilibus ab ecclesiasticis iuribus ; illa se agnoscere , et adimplere velle professi sunt , respuentes cetera , quæ extra conventus posita sunt potestatem , ad instar

(a) Tom. 4. Ann. 1054 ad 1171.

præstantium christianorum militum , qui inser-
viabant Juliano apostatæ , quos celebrat; Au-
gustinus his verbis (*a*). « Julianus extitit inf-
» delis imperator , extitit apostata , iniquus ido-
» latra , milites Christi servierunt imperatori
» infideli : ubi veniebatur ad causam Christi ,
» non agnoscebant nisi illum , qui in cœlo erat ;
» si quandò volebat ut idola colerent , ut thurifi-
» carent , præponebant illi Deum ; quandò autem
» dicebat , producite aciem , ite contra illam
» gentem , statim obtemperabant , distinguebant
» Dominum æternum à Domino temporali. „
Nihilominus conventus nationalis etiam rejecit
declarationem , sicut Henricus II. Admittere
recusavit supra enunciatam clausulam , *salvo*
ordine suo. A primo ad ultimum caput inter
se plane consentiunt improbi tam conventus ,
quam Henrici regis conatus. At non solum
conventus iste Henricum II , sed imitatus est
octavum etiam , qui cum sibi ecclesiæ Angli-
canæ primatum usurpasset , omnem eam potes-
tatem , in Cromwelem Zuvinglianum transtulit ,
eumque vicarium suum generalem circa spiri-
tualia declaravit , ipsi visitationem omnium

(*a*) Enarr. in psalm. 124 , num. 7. in fin. tom.
4. oper. pag. 1416 , edit. Maurin.

regni cænobiorum committens; atque is à conjuncto sibi, prorsùsque consentiente Cranmero amico suo, lustrationem eam peragi in suâ provinciâ fecit, omnem impendens curam, ut ecclesiasticus iste regis primatus stabiliretur, in eoque potestas omnis posita esse agnosceretur, quam ecclesia à cœlo regi Christo Domino, sibi tantum commissam receperat. Hæ ipsæ visitationes peragebantur per monasteriorum suppressiones, sacrilegamque bonorum ecclesiasticorum deprædationem, eodemque tempore, et in Romanum pontificem odio, et habendæ alienæ rei cupiditati, atque avaritiæ satisfiebat. Ut tum Henricus VIII; simulavit nihil aliud in sacramenti formulâ episcopis propositi contineri, nisi civilem, et sæcularem obedientiam, ac fidelitatem, cum reverà abolitionem pontificiæ auctoritatis includeret, ita nunc prævalens gallicus conventus præfigens suo illi decreto titulum « sur la constitution civile du clergé ». Reverà omnem capitis ecclesiæ potestatem abrogavit, prohibens episcopis, nè alias nobiscum partes peragerent, quam ut nos eorum, quæ jam sine nobis acta, expletaque essent, facerent certiores. Quis illa conventûs membra in animo tum habuisse non existimet, sibi que proposuisse adoptanda in suâ constitutione Angliæ regum secundi et octavi Henrici decreta? Secus

enim quâ ratione expressam horum formam assequi potuissent? Illud tamen discrimen intercedit, quod hæc recentia aliquanto sint pristinis illis deteriora.

Sed cum jam inter se contulerimus duorum Henricorum, et nationalis conventus acta, progrediamur nunc ad pariter invicem comparandum episcopum Augustodinensem cum aliis collegis suis; et ne minutim omnia persequendo delassemur, satis erit præ oculis habere ipsum conventus decretum, in cujus ille verba sine ullâ exceptione juravit; ita enim facile judicabimus de diversâ ejusdem, et ceterorum episcoporum credendi ratione. Hi quidem immaculatè ambulantes in lege Domini magnam prætulerunt animi constantiam in servando dogmate, doctrinâque suorum prædecessorum, inhærendo primæ Petri cathedræ, in suis exercendis, tuendisque juribus, in adversando novitatibus, in nostrum expectando responsum, undè, quid agendum sibi esset, agnoscerent: una eorum omnium vox fuit, una confessio, sicut una fides est, unaque traditio, et disciplina. His exemplis, ac episcoporum rationibus, obstupescimus, cum videamus Augustodunensem commotum non fuisse. Simili comparatione ante nos usus erat episcopus Meldensis

Bossuetius

Bossuetius apud vos celeberrimus , et non suspectus auctor (a) inter duos , Thomam Cantuariensem unum , et Thomam Cranmerum alterum , quam hic inserendam ducimus , ut qui hæc legent , quam hæc nostræ similis sit animadvertant. « S. Thomas de Cantorbéri ré-
 » sista aux rois iniques ; Thomas Cranmer leur
 » prostitua sa conscience , et flatta leurs pas-
 » sions. L'un , banni , privé de ses biens , per-
 » sécuté dans les siens et dans sa propre per-
 » sonne , et affligé en toutes manières , acheta
 » la liberté glorieuse de dire la vérité , comme
 » il l'a croyoit , par un mépris courageux de
 » la vie et de toutes ses commodités ; l'autre ,
 » pour plaire à son prince , a passé sa vie dans
 » une honteuse dissimulation , et n'a cessé
 » d'agir en tout contre sa croyance. L'un com-
 » battit jusqu'au sang pour les moindres droits
 » de l'église ; et en soutenant ses prérogatives ,
 » tant celles que Jesus-Christ lui avoit acquises
 » par son sang , que celles que les rois pieux
 » lui avoient données , il défendit jusqu'aux
 » dehors de cette sainte cité. L'autre en livra
 » aux rois de la terre le dépôt le plus intime ,

(a) Histoire des variations des églises protestantes ,
 lib. 7. num. 114. tom. 3, oper. edit. Paris 1747.

„ la parole , le culte , les sacremens , les clefs ,
 „ l'autorité , les censures , la foi même : tout
 „ enfin est mis sous le joug ; et toute la puis-
 „ sance ecclésiastique étant réunie au trône royal ,
 „ l'église n'a plus de force , qu'autant qu'il plaît
 „ au siècle. L'un , enfin , toujours intrépide , et
 „ toujours pieux pendant sa vie , le fut encore
 „ plus à la dernière heure. L'autre , toujours
 „ foible et toujours tremblant , l'a été plus que
 „ jamais dans les approches de la mort ; et à
 „ l'âge de soixante-deux ans , il a sacrifié à un
 „ misérable reste de vie , sa foi et sa conscience.
 „ Aussi n'a-t-il laissé qu'un nom odieux parmi
 „ les hommes ; et pour l'excuser dans son
 „ parti même , on n'a que des détours ingé-
 „ nieux , que les faits démentent : mais la gloire
 „ de S. Thomas de Cantorbéri vivra autant que
 „ l'église ; et ses vertus , que la France et l'An-
 „ gleterre ont révérees comme à l'envi , ne
 „ seront jamais oubliées „.

Ast Multo mirabilius est quod augustodu-
 nensis non percelleretur declaratione capituli ,
 ecclesiæ cathedralis sræ die primâ decembris
 proxime præteriti (a) emissâ ; neque erubes-
 ceret quod in ejusdem vituperationem incur-

(a) Auteur de l'Imprimerie de Dejussien 1790.

risset , atque ab eo instrui deberet clero , cui par erat ut ipse exemplo , doctrinâque per-
luceret. Ea declaratione scilicet augustodunen-
sis clerus , verissimis ecclesiæ innixus principiis
in hunc modum in decreti errores invehitur.

“ Le chapitre d'Autun déclare , 1^o. adhérer
„ formellement à l'exposition des principes sur
„ la constitution du clergé , donnée par MM.
„ les évêques députés à l'assemblée nationale le
„ 30 octobre dernier. Déclare , 2^o. que sans
„ manquer au devoir de sa conscience , il ne
„ peut participer directement , ni indirectement
„ à l'exécution du plan de la nouvelle consti-
„ tution du clergé , et notamment en ce qui
„ concerne la suppression des églises cathédra-
„ les ; et qu'en conséquence il continuera ses
„ fonctions sacrées et canoniales , ainsi que
„ l'acquittement des nombreuses fondations
„ dont son église est chargée , jusqu'à ce qu'il
„ soit réduit à l'impossibilité absolue de les
„ remplir. Déclare , 3^o. qu'en qualité de con-
„ servateur né des biens et des droits de l'é-
„ vêché , et en vertu de la juridiction spiri-
„ tuelle qui est dévolue aux églises cathédrales
„ pendant la vacance du siège épiscopal , il
„ ne peut consentir à aucune nouvelle circons-

„ cription qui seroit faite du diocèse d'Autun,
 „ par la seule autorité temporelle „

Interim ignorare nolumus augustodunensem, ac cum eo quisquis alius ipsum interim imitatus fuerit pejerando, quod episcopi qui ariminensi interfuerunt concilio, subscripserunt que ambigua, captiosæque illi formulæ ab arianis, quod iidem deciperentur inventæ, intentatisque etiam ab imperatore constantio minis perterriti, iudicio liberii pontificis admoniti fuere, quod si in errore perseverassent, *ecclesiæ catholicæ spirituali vigore essent plectendi* (a). Studio quoque S. Hilarii Pictaviensis ab ecclesia Arelatensi expulsus fuit Saturninus episcopus (b) ut pote obstinate persistens in sensu episcoporum arianorum. Demum sententiâ liberii confirmata per S. Damasum fuit epistola synodica in concilio nonaginta episcoporum data, ut Orientales etiam palam declarare possent se sui erroris pœnitere, si catholici haberi atque esse

(a) Epist. liber. ad cathol. epis. in fragment. ex oper. historic. S. Hilar. fragment. 12, pag. 1358, edit. Maurin.

(b) Sulpic. sever. histor. sac. lib. 2, cap. 45, tom. 2, oper. pag. 245, edit. Veron.

voluissent. "Credimus autem languentes in isto
 ,, conamine , non tardè à nostrâ separandos
 ,, esse communione , et ab eis episcopatus no-
 ,, men auferri , quatenus populi eorum liberati
 ,, errore respirent (a).

Negari quidem nullo modo potest augustodu-
 nensem , suosque imitatores in eorum se coniecisse
 statum , qui ut diximus , iudicium subierant
 liberii , Hilarii , et Damasi , atque ideo si suum
 illud sacramentum non revocaverint , sciant
 quid jam expectandum sibi sit. Quæ hactenus
 recensuimus , ac pertractavimus non ex mente
 nostrâ , sed ex purioribus sacræ doctrinæ fonti-
 bus , ut videtis , eruimus. Nunc autem ad vos
 convertimur fratres nostri carissimi , et deside-
 ratissimi , gaudium nostrum , et corona nostra ,
 qui quamvis nulliûs hortationis stimulis indigea-
 tis , cum nos ipsi in vobis gloriemur pro vestrà
 fide in cunctis ærumnis , et pro egregiis evul-
 gatis instructionibus , rationabilem comprobe-
 mus dissensum vestrum à decreto istius conven-
 tûs ; nihilominus quia in eam temporum cala-
 mitosam at conditionem devenimus , ut etiam his

(a) Epist. ad epis. illyricos epist. 3 , num. 2 , apud
 constan. pag. 482 et 486.

qui sibi stare in Domino videntur , omnia diligenter præcavenda sint ; ideò pro commissis nobis , licet sine ullo merito nostro , curæ pastoralis officio , dilectiones vestras summâ quâ possumus contentione hortamur , ad servandam omni animorum fervore inter vos ipsos concordiam , ut conjunctis studiis , operâ et consiliis , uno spiritu ab insidiis et conatibus novorum legislatorum , catholicam religionem tueri , Deo adjuvante , valeatis : ut enim ad locum adversariis patefaciendum nihil aptius esse posset quam animorum vestrorum inter se dissidentium disjunctio , sic ad intercludendos illis omnes aditus , omnesque evertendas molitiones nihil concordiam , vestrarum que voluntatum consensione opportunius est , atque efficacius. Hisce ferme verbis S. Pius V. , prædecessor noster excitavit capitulum , et canonicos ecclesiæ Bisuntinæ (a) qui in similia tempora inciderant. Forti igitur ac constanti animo estote , nec ullorum periculorum denunciatione , aut minis ab incepto desistite , ac recordamini , ut David impavidè respondit giganti , Machabai intrepidè Antiocho ; sic Basilius Valenti , Hilarius Constanti , Ivo Carnotensis Philippo

(a) Epist. 6 , lib 3. Edi. Autnerp. 1640.

Regi. Jam quodstrarum est partium publicas preces renovavimus ; hortati regem sumus ne suam vellet interponere sanctionem , duos archiepiscopos qui eidem aderant regi , quid ab eis agendum esset monuimus , utque exarare , quantum in nobis erat remissionem que reddere tertii istius quem appellant status furorem possemus , exactiones illas suspendi interim jussimus taxationum pro gallicis expeditionibus ex pristinis conventionibus , perpetuam que consuetudine nostris officiis debitam : ex qua liberalitate nostram illud per ingrattissimam compensationem retulimus , ut excitatam atque auctam a non nullis ex conventu , avinionensium ab apostolica sede rebellionem doleremus , a qua nos , sancta que hac sedes reclamare non cessabit. Præterea nos hactenus continuimus ne abscissos ab ecclesia catholica auctores male ominatæ constitutionis civilis cleri declararemus. Demum ea effecimus ac pertulimus omnia , si quomodo lenitate , ac patientiam nostram evitare possemus deplorabile schisma , ac pacem apud vos , vestramque nationem revocare. Quin et adhuc susceptis paternæ caritatis consiliis inhaerentes , quæ vos ipsi vobis esse proposita , in vestra expositionis exitu cognovimus , a vobis petimus , vosque obsecramus ut nobis exponere ,

ac declarare velitis quidnam esse judicetis, quod nunc præstandum à nobis sit ad assequendam animorum conciliationem. Quod nos certe in tantâ locorum distantia agnoscere non possumus; vobis vero qui in re præsentis estis, occurrere fortasse poterit aliquid à catholico dogmate, disciplinæque universali minime dissensaneum, quod nobis proponatis in nostram deliberationem, atque examen adducendum. Quod reliquum est Deum precamur ut tam vigiles, et sapientes pastores nobis, et ecclesiæ suæ servet quam diutissimè sospites et incolumes, votumque hoc nostrum apostolicâ benedictione prosequimur, quam universis vobis, dilecti filii nostri, et venerabiles fratres, ex intimo corde profectamperamanter impertimur. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, die 10 martii 1791, pontificatûs nostri anno decimo septimo

PIUS, qui suprâ.

L'abbé Royou